

PLU

Plan Local d'Urbanisme

ELABORATION

Département de la Haute-Garonne

Communauté d'Agglomération du SICOVAL

Commune de Lacroix-Falgarde

7.1. Rapport et conclusions du commissaire enquêteur



Sicoval
Communauté
d'agglomération
du Sud-Est
Toulousain

Elaboré avec l'appui technique du
Service Urbanisme et
Développement du Territoire du
SICOVAL

REÇU

Mise en révision :

le

13 NOV. 2019

15/11/2014

Arrêt :

28/11/2018

Approbation :

PREFECTURE de la Hte-GARONNE

- 9 NOV. 2019



Mairie de Lacroix-Falgarde

30 avenue des Pyrénées 31120 Lacroix-Falgarde

Tel: 05 61 76 24 95

ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE RELATIVE AU PLAN LOCAL D'URBANISME ET AU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE LACROIX-FALGARDE

Du mardi 7 mai 2019 à 9h00 au vendredi 7 juin 2019 à 18h00



RAPPORT ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Isabelle Roustit

SOMMAIRE

A- RAPPORT

I : ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

1 : Désignation du commissaire enquêteur

2 : Cadre juridique

3 : Modalités de l'enquête

- 3.1 : La durée de l'enquête
- 3.2 : La publicité
- 3.3 : Sièges de l'enquête
- 3.4 : Le registre et le dossier d'enquête
- 3.5 : Les permanences
- 3.6 : Réunions de travail
- 3.7 : Visite des lieux
- 3.8 : Le PV des observations du public

II : RAPPORT D'ANALYSE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

1 : Généralités concernant l'enquête publique

- 1.1 : Objets de l'enquête (2 objets)
- 1.2 : La concertation
- 1.3 : Identification de l'autorité organisatrice de l'enquête publique et identification du responsable du projet
- 1.4 : Composition du dossier d'enquête publique unique
 - 1.4.1 Composition du dossier PLU
 - 1.4.2 Composition du dossier zonage d'assainissement

2 : Analyse du dossier PLU

- 2.1 : Le projet d'aménagement et de développement durable (PADD)
- 2.2 : Le rapport de présentation du PLU
 - 2.2.1 : Diagnostic environnemental
 - 2.2.2 : Mise en œuvre du PLU
 - 2.2.3 : Incidences du PLU sur l'Environnement et les sites Natura 2000
- 2.3 : Les orientations d'aménagement et de programmation
 - 2.3.1 OAP concernant les secteurs d'urbanisation future (3)
 - 2.3.2 OAP concernant les secteurs d'intensification urbaine (2)
 - 2.3.3 OAP concernant l'amélioration des conditions de desserte et déplacement (1)
- 2.4 : Les avis des personnes publiques associées (PPA) et les réponses de la commune

3 : Analyse du dossier Zonage d'assainissement

- 3.1 Décision de dispense d'évaluation environnementale par la MRAe
- 3.2 Dossier zonage d'assainissement

4 : Observations du public

- 4.1 : La participation du public, le résumé comptable des observations
- 4.2 : Les observations du public:

4.2.1 : Observations orales

4.2.2 : Observations écrites :

4.3 : Synthèse et analyse des observations du public

- Thème 1 : La concertation et l'information du public
- Thème 2 : La densification de la zone UCb, sa réglementation et les diverses

contraintes

- Thème 3 : Les déplacements et les questions de sécurité
- Thème 4 : les OAP des zones AU : Serres – Laques – Moulin-Calaria
- Thème 5: L'OAP de la zone UA Castelveil
- Thème 6 : L'assainissement et le réseau pluvial
- Thème 7 : L'environnement et les risques
- Thème 8 : Les demandes de classement en zone constructible et

réglementation.

- Thème 9 : Autres questions sur le dossier

B : LES ANNEXES

Annexe 1 : Arrêté du maire prescrivant l'ouverture de l'enquête publique unique.

Annexe 2 : Procès-Verbal de synthèse des observations du public.

Annexe 3 : Réponse au procès-verbal des observations du public.

C- CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQÊTEUR

I : CONCLUSIONS GENERALES

1 : Rappel des 2 objets de l'enquête unique

2 : Considérations générales communes aux 2 objets de l'enquête publique

2.1 : Sur la régularité de la procédure

2.2 : Sur le dossier d'enquête

2.3 : Sur les observations formulées pendant l'enquête

II: CONCLUSIONS ET AVIS SUR L'ELABORATION DU PLU

1 : Motivation de l'Avis

2 : Avis du commissaire enquêteur

III: CONCLUSIONS ET AVIS SUR LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

1 : Motivation de l'Avis

2 : Avis du commissaire enquêteur

A – RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

I : ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

1 : Désignation du commissaire enquêteur

Vu la lettre, enregistrée le 10 janvier 2019 par laquelle M. le Maire de la commune de Lacroix-Falgarde demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

Le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme et d'assainissement collectif de la commune de Lacroix-Falgarde.

Le Président du Tribunal Administratif de Toulouse, par décision en date du 11 janvier 2019 portant le numéro E19000006/31, m'a désignée en qualité de commissaire enquêteur pour conduire l'enquête publique ci-dessus mentionnée.

2 : Cadre juridique

L'arrêté du Maire de la commune de Lacroix-Falgarde N° AM-20190418 du 18 avril 2019, a prescrit l'ouverture de l'enquête publique unique sur le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et sur le zonage d'assainissement. (Copie de l'arrêté en annexe 1).

3 : Modalités de l'enquête

3.1. La durée de l'enquête

L'enquête publique relative à l'élaboration du PLU et du zonage d'assainissement de la commune de Lacroix-Falgarde s'est déroulée du mardi 7 mai 2019 à 9h00 au vendredi 7 juin 2019 à 18h00, pour une durée de 32 jours.

3.2. La publicité

L'avis d'ouverture de l'enquête a fait l'objet d'une insertion dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de la Haute-Garonne, et habilités à recevoir des annonces légales, quinze jours avant le début de l'enquête et, rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci :

- La Dépêche du Midi : le 18/04/2019 et le 9/05/2019
- La Voix du Midi : le 18/04/2019 et le 9/05/2019

Cet avis a également été publié par voie d'affiches à la mairie et en tous lieux habituels d'affichage, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

Le même avis au public était également consultable sur le site internet de la commune:

<http://www.lacroixfalgarde.fr/>

De plus « la Brève Municipale : Cruci-Falgardiens et Cruci-Falgardiennes » d'avril 2019 informe les habitants de la mise en place d'une enquête publique sur le PLU et la révision du zonage d'assainissement.

3.3. Siège de l'enquête

Le siège de l'enquête était fixé à la mairie de Lacroix-Falgarde, avenue des Pyrénées 31120 Lacroix-Falgarde.

3.4. Les registres et le dossier d'enquête publique unique

Le registre d'enquête coté et paraphé par le CE, le mercredi 17 avril 2019 à la mairie de Lacroix-Falgarde, a été ouvert et mis à la disposition du public ainsi que les pièces du dossier d'enquête publique unique. Un 2^{ème} registre a été ouvert par le CE le 24/05/19 et un 3^{ème} le 7 juin 2019.

Ce dossier d'enquête et les registres ont pu être consultés sur place, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, pendant la durée de l'enquête à la mairie de Lacroix-Falgarde, ouverte également les samedis de 9h à 12h.

De plus, ce dossier d'enquête publique a été mis en ligne sur le site internet de la commune : <http://www.lacroixfalgarde.fr/elaboration-plan-local-durbanisme>

Les registres ont été clôturés par le CE le 7 juin dès leur remise en mains propres à son domicile par le garde-champêtre de la commune de Lacroix-Falgarde à 19h15

3.5. Les permanences

Les permanences du commissaire enquêteur se sont tenues à la mairie de Lacroix-Falgarde le:

- Mardi 7 mai 2019 de 14h30 à 17h30
- Mercredi 15 mai 2019 de 14h30 à 17h30
- Vendredi 24 mai 2019 de 9h à 13h15
- Samedi 1^{ier} juin 2019 de 9h à 13h
- Vendredi 7 juin 2019 de 9h à 13h

Les observations du public pouvaient également être adressées par courrier au commissaire enquêteur, pendant la période, au siège de l'enquête, mairie de Lacroix-Falgarde, avenue des Pyrénées 31120 ou bien par voie électronique à : enquetepublique@lacroixfalgarde.fr

3.6. Les réunions de travail

■ Le 20 février 2019 réunion à la mairie de Lacroix-Falgarde en présence de Mme Coinon DGS, de Mme Mesnard chargée de l'urbanisme.

Cette réunion avait pour objet de présenter le projet de PLU mis à l'enquête. Les dates de l'enquête et les permanences ont également été fixées.

Le commissaire enquêteur a récupéré ce jour-là le dossier d'enquête concernant le PLU.

■ Le 17 avril 2019 à la mairie de Lacroix-Falgarde en présence de Mme Mesnard du service urbanisme.

Lors de cette réunion il a été question de la complétude du dossier d'enquête, des avis des PPA, de la densification sur certaines zones, de la publicité.

Le CE a coté et paraphé le registre d'enquête.

■ Le 12 juin 2019 réunion à la mairie de Lacroix-Falgarde en présence de Mme Meges Sandrine, 1^{ier} adjoint et de M. Marty Jean-Daniel, adjoint à l'urbanisme. Réunion de fin d'enquête, fixation de la date de rencontre pour la remise du PV de synthèse et visite de certains points de la commune.

■ Le 19/06/19 une réunion a eu lieu à la mairie lors de la remise en mains propres du PV des observations. Etaient présents : M. Chalie, maire de la commune ; M. Marty, adjoint à l'urbanisme, Mmes David et Vargas, conseillères municipales, Mme Coinon, DGS, Mme Mesnard chargée de l'urbanisme, et Mme Mosdale du Sicoval. Il s'agissait de présenter le PV de synthèse et les observations faisant débat.

3.7. Visite des lieux

Le mardi 12 juin 2019, suite à une réunion de fin d'enquête, Mme Meges Sandrine, 1^{ier} adjoint et M. Marty Jean-Daniel, adjoint à l'urbanisme, ont fait visiter en voiture au commissaire enquêteur, la commune de Lacroix-Falgarde et en particulier les futures zones d'urbanisation du Cossignol et du Castelvieu.

3.8. Le PV des observations du public

Après la clôture de l'enquête et dans les huit jours de la réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur a communiqué au responsable du projet l'état des observations du public en l'invitant à produire dans les 15 jours, un mémoire en réponse. Le PV de synthèse a été adressé au préalable par messagerie le samedi 15 juin 2019 et une entrevue a eu lieu le mercredi 19 juin 2019 avec M. Chalie, maire de la commune ; M. Marty, adjoint à l'urbanisme, Mmes David et Vargas, conseillères municipales, Mme Coinon, DGS, Mme Mesnard chargée de l'urbanisme, et Mme Mosdale du Sicoval.

Le CE a reçu par messagerie le 3/07/19 la réponse du Sicoval sur l'assainissement et le 4/07/19 la réponse de la commune sur le PLU sauf une transmise le 5/07/19. Le CE a reçu les réponses PLU par courrier le 10 juillet 2019.

(la copie du PV et les réponses sont en annexe 2 et 3)

II : RAPPORT D'ANALYSE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

1 : GENERALITES CONCERNANT L'ENQUÊTE PUBLIQUE

1.1 : Objets de l'enquête (2 objets)

La présente enquête publique concernant la commune de Lacroix-Falgarde est une enquête publique unique qui comporte deux objets :

- l'élaboration du PLU arrêtée par décision du conseil municipal du 28 novembre 2018.
- La révision ou mise à jour du zonage d'assainissement par décision du Conseil Communautaire du Sicoval du 11 mars 2019.

L'élaboration du PLU :

La commune a engagé l'élaboration de son PLU par la délibération du 15 novembre 2014. Actuellement la commune est couverte par le RNU (POS rendu caduc).

Le projet de PLU vise à permettre un développement harmonieux de la commune, dans un souci d'équilibre, de centralité, de respect du paysage et de l'environnement, tout en observant ; entre autres, les prescriptions du SCOT et du PLH. La commune envisage un développement démographique avec un accueil progressif et maîtrisé. D'où un accueil de population en 2 temps. A l'horizon 2025 il est prévu d'atteindre environ 2350 habitants, soit 300 habitants supplémentaires (2043 habitants en 2014). A l'horizon 2030, la commune prévoit d'atteindre 2650 habitants.

La commune étant traversée par un site Natura 2000, une évaluation environnementale doit être réalisée.

L'actualisation du zonage d'assainissement :

En application de la loi sur l'eau, les communes ont l'obligation de délimiter, après enquête publique, des zones d'assainissement collectif et non collectif. C'est le bureau d'étude SIEE qui avait réalisé en 2004 l'étude concernant l'assainissement de la commune de Lacroix-Falgarde et le plan de zonage avait été établi et validé après enquête publique en 2005.

La révision du zonage d'assainissement vise à mettre en cohérence ce document avec le projet de PLU et surtout les prévisions d'urbanisme, essentiellement en délimitant le zonage d'assainissement collectif.

Au terme de la procédure, le conseil municipal se prononcera par délibération sur l'approbation du PLU et le Sicoval qui possède la compétence assainissement pour la commune délibèrera sur la révision du zonage d'assainissement.

1.2 : La Concertation

C'est la délibération du 15 novembre 2014 qui fixe les modalités de la concertation durant l'élaboration du projet PLU. Celle-ci s'est concrétisée par 2 réunions publiques, l'une du 24 février 2017 avec pour objet le Diagnostic et le PADD, l'autre du 5 juillet 2018 avec pour objet les OAP et la réglementation. La communication a été faite par panneaux d'affichage, par des articles de presse, par le site Internet de la commune. Des réunions ont été

également organisées dont des rencontres avec les habitants. Enfin un registre de concertation a été ouvert le 26 août 2016 jusqu'à l'arrêt du PLU. 53 observations sont notées dont :

- 21 demandes de classement de parcelles constructibles,
- 21 désaccords du projet (dangerosité du terrain, surdimensionnement du projet, infrastructures inadaptées à l'apport de population),
- 1 demande de division parcellaire,
- 4 demandes de modification de zonage,
- 1 demande de réhabilitation,
- 2 demandes de transformation de la hauteur (1 toiture, 1 mur de clôture),
- 1 désaccord pour l'extension du centre commercial,
- 1 observation concernant la station d'épuration de Portet,
- 1 observation concernant le pont en fer.

En conclusion le bilan de la concertation constate que les différentes modalités de concertation ont permis de faire avancer les réflexions et les réunions de travail du PLU. Le bilan est positif même si, l'intérêt général primant sur les intérêts particuliers, certaines demandes n'ont malheureusement pas pu être prises en compte.

La délibération du CM du 28 novembre 2018 arrête le projet PLU et considère comme favorable le bilan de la concertation.

1.3 : Identification de l'autorité organisatrice de l'enquête publique et identification du responsable du projet

L'autorité organisatrice de la présente enquête publique, tout comme le responsable du projet ou porteur de projet est M. le Maire de la commune de Lacroix-Falgarde.

1.4: Composition du dossier d'enquête publique unique

Figure au dossier d'enquête publique unique une note de présentation de 5 pages sur l'élaboration du PLU et la révision du zonage d'assainissement collectif.

1.3.1 : Composition du dossier PLU

Le dossier arrêté le 28 novembre 2018 et élaboré avec l'appui technique du Service Urbanisme et Développement du Territoire du SICOVAL comprend :

0. Pièces administratives

- Délibération du CM du 13/12/2007 sur la mise en place de l'obligation de déclaration préalable pour la réalisation de clôtures et de permis de démolir.
- Délibération du CM du 15/11/14 sur la prescription du PLU et modalités de la concertation
- Délibération du CM du 9/03/17 sur le débat des orientations générales du PADD
- Délibération du CM du 28/11/18 sur l'arrêt du projet PLU et le bilan de la concertation ; plus 2 annexes.
- Le bilan de la concertation avec ses 16 annexes (reçu en préfecture le 4/12/18).

1. Rapport de présentation (270 pages)

Préambule

Contexte supra communal

1^{ère} partie : Diagnostic communal

- Analyse de l'état initial de l'environnement
- Diagnostic socio-économique
- Organisation du territoire
- Principaux enjeux

2^{ème} partie : Le PLU et sa mise en œuvre

- Explication des choix retenus pour établir le PADD
- Explication des choix retenus pour la mise en œuvre du PADD
 - Explications des différentes zones et règles associées
 - Explication des autres dispositions graphiques
 - Explication des OAP
 - Objectifs de modération de la consommation d'espaces naturels et agricoles
 - Articulation avec les plans et programmes

3^{ème} partie : Evaluation environnementale de la mise en œuvre du PLU

- Analyse des incidences de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement
- Mesures visant à éviter et réduire les incidences prévisibles sur l'environnement
- Synthèse des incidences de la mise en œuvre du PLU après mesures
- Indicateurs de suivi de la mise en œuvre du PLU
- Résumé non technique (3 pages)

Annexe

2. PADD

3. Orientation d'Aménagement et de programmation (45 pages)

3.1 OAP concernant les secteurs d'urbanisation future

- Le secteur de Serres
- Le secteur Les Laques
- Le secteur de Moulin-Calaria
- Phasage

3.2 OAP concernant les secteurs d'intensification urbaine

- Le secteur de la Colomière
- Le secteur de Castelveil

3.3 OAP concernant l'amélioration des conditions de desserte et de déplacement

- Le secteur des abords de la RD24
- Le secteur de la traversée du centre villageois

4. Règlements

4.1 Règlement écrit

4.2 Règlement graphique avec la liste des emplacements réservés

5. Annexes

5.1 Annexes sanitaires

- 5.1.1 : Notice eau potable
- 5.1.2 : Plan du réseau d'alimentation en eau potable
- 5.1.3 : Notice assainissement
- 5.1.4 : Plan du réseau d'assainissement
- 5.1.5 : Plan du zonage d'assainissement collectif mis à l'enquête publique
- 5.1.6 : Plan du réseau eaux pluviales

5.1.7 : Notice déchets

5.1.8: Dispositions techniques et règlementaires du SDIS

5.2 Servitudes

5.2.1 : Liste des servitudes d'utilité publique

5.2.2 : Plan des servitudes d'utilité publique

5.2.3 : PPRN Inondation et mouvements de terrain

5.2.4 : PPR « sécheresse »

5.2.5 : réserve Naturelle Régionale – règlement

5.3 Autres pièces annexes

5.3.1 : Droit de préemption urbain

5.3.2 : Natura 2000 – cartographie

5.3.3 : ZNIEFF – cartographie

5.3.4 : Charte de l'éclairage public

5.3.5 : Cahier de recommandations architecturales, urbanistiques et paysagères

5.3.6 : Cahier de recommandations ABF

5.3.7 : Arrêté de classement sonore des infrastructures de transports terrestres

6. Avis des personnes consultées + dossier des réponses de la commune

1.3.2 : Composition du dossier zonage d'assainissement

0. Extrait du registre des délibérations du Conseil de Communauté du Sicoval du 11 mars 2019.

1. Carte du projet de zonage d'assainissement : réseau d'assainissement et projet de zonage d'assainissement collectif.

2. Décision de dispense d'évaluation environnementale, après examen au cas par cas, sur l'actualisation du zonage d'assainissement des eaux usées de Lacroix-Falgarde

3. Dossier d'enquête publique du zonage d'assainissement

Préambule

Volet 1 : Données communales

- Situation de la commune
- Données communales
- Réseau hydrographique
- Qualité de l'eau
- Alimentation en eau

Volet 2 : Etat des lieux de l'assainissement

- Assainissement collectif
- Assainissement non collectif

Volet 3 : Zonage d'assainissement

- Rappel sur les scénarios d'assainissement retenus
- Zonage collectif / non collectif résultant
- Réglementation vis-à-vis de l'assainissement collectif ou non collectif

2 : ANALYSE DU DOSSIER PLU

2.1 : le projet d'aménagement et de développement durable (PADD)

Le PADD, débattu en conseil municipal le 9 mars 2017, identifie 3 grands axes d'orientations pour les quinze années à venir.

Ces 3 axes s'inscrivent dans le respect du Scot révisé le 27 avril 2017, des politiques menées au niveau du Sicoval dont le PLH 2017-2022 et le Plan Climat Energie Territorial. Respect également du PDU de la Grande Agglomération Toulousaine.

La commune a 2 objectifs : d'une part, de programmer une croissance démographique régulière et contrôlée à l'horizon 2025/2030 et d'autre part, de limiter la consommation foncière.

- Il s'agit pour la commune de pouvoir atteindre en 2025, 2350 habitants (2043 habitants en 2014). Ce développement se fera par extension urbaine (7,5 ha) sur les secteurs de développement futur situés le long de la RD 24 avec la construction d'environ 80 logements soit un apport d'environ 180 habitants supplémentaires, mais aussi par intensification avec la construction d'environ 50 logements soit un apport démographiques d'environ 110 personnes. Donc un total d'environ 300 habitants supplémentaires correspondant à la production de 16 logements par an.

A échéance 2030 il s'agira d'atteindre 2650 habitants donc 300 habitants supplémentaires avec un potentiel estimé de 100 logements par extension et 25 par intensification.

- Il s'agit aussi de limiter la consommation foncière pour protéger les espaces agricoles et naturels en préservant des enveloppes foncières cohérentes et pertinentes et maîtriser la taille moyenne des parcelles.

- Axe 1 : Poursuivre un développement urbain progressif favorisant la mixité sociale et intergénérationnelle.

- Programmer un développement urbain maîtrisé dans le temps et dans l'espace. Compte tenu de la topographie du territoire et du risque inondation qui contraint l'extension du centre bourg, les seules disponibilités foncières pour un développement urbain sont le long de la RD 24 qui relie Lacroix le long de l'Ariège et Falgarde, le long du Cossignol. Un phasage est nécessaire afin de ne pas fragiliser les équipements publics. Trois secteurs de développement à court terme avec OAP le long de la RD 24. La 2^{ème} phase d'urbanisation est prévue après 2025.

- Poursuivre la diversification de l'offre de logement pour répondre aux besoins de la population locale. Le PLU permettra la création de 10% de logements locatifs sociaux, et de 20% à 40% de logements en accession à prix abordable.

- Limiter la consommation de l'espace en favorisant une densification maîtrisée des zones urbaines. Stopper tout développement des quartiers éloignés du noyau villageois. Seules les dents creuses en zone urbaine pourront faire l'objet d'un aménagement. Privilégier le développement le long de la RD 24. Limiter l'étalement des constructions et des hameaux isolés.

- Intégrer des préoccupations environnementales dans l'aménagement et les constructions. Renforcer les objectifs de performance énergétique. Permettre une bonne intégration paysagère des constructions nouvelles et réduire l'impact visuel. Traitement des limites entre l'urbanisation et le grand paysage.

- Axe 2 : Renforcer la qualité de vie du village et conforter l'activité économique.

- Améliorer les liaisons inter-quartiers et intercommunales en favorisant les déplacements doux. Aménager l'avenue de Falgarde pour sécuriser la desserte des équipements scolaires et pour faciliter les déplacements. Projet de création d'une piste cyclable en direction de Toulouse mais aussi de Pins-Justaret pour rejoindre la gare. Le remplacement du pont de fer par une passerelle réactivera une liaison douce vers Pinsaguel.
- Adapter l'offre d'équipements au développement de la commune. Le foyer rural doit être rénové pour devenir une salle multi-activités. Création d'une centralité scolaire et culturelle. Valorisation des équipements sportifs existants et création d'un city-stade.
- Conforter l'activité économique. Diversification des moyens d'accès aux commerces et adaptation des capacités de stationnement.
- Favoriser le développement des communications numériques en particulier du déploiement de la fibre optique sur l'ensemble de la commune.

- Axe 3 : Préserver les espaces agricoles et protéger le patrimoine bâti et naturel

- Valoriser les éléments de la trame verte et bleue de la commune. Les principales continuités écologiques identifiées à maintenir et renforcer sont : - celle de l'Ariège et sa ripisylve faisant l'objet d'une Réserve Naturelle Régionale, - celle arrivant de Portet-sur-Garonne et rejoignant le ruisseau de Réganel, - celle à l'Est de la commune reliant le ruisseau de Réganel au ruisseau de Caulet, celle du ruisseau du Cossignol. Le ruisseau de Caulet constitue un élément de la TVB à préserver. Les espaces boisés feront l'objet d'une protection dans le PLU.
- Préserver les espaces agricoles en limitant l'étalement urbain et en travaillant sur les limites des fronts d'urbanisation : espaces de transitions paysagers, de continuités vertes.
- Protéger et valoriser le patrimoine bâti et paysager. Les éléments du patrimoine local recensés dans le diagnostic feront l'objet d'une protection dans le PLU. Protection également des repères visuels et des points de vue sur les vallons et coteaux.

ORIENTATIONS GÉNÉRALES DU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES



2.2 : Le rapport de présentation

La commune de Lacroix-Falgarde se situe à 14km au Sud du centre de Toulouse, en limite de la vallée de l'Ariège et des coteaux du sud-est toulousain. Le territoire communal est traversé par deux cours d'eau majeurs : l'Ariège et le ruisseau du Cassagnol, ainsi que par 2 axes majeurs supports de l'urbanisation : la RD4 reliant la commune à Toulouse et Pinsaguel et la RD24 la reliant à Aureville et Corronsac. Elle fait partie du canton de Castanet-Tolosan et est membre du Sicoval. D'une surface de 609 ha, elle comptait 2029 habitants en 2015.

2.2.1 : Diagnostic environnemental

- La topographie communale est très accidentée surtout en limite Sud-Sud/Ouest où les pentes sont très abruptes ; les enjeux en matière de mouvement de terrain sont forts. Au niveau des points bas de la commune à l'extrémité Ouest du territoire et le long du ruisseau du Cassagnol, il existe une vulnérabilité aux inondations, aux débordements et remontées de nappe.
- La qualité des eaux pour la masse d'eau rivière du Cassagnol est : état écologique Moyen et pour l'Ariège : bon état écologique.

- La commune est classée en « Zone de Répartition des Eaux » ZRE par Arrêté préfectoral du 5 mars 1996.
- Des PPRN approuvés sur la commune : PPR Inondation approuvé le 3/12/2003, PPR Mouvement de terrain- Tassements différentiels approuvé le 1/10/2013.
- Présence de quelques boisements qui jouent plusieurs rôles clés pour le territoire et qu'il convient de protéger, de même pour les haies et les espaces ripicoles fondamentaux pour l'intégration paysagère et la TVB.
- Importance des espaces agricoles qui avaient fortement diminués au profit du développement urbain. L'espace agricole occupe 60% du territoire communal, activité qui conserve son dynamisme.
- L'alignement d'arbres le long de la RD24, même s'il ne présente pas de caractéristiques particulières, contribue fortement à la définition de l'entrée de ville Est du territoire communal.
- L'espace urbain central se situe le long de la RD4 et entraîne un manque de visibilité des autres espaces. Ce qui domine alors c'est un paysage de « village-rue », linéaire et au trafic important. Apport de végétal et réflexion sur la qualité de l'entrée de ville Nord le long de la RD4 afin de redonner une place de 1^{er} ordre au clocher de l'église et à la perspective sur la traversée urbaine.
- Manque criant de végétalisation dans les extensions urbaines récentes. Idem pour le bâti isolé récent qui doit d'ailleurs être proscrit.
- 16 éléments du petit patrimoine ont été identifiés. Présence d'un périmètre de protection (ABF) autour du château de Lacroix.
- Les points de vue remarquables sur le vallon du Cassagnol et sur les coteaux agricoles sont à préserver et certaines covisibilités sont à atténuer.
- Les habitats de zone humide, en dehors des abords immédiats des cours d'eau, semblent pratiquement absents. Deux secteurs exposent une biodiversité notable : l'Ariège et les milieux ouverts et boisements des Ramiers, les coteaux bien exposés des Roches. Un seul niveau d'enjeu local fort concerne les habitats humides et aquatiques de la rivière Ariège.
- Le territoire communal est concerné par sites Natura 2000 : le Site d'Importance Communautaire (SIC) « Garonne, Ariège, Hers, Pique et Neste » et la Zone de Protection Spéciale (ZPS) « Vallée de la Garonne de Muret à Moissac ». Seules quelques espèces Natura 2000 seraient représentées sur la commune actuellement.
- La commune est aussi concernée par 3 ZNIEFF : 2 de type I le « Cours de l'Ariège » et les « Coteaux et falaises des bords de l'Ariège » et une de type II « l'Ariège et ripisylves ».
- Lacroix-Falgarde abrite un Arrêté Préfectoral de Protection de biotope, d'habitat naturel ou de site d'intérêt « la Garonne, l'Hers et le Salat » (depuis 1989). Enfin elle est concernée par le périmètre de la nouvelle Réserve Naturelle Régionale Confluence Garonne-Ariège.
- Peu de réservoirs de biodiversité ou de continuités écologiques sur la commune (TVB) ; les plus notables situent au niveau de l'Ariège et sa ripisylve (secteur des Ramiers) et des ruisseaux de Cassagnol et de Réganel et leurs boisements riverains.
- Prépondérance de l'habitat individuel avec une part importante de propriétaires. Il y a 50 logements sociaux, ce qui est faible (5,4% du parc de logement).
- Une population active majoritaire, qualifiée aux revenus élevés (forte représentation de cadres).
- Une économie locale dynamique, une offre diversifiée en matière de commerces de proximité, des équipements publics et sportifs satisfaisants. Un bon tissu associatif.

- le SDAN (Schéma Départemental de l'Aménagement Numérique) prévoit le déploiement de la fibre optique sur l'intégralité de la commune pour 2020-2023.
- Le territoire communal est bien maillé avec 2 axes viaires la RD4 et la RD24, identifiées au classement sonore des infrastructures de transports terrestres. Fort enjeu de cohabitation entre le trafic routier et la vie locale et également des enjeux en matière de sécurité.
- Un réseau très dense de chemins de randonnée. Pas d'aménagements cyclables. Importance de la voiture dans les déplacements. Le vieux pont traversant l'Ariège et fermé peut être un support intéressant pour des connexions douces. La commune est relativement bien servie en transports en commun. Une offre en stationnement au rayonnement satisfaisant. Une politique de covoiturage pourrait voir le jour.
- La gestion de la distribution de l'eau potable est assurée par le Sicoval depuis 2005. Depuis 2010 la compétence transport et stockage est transférée au Réseau 31. L'ARS fait d'une bonne qualité de l'eau distribuée en 2015.
- Le Sicoval assure la gestion de l'assainissement depuis 2004. Le zonage d'assainissement a été validé par la commune le 10/03/2005. 87% des abonnés de la commune sont desservis par l'assainissement collectif.

2.2.2 : Mise œuvre du PLU

La commune envisage un développement démographique avec un accueil progressif d'habitants. Son objectif est de se mettre en capacité d'accueillir une population de ménages résidents pour atteindre 2350 habitants en 2025, ce qui correspond à un rythme de production de 16 logements en moyenne par an, en concordance avec les objectifs du PLH. Le diagnostic territorial a mis en évidence différents enjeux auxquels la commune doit répondre et qui se traduisent dans le PLU par une délimitation de différentes zones et des règles applicables.

■ Les zones urbanisées: UA (11,4 ha), UB (64,3ha) et UC (71,6 ha).

* le secteur UA : le centre ancien du village et le hameau de Falgarde

Présence d'une continuité bâtie dans la rue principale constituée de constructions mitoyennes et implantées en alignement sur rue. Cette zone est prolongée par le sous-secteur UAa regroupant plusieurs fonds de parcelles qui feront l'objet d'une OAP, ainsi que le secteur UAh secteur d'habitat collectif où les hauteurs sont plus importantes. Raccordement au réseau collectif.

* le secteur UB : les extensions périphériques au centre ancien constituées de lotissements et quartiers pavillonnaires récents et relativement denses.

Les possibilités de densification sont plus limitées. La zone UB comprend le secteur UBa qui correspond au lotissement récent du hameau de Cossignol aux formes urbaines mixtes et denses et le secteur Ube qui correspond au centre commercial. Raccordement au réseau collectif.

* le secteur UC : les secteurs à dominante d'habitat pavillonnaire peu dense.

Les possibilités de densification sont limitées pour des raisons d'absence d'assainissement collectif, de sensibilité paysagère ou de saturation du réseau d'alimentation en eau potable.

Il y a le secteur UCa : le secteur le long de la RD24 et en assainissement individuel et le secteur urbain au droit du chemin de la Gleysette avec des ouvertures visuelles sur les coteaux agricoles ; le secteur UCb : sur la route Goyrans, fortes pentes, grandes parcelles,

capacités réseau eau potable limitées ; le secteur UCC : à l'extrémité de la route de Goyrans avec une OAP.

■ Les zones à urbaniser : AU (8,3 ha)

Trois zones AU : le secteur AUa de Laques, AUb Aignan Serres et AUc Moulin Calaria. Actuellement à vocation agricole et situés en continuité de l'urbanisation et aux abords de la RD24. Trois OAP.

■ La zone agricole : A (326,8 ha) : les espaces agricoles exploités + les secteurs d'habitat diffus et des constructions isolées. Un secteur Ap, secteur agricole protégé pour des motifs paysagers (périmètre de protection château ABF).

■ La zone naturelle : N (124,6h a)

Elle recouvre les corridors écologiques et les réservoirs de biodiversité qu'il faut protéger : la Réserve Naturelle Régionale Confluence Garonne Ariège avec les sites Natura 2000, les ruisseaux du Cassagnol et du Réganel et leurs abords et les grands espaces boisés. Un secteur NI à vocation de loisirs.

■ Les emplacements réservés : 9 ER

- 7 destinés à améliorer les déplacements : cheminements piétons/cycles, élargissement de voirie et sécurisation de carrefours. En cohérence avec l'OAP concernant l'amélioration des conditions de desserte et déplacement.

- 2 destinés aux besoins d'équipements publics : extension du cimetière et création d'un espace récréatif.

■ Les éléments bâtis et paysagers protégés au titre des articles L.151-19 et L.151-23 du code de l'urbanisme :

- Les éléments de paysage protégés sont des haies majoritairement situées en zone agricole. En zone AUc une haie, présentant un intérêt écologique, sera préservée de l'urbanisation.

- 19 éléments bâtis présentant un intérêt patrimonial sont identifiés afin de faire l'objet d'une protection particulière : fermes, pigeonniers, moulin...

■ Le linéaire bâti avec des prescriptions architecturales spécifiques

Le règlement graphique identifie ce linéaire bâti dans la traversée du centre villageois et dans le hameau de Falgarde.

■ Bâtiment agricole changeant de destination au titre de l'article L.151-11 du CU.

Le règlement écrit du PLU prévoit le changement de destination d'un bâtiment agricole à destination d'habitat, d'hébergement hôtelier ou commerce sous conditions.

■ Les EBC (41 ha de boisements)

Un seul EBC a été rajouté par rapport au POS sur le secteur de la Réserve Naturelle Régionale.

2.2.3: Incidences du PLU

● Sur l'Environnement

- Concernant le milieu physique : **4 incidences positives** avec des zones AU non positionnées sur des crêtes, un règlement qui vise à limiter l'imperméabilisation des sols, la mise en œuvre de dispositifs de récupération des eaux de pluie, l'application des PPRn.

- Concernant les ressources naturelles : **1 incidence positive** avec le classement en zone naturelle des cours d'eau structurants.

- Concernant le paysage et le patrimoine : **2 incidences positives** avec des OAP qui définissent des principes d'intégration paysagère, des EBC des haies et des points de vue

remarquables identifiés à préserver (négatif les parcelles AU et UCc sont consommateurs d'espaces agricoles).

- Concernant les espaces agricoles et la consommation foncière : **3 incidences positives** avec la non urbanisation des coteaux, une densité globale de 10 à 15 logements /ha, la division par 2 de la consommation foncière / à ces 12 dernières années (8,1 ha contre plus de 14 ha).

- Concernant les risques et nuisances : **une incidence positive** avec le classement en zone N des zones d'aléas forts des PPRn.

- Concernant les énergies et le changement climatique : **2 incidences positives** avec dans les OAP la mise en place de déplacements doux afin de connecter les secteurs entre eux et avec la trame urbaine, avec l'OAP déplacements.

- Concernant les milieux naturels et la biodiversité : **2 incidences négatives** qui concernent la présence d'une haie naturelle ancienne avec des chênes blancs entre 2 zones AU, et la présence d'une espèce d'oiseaux : le Gobemouche gris qui représente un enjeu local notable bien que faible.

L'impact global du projet vis-à-vis du fonds écologique communal, relativement pauvre, ne peut-être quantifié au-delà d'une intensité « faible.

- Sur les sites Natura 2000

Le lien écologique entre la zone d'étude et les sites Natura 2000 alentour a été étudiée. Concernant la ZSC Garonne, Ariège, Hers, Salat, Pique et Neste, située à 1,1km de la zone d'étude, un lien écologique est peu probable entre ce site et la zone d'étude. Le projet ne portera pas atteinte à l'état de conservation des populations des espèces ayant permis la désignation de cette ZSC.

Concernant la ZPS Vallée de la Garonne de Muret à Moissac, située à 1km de la zone d'étude, le lien écologique est possible mais très limité notamment pour le Milan Noir. Cependant le projet ne portera pas atteinte à l'état de conservation des espèces d'oiseaux ayant permis la désignation de ce site Natura 2000.

Au final l'évaluation environnementale du projet est positive, seul le Milieu Naturel doit faire l'objet de mesures pour éviter ou réduire les incidences.

- Mesures visant à éviter et réduire les incidences

Ces mesures concernent uniquement le Milieu Naturel car les évaluations sur les autres milieux ou thèmes montrent des incidences positives ou neutres.

→ Les mesures d'évitement

Au regard des enjeux évalués comme d'importance bien que faible concernant la faune vertébrée au sein du secteur « Moulin-Calaria », une mesure d'évitement a été prise par la commune. Il s'agit de préserver la haie comptant des arbres indigènes anciens et qui servent de support au Gobemouche gris, espèce à faible enjeu local de conservation.

→ Les mesures de réduction

Les mesures de réduction consistent d'une part à adapter le calendrier des travaux afin de réduire le dérangement des oiseaux nicheurs et d'autre part à engager une démarche globale visant à augmenter la présence d'une biodiversité ordinaire au sein de la commune et des jardins.

Après définition de mesures d'évitement et de réduction concernant le Milieu nature, l'évaluation environnementale de la mise en œuvre du PLU de Lacroix-Falgarde est positive. Cette évaluation n'est valable qu'à condition de respecter les mesures proposées ainsi que le suivi de leur application par les indicateurs qui ont été définis (12 indicateurs).

2.3 : Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP)

2.3.1 : OAP concernant les secteurs d'urbanisation future

Il s'agit tout en répondant aux orientations du PADD, de réaliser dans un 1^{ier} temps les opérations des zones AUa et AUb. La zone AUC ne sera urbanisée que lorsque 80% du programme de logements attendus sur les zones AUa et AUb aura été réalisée. Et cela afin de maîtriser l'accueil de population.

- **Le secteur de Serres (AUb)**

Un terrain d'environ 2ha situé entre le hameau du Cossignol et la RD 24. Prise en compte de la topographie (présence d'une pente) pour favoriser l'insertion paysagère. Mixité de l'habitat, 20% minimum de LLS et 25% minimum de LDA à prix abordable. Environ 15 logements par ha. Au Nord, le long de la voirie l'habitat groupé et au Sud l'habitat individuel. Une voie principale structurante traversante Ouest-Est avec espaces de stationnement et cheminement doux, assurera la connexion avec l'urbanisation existante. Une liaison douce piétons cycles traversera la zone du Nord au Sud et une autre sera créée en limite Est. De même la coulée verte le long de la RD 24 sera à valoriser et réaménager et intégrera une liaison douce. Un espace de stationnement paysager planté d'arbres de haute tige sera implanté à l'entrée de l'opération qui verra la création d'un espace public.

Raccordement du projet au réseau public d'assainissement collectif et d'eau potable. Préservation obligatoire du bassin de rétention des eaux pluviales le plus à l'Ouest.

- **Le secteur les Laques (AUa)**

Terrains d'environ 2ha situés face au pôle d'équipements et dans la continuité de l'urbanisation de Cossignol le long de la RD 24. Prise en compte de la topographie (présence d'une forte pente) pour favoriser l'insertion paysagère. Mixité de l'habitat, 20% minimum de LLS et 25% minimum de LDA à prix abordable. Environ 15 logements par ha. Au Nord de l'habitat groupé et au Sud de l'habitat individuel. Une voirie traversante structurante connectée à la rue Aignan Serres et à la RD 24 avec espaces de stationnement et cheminement doux. Une liaison douce tout le long de la RD 24 articulée à une seconde liaison douce traversant le secteur Nord-ouest au Sud-Ouest permettant de rejoindre le pôle d'équipement et le centre villageois. Création d'une coulée verte le long de la RD 24 et une autre pour assurer la transition entre l'espace agricole et l'urbain. Traitement des eaux pluviales : noues, fossés....

Raccordement du projet au réseau public d'assainissement collectif et d'eau potable.

- **Le secteur de Moulin-Calaria (AUC)**

Terrains d'environ 3ha situés à l'interface entre le lotissement du Cossignol et les maisons de l'impasse Calaria implantées sur de grandes parcelles. Prise en compte de la topographie (présence d'une forte pente) pour favoriser l'insertion paysagère. Préservation de la haie traversant le secteur et qui présente un intérêt faunistique. Deux opérations de logements avec de l'habitat individuel. 9 logements par ha. Deux voies structurantes avec espaces de

stationnement et cheminement doux. Un maillage de liaisons douces sera créé sur le secteur. Sécurisation de l'intersection entre l'impasse Calaria qui sera élargi et la RD 24. Un maillage vert et 2 coulées vertes seront aménagés qui intégreront des systèmes de gestion des eaux pluviales. Les haies existantes seront préservées et celle sur le secteur du Moulin au Nord sera prolongée. Réalisation d'au moins un bassin de rétention des eaux pluviales. Raccordement des 2 opérations au réseau public d'assainissement collectif et d'eau potable.

2.3.2 : OAP concernant les secteurs d'intensification urbaine

- Le secteur de la Colomière (UCc).

Route de Goyrans en périphérie du noyau villageois. Programme de maisons individuelles sur 1ha avec environ 6 logements par ha au vu du tissu urbain environnant. Intégration de la pente. Deux accès depuis le chemin de la Colomière. Une noue existante au Sud à préserver. Raccordement du projet au réseau public d'assainissement collectif via la route de Goyrans et au réseau public d'eau potable via le chemin de la Colomière.

- Le secteur de Castelveil (UAa)

Secteur situé dans le centre villageois en transition de la rue principale présentant un front bâti et du lotissement pavillonnaire du Castelveil. Prise en compte de la hauteur du bâti avoisinant R+combles ou R+1, de l'implantation des constructions soit en alignement soit avec un faible recul, l'orientation Nord-Ouest/Sud-ouest. Une trentaine de logements assez petits (T2 et T3) favorisant la mixité sociale et générationnelle sur 5500m². Le programme comprendra 10% minimum de LLS et 30% minimum de LDA à prix abordable.

La partie Nord (secteur 1) sera d'habitat groupé ou semi-groupé avec petits jardins/terrasses privatives. La partie Sud (secteur 2) sera composée de petits collectifs ou habitats intermédiaires avec petits jardins/terrasses privatives. Le bâtiment existant rue des Pyrénées est à préserver. Réalisation d'un espace de vie commun ainsi qu'un espace commun central de type esplanade et un espace commun végétalisé et convivial en lien avec la salle commune. Une voie verte multimodale et permettant la gestion alternative des eaux pluviales sera à créer afin de rejoindre le centre commercial. Réalisation de liaisons douces traversantes. Prévoir une bande de recul de 5m de l'opération par rapport aux habitations existantes. Préserver la percée visuelle existante Ouest/Est et créer une percée visuelle Nord/Sud. Préserver la haie existante à l'Est ou la restituer. Le fond des parcelles riveraines identifiées et en dehors de l'OAP seront à préserver de pleine terre afin de constituer un cœur d'îlot vert qui doit couvrir au moins 500m².

2.3.3 : OAP concernant l'amélioration des conditions de desserte et déplacement

Il s'agit de valoriser les liaisons douces existantes et d'en créer de nouvelles, de sécuriser les déplacements aux abords de la RD4 et RD24, d'apporter une « flexion d'ensemble afin de connecter tous les modes de déplacements entre eux. Deux secteurs à l'OAP :

- Le secteur des abords de la RD 24

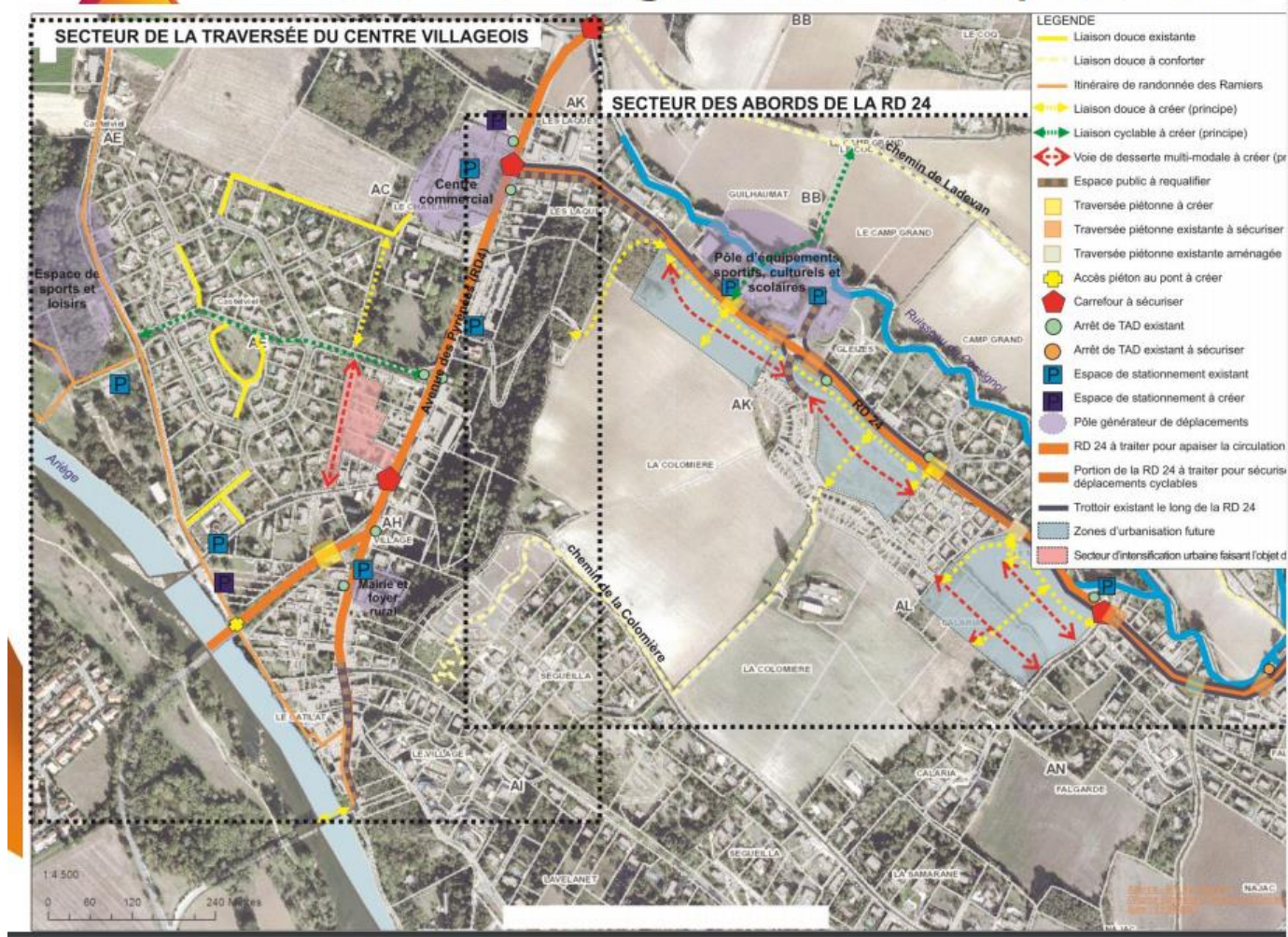
Création d'un maillage de liaisons douces aux abords de la route départementale afin de desservir le pôle d'équipements, les quartiers existants et à venir et de relier ces quartiers au noyau villageois. Sécuriser les traversées piétonnes existantes et les carrefours ainsi que l'arrêt de TAD en entrée de ville. Ces aménagements se feront au fur et à mesure de

l'urbanisation des 3 secteurs Les Laques, Serres et Moulin-Calaria. Ainsi la requalification de l'espace public le long de la RD 24 entre le pôle d'équipements et le pôle commercial sera concomitante à l'urbanisation du secteur Les Laques.

- Le secteur de la traversée du centre villageois.

Création d'un maillage de liaisons douces connecté à l'avenue des Pyrénées (RD4) et aux pôles générateurs de déplacements ; sécurisation des carrefours et des intersections des cheminements doux avec la RD4 ; l'organisation et l'optimisation du stationnement : au niveau du centre commercial création d'un nouvel espace de stationnement voitures/cycles et création également d'un espace de stationnement le long de la voie longeant l'Ariège à proximité du pont de la RD4f.

Orientation d'aménagement sur les déplacements



2.4 : Les avis des personnes publiques associées (PPA) et les réponses de la commune

* Avis de la Direction Départementale des Territoires (DDT), courrier du 14 mars 2019. Avis favorable sous réserves en synthèse :

- Le rééchelonnement de l'urbanisation en extension prévue pour le site de « Moulin-Calaria » en relation avec la poursuite de densités cibles plus affirmées à l'échelle de la commune.

Réponse de la commune : *Le secteur de Moulin Calaria est à maintenir afin d'atteindre l'objectif d'accueil de population affiché dans le PADD. Il n'est pas envisageable de classer le secteur AUc1 en AU0 car ce secteur dispose à sa périphérie immédiate des réseaux de capacité suffisante (art R.151-20 CU). ...La densité intermédiaire (9 logements/ha) prévue permettra une insertion de l'urbanisation dans le tissu urbain environnant. De plus l'augmentation de la densité risquerait d'accentuer la dangerosité du carrefour.*

Il est proposé de revoir la répartition de logements en accession à prix abordable sur l'ensemble des zones à urbaniser tout en respectant l'objectif de compatibilité avec le PLH. Les OAP et le RE seront modifiés afin de prévoir au moins 10% de logements en accession à prix abordable sur la zone AUc et au moins 20% sur les zones AUa et Aub.

- L'intégration d'orientations relatives aux programmes de logements attendus ainsi qu'à une meilleure intégration paysagère et environnementale des principales opérations d'aménagement en extension ou en intensification.

Réponse de la commune : *Des compléments concernant les clôtures, le traitement paysager des bassins de rétention et la porosité visuelle seront apportés aux OAP.*

Les OAP sur les secteurs d'extension urbaine identifient des secteurs à dominante d'habitat groupé et collectif et des secteurs à dominante d'habitat individuel et groupé. Le projet n'est pas assez avancé pour être plus précis en matière de logements. Les petits logements seront dans le secteur de Castelvieu.

Le RE sera modifié pour intégrer que l'excès de ruissellement ne doit pas dépasser un débit équivalent à 20% d'imperméabilisation du terrain. Seul l'excès de ruissellement pourra être admis dans le réseau public après qu'aient été mis en œuvre toutes les solutions susceptibles de favoriser l'infiltration des eaux et/ou la rétention lorsque l'aptitude des sols le permet.

Dans le cas d'opération d'aménagement d'ensemble, le doublement par une haie végétale sera obligatoire.

- L'étude d'un projet d'intensification du secteur UCb parallèlement à la mise en œuvre des investissements nécessaires à sa réalisation (assainissement collectif, adduction d'eau potable...).

Réponse de la commune : *Le CU précise qu'une servitude de projet ne peut être mise en œuvre que dans le cadre d'un projet d'aménagement global, ce qui ne correspond pas au projet communal et à la vocation du secteur.*

- La relocalisation des installations sportives et de loisirs envisagées en bordure du ruisseau du Cassagnol au sein des OAP aux abords de la RD 24 et la suppression de l'ER n°9 dans l'attente d'un projet spécifique porté conjointement avec le gestionnaire de la réserve naturelle régionale.

Réponse de la commune : *Pour le secteur NI cf réponse à la CDPENAF. De plus ce secteur n'est pas identifié dans le Scot en espace naturel protégé mais en espace agricole, la commune ayant demandé ce déclassement lors de la 1^{ière} révision du Scot. Le RE du secteur est également conforme au règlement du PPRI. Il sera toutefois précisé que les aménagements*

prévus devront être conçus en prenant en compte le risque inondation. La commune propose de mettre en place un règlement plus restrictif et des dispositifs adaptés en faveur de la biodiversité.

Il est proposé de réduire l'ER n°9. Il concernerait uniquement la parcelle 6, de 8000m² environ. Cet ER accueillera un projet qui sera intégré à la RNR et permettra d'assurer une continuité écologique. Concertation étroite avec le gestionnaire de la RNR, discussion déjà engagée.

* Avis Chambres des Métiers et de l'Artisanat, courrier du 31 décembre 2018. Avis favorable.

* Avis de la CCI Toulouse Haute-Garonne, courrier du 15 mars 2019. Avis favorable.

* Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Haute-Garonne ; courrier du 8 janvier 2019.

Intégrer dans le dossier PLU la nouvelle réglementation applicable depuis le 24 février 2017 et faire apparaître dans le dossier PLU les paragraphes concernant l'accessibilité des bâtiments aux engins de secours et la défense en eau contre l'incendie.

Réponse de la commune : *L'annexe concernant les dispositions techniques et réglementaires du SDIS sera complétée pour intégrer la remarque.*

* Avis de RTE ; courrier du 6 février 2019. Aucune observation.

* Avis du Conseil Départemental de la Haute-Garonne ; courrier du 26 février 2019. Une observation et une remarque.

Concernant le secteur Moulin Calaria : il ne faudrait pas autoriser de sortie de véhicules par l'impasse Calaria à cause du problème de visibilité sur la RD 24 (sortie dangereuse).

Indispensable pour une meilleure lisibilité du règlement graphique et des OAP de faire apparaître le nom des routes départementales.

Réponse de la commune : *le projet d'urbanisation du secteur Moulin-Calaria propose de réaménager le carrefour. L'urbanisation de cette zone est la plus lointaine en termes de phasage, ce qui laissera le temps d'étudier le réaménagement du carrefour et de réaliser les travaux. Un ER est prévu afin d'élargir l'impasse Calaria et de traiter le carrefour.*

La municipalité propose d'élargir l'emplacement réservé au droit du carrefour pour agrandir son aménagement. Il est proposé de modifier l'OAP concernant la partie Nord du secteur (secteur AUc1) pour créer un bouclage interne.

Le règlement graphique sera modifié pour intégrer la remarque sur les RD.

* Avis de la Chambre d'Agriculture; courrier du 11 mars 2019, avis favorables sous réserve expresse de la prise en compte des observations :

- Le projet PLU doit être adapté pour favoriser des densités supérieures afin de limiter la consommation foncière. Le potentiel d'intensification doit être reprécisé (cartographie des dents creuses et divisions parcellaires) et les zones d'extension (AU) doivent prévoir des densités supérieures.

Réponse de la commune : *...l'analyse du potentiel de densification a été faite par secteur. Les unités foncières présentant un potentiel font l'objet d'OAP. Et l'étude du potentiel de densification a permis d'adapter les dispositions du règlement pour encadrer la constructibilité dans les secteurs non propices à la densification.*

Les objectifs de densité sont de 15 logements/ha en AUa et AUb. Dans le secteur de Castelvieu la densité prévue est d'environ 40 logements/ha. Il n'est pas envisageable d'augmenter les densités dans le secteur UCc de la Colomière au vu de la saturation du réseau eau potable. Pas opportun d'augmenter la densité sur la zone AUc au vu du tissu urbain environnant et des dispositions prises par la commune pour limiter la consommation foncière.

- Les espaces utilisés par l'agriculture et ceux qui sont identifiés comme espaces agricoles « protégés » au SCOT doivent être classés en zone agricole (à l'ouest de la commune dans le secteur des Ramiers et au nord du ruisseau du Cassignol).

Réponse de la commune : *Le classement n'est pas contradictoire avec l'usage agricole des terrains. Le RE de la zone N permet les constructions nécessaires à l'exploitation agricole ou forestière tout en gardant le caractère naturel et forestier de la zone. Par ailleurs ces parcelles sont en majeure partie en zone rouge du PPRI.*

- Les chiffres présentés p6 du PADD ne correspondent pas aux données qui figurent p165 et 166 du rapport de présentation sur la justification des choix retenus ; les documents doivent être harmonisés et afficher clairement l'échéancier du PLU 2025 ou 2030.

Réponse de la commune : *Le rapport de présentation sera mis à jour pour intégrer la remarque.*

- Justifier quant à son contenu et sa délimitation l'ER n°9.

Réponse de la commune : *cf réponse à la DDT.*

Justifier au regard du terrain d'emprise du cimetière existant et des surfaces encore disponibles l'emprise de l'ER n°8.

Réponse de la commune : *L'emprise de l'ER correspond à des besoins communaux à court, moyen et long termes. Le cimetière actuel est presque saturé. L'ER est adjacent au cimetière existant et la commune ne dispose pas de foncier à proximité du cimetière.*

- Justifier l'implantation, la taille et le contenu du projet STECAL NI.

Réponse de la commune : *cf réponse à la CDPENAF.*

- Zone A et N, article 11, rajouter un alinéa autorisant les dispositifs de production d'énergies renouvelables.

Réponse de la commune : *Le RE les autorise.*

* Avis de la CDPENAF; courrier du 19 mars 2019. Avis défavorable sur le projet d'un STECAL NI destiné à accueillir des installations de loisirs au motif que l'implantation de ce secteur contribuerait à consommer de l'espace agricole et à fragiliser l'exploitation agricole sur la parcelle agricole attenante. La commission note que le terrain avait été déclaré d'utilité publique suite à un projet par l'ancienne municipalité, mais demande de revoir ce projet compte-tenu du développement d'une activité agricole sur ces parcelles.

Réponse de la commune : *Suite à l'ordonnance du juge de l'expropriation déclarant l'expropriation immédiate pour cause d'utilité publique, le foncier a été acquis par la commune en avril 2013. Le secteur permettra l'implantation d'équipements sportifs et de loisirs (terrains sportifs sans construction) qui seraient délocalisés suite à une future extension du groupe scolaire. ...La traversée de la RD24 étant dangereuse, il ne paraît pas envisageable de délocaliser le secteur de l'autre côté de la RD24. De plus, le dénivelé des terrains au Sud de la RD24 ne permet pas la réalisation d'un terrain de sport.*

La municipalité propose de réduire le secteur NI, qui dépasse aujourd'hui le périmètre du terrain appartenant à la commune, pour s'en restreindre à l'unique parcelle communale.

* Avis de l'Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense (ESID) de Bordeaux; mail du 12 mars 2019. Aucune objection sur le projet PLU.

* Avis du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, Direction générale de l'Aviation civile ; courrier du 7 janvier 2019. Des remarques :

La liste des servitudes « 5-1- Liste des SUP » doit être complétées par la servitude de balisage (T4) et les servitudes établies à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières (T7).

Sur le plan des servitudes d'utilité publique « 5-2-2- Plan des SUP » il semble y avoir un décalage de la ligne extérieure de la servitude T5 comme par exemple : côté commune de Portet-sur-Garonne, chemin de Buffevent ; au niveau du groupe scolaire du Cossignol ; au niveau du chemin de la Cure.

Réponse de la commune : *La liste et le plan des servitudes seront complétés pour intégrer les remarques.*

* Avis du SMTC Tisséo; délibération du 6 février 2019. Avis favorable avec demande que le PADD fasse référence aux 3 leviers du Projet Mobilités 2020-2025-2030 « Report modal », « Cohérence urbanisme mobilité » et « Organisation des réseaux et des stationnements ».

Réponse de la commune : *Le PADD sera complété pour intégrer la remarque.*

* Avis du SICOVAL; Direction Aménagement-Urbanisme-Habitat, courrier du 23 janvier 2019 : Avis favorable regard de la compatibilité avec le PLH.

Direction Infrastructure et Réseaux, courrier du 11 mars 2019 : précisions sur les réseaux d'eau potable et d'eaux usées (potentiel très limité pour l'eau potable sur la zone UCb route de Goyrans et chemin de la Carrière ; la STEP permet de desservir les projets d'urbanisation à court terme. Cependant la STEP actuelle devrait être désaffectée dès les accords arrêtés avec le SIVOM pour un rejet sur la STEP existante de Pins Justaret).

Registre des délibérations du conseil de communauté du 11 mars 2019. Avis favorable assorti de remarques concernant : le réseau d'eau potable et la SEP ; la conformité aux objectifs du PLH ; les déchets : modifier l'article 3 du RE et introduire une phrase dans l'article 4 ; les espaces naturels : apporter des précisions à l'article 11.

Réponse de la commune : *Le RE prend en compte la saturation du réseau d'eau potable route de Goyrans (emprise au sol réduite). Des échanges ont été engagés avec le Sicoval concernant le renforcement de ce réseau.*

Ajout dans le règlement écrit que lors de la réalisation ou de la mise en conformité d'un dispositif d'assainissement non collectif, une étude à la parcelle doit être effectuée.

* Avis de TEREKA SA, courrier de la Coordination Cugnaux du 3 janvier 2019. RAS

* Avis du SMEAT, courrier du 24 avril 2019. Avis favorable et invite la commune à s'assurer que les dispositions prévues pour l'extension du centre commercial, telles qu'indiquées au PADD, permettront de répondre aux modalités définies par le Scot (pixel) ; à mieux justifier comment les dispositions du PLU permettront, sur la durée du Scot, de répondre à l'objectif de production de 10% de LLS affiché par le PADD ; et à mieux définir, en lien avec la mixité des fonctions et le principe de polarisation du Scot, la délimitation du centre-bourg.

Réponse de la commune suite à la question du CE dans le PV des observations :

Pour les communes non soumises à la loi SRU, une participation de logements sociaux de 10% est demandée. La commune au 1^{er} janvier 2018 avait 50 logements sociaux soit 6% de son parc de logements. Les dispositions du PLU doivent permettre la réalisation d'au moins 10% de LLS et près de 20% de LAAA à l'échelle de la production neuve. Ce qui permettra d'arriver à 7% et la commune s'engage à poursuivre cet accueil de LS lors des futures extensions envisagées dans le PADD à l'horizon 2030 après révision du PLU.

Le PADD prévoit une extension du centre commercial qui se fera à long terme et nécessitera une révision simplifiée du PLU. Aucun pixel n'est aujourd'hui identifié dans ce secteur. Toutefois le Scot permet le déplacement de pixel sous réserves.

Le Smeat relève que les éléments qui concourent à la caractérisation d'une véritable centralité sont en cohérence avec les densités affichés au sein des OAP de Serres et de Laques et pourraient, toutefois, illustrer plus explicitement le principe de polarisation défini par le Scot par l'affirmation et la délimitation de ce centre bourg. Il est proposé de compléter les justifications du rapport de présentation concernant l'articulation du PLU avec le Scot en définissant les différentes polarités (centre commercial, pôle d'équipements scolaires et sportifs,...) et la mixité de fonctions qui contribuent à la délimitation d'une centralité.

3 : ANALYSE DU DOSSIER ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

3.1 : Décision de dispense d'évaluation environnementale par la MRAe :

Suite à la demande d'examen au cas par cas relative à l'actualisation du zonage d'assainissement des eaux usées de Lacroix-Falgarde déposée par la Communauté d'Agglomération du Sicoval, le Président de la Mission Régionale d'Autorité environnementale décide dans une décision du 27 mars 2019 que le projet d'actualisation du zonage d'assainissement des eaux usées de Lacroix-Falgarde n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Il est considéré que la commune, en parallèle, élabore son PLU qui est soumis à évaluation environnementale. De plus les zones à urbaniser identifiées dans le projet PLU sont rajoutées à la zone d'assainissement collectif et que la station de traitement des eaux usées intercommunale existante dispose d'une réserve de capacité permettant de traiter les effluents supplémentaires générés par la mise en place du projet d'urbanisation à échéance 2025. Quand la STEU sera à saturation, l'intercommunalité prévoit soit la création d'une nouvelle station d'épuration soit le raccordement vers une station d'épuration voisine. Le reste de la commune restera en assainissement autonome sous le contrôle du SPANC. Il est également considéré que le scénario retenu par la commune et les travaux associés (réduction des eaux claires parasites) devraient permettre de maintenir la qualité des rejets dans le milieu naturel et participer à l'atteinte de l'objectif de bon état 2027 pour la masse d'eau « l'Ariège du confluent de l'Hers Vif au confluent de la Garonne », exutoire de la STEU. Enfin au regard des éléments fournis, le projet de zonage d'assainissement limite les probabilités d'incidences sur la santé et l'environnement.

3.2 : Dossier zonage d'assainissement:

Un plan de zonage avait été établi et validé le 10/03/2005 suite à une étude réalisée par le bureau d'études SIEE. Le SICOVAL a souhaité actualiser cette étude afin de la mettre en cohérence avec les prévisions d'urbanisme puisque la commune réalise son PLU. Un nouveau plan de zonage a été établi.

Les secteurs à urbaniser sont desservis par le réseau public aussi une étude de nouveaux scénarios n'a pas été nécessaire. Cependant une étude diagnostic du réseau a été réalisée par le bureau d'études SAGEGE en 2018.

L'actualisation du zonage d'assainissement porte essentiellement sur la mise à jour du plan du réseau d'eaux usées et du cadastre suite aux constructions réalisées depuis 2005 et sur l'établissement du programme de travaux suite au diagnostic de réseau.

Données communales

- Deux cours d'eau majeurs traversent la commune dont l'Ariège et son confluent avec la Garonne qui longe la limite de la commune à l'Ouest ; et le ruisseau du Cassagnol et ses affluents : le Réganel, le Caulet et les Fontanals.
- Concernant la qualité de l'eau, selon la classification du SDAGE, l'Ariège connaît un état écologique « moyen » et un état chimique « mauvais », les substances déclassantes étant le Diphtalate. Le bon état étant attendu pour 2027 s'agissant de l'état écologique et 2021 pour l'état chimique. Le ruisseau de Cassagnol connaît un état écologique « moyen », le bon état attendu pour 2027 et un état chimique « bon ».
- La commune est alimentée en eau potable par l'usine située sur la commune de Vieille-Toulouse en bordure de la Garonne. Prise d'eau dans la Garonne et prise de secours dans l'Ariège. L'eau est traitée par procédé physico-chimique. Une partie de la commune est alimentée à certaines périodes par l'usine du SIVOM PAG où l'eau est captée dans la nappe phréatique de Pinsaguel.

Etat des lieux de l'assainissement.

- Assainissement collectif :
 - 87% des abonnés de la commune sont desservis par 16300km de réseau séparatif gravitaire, de 2 postes de refoulement et 700ml de réseau de refoulement situés à Falgarde et Lourdia.
 - La station d'épuration située sur la commune, d'une capacité de 1800 EH traite les eaux usées des communes de Lacroix-Falgarde et d'Aureville. Le traitement est réalisé par boues activées avant rejet dans l'Ariège. Elle est aujourd'hui chargée à 75% de sa capacité.
 - Un diagnostic du réseau d'eaux usées a été réalisé en 2018 afin de rechercher les eaux claires parasites permanentes (des nappes phréatiques) et les eaux claires parasites météoriques (eaux de pluie). A l'issue de l'étude un programme de travaux a été établi.
- Assainissement non collectif :
 - Environ 100 habitations en zone d'assainissement non collectif
 - La mission du SPANC a été déléguée au Sicoval qui réalise les contrôles.
 - La carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif a été réalisée en 1996 et complétée en 1999.
 - Lors de la réalisation ou de la mise en conformité d'un dispositif d'assainissement non collectif, une étude à la parcelle doit être effectuée. Les dispositifs doivent être conformes à la réglementation.

Zonage d'assainissement.

- Des travaux d'extension du réseau : les travaux d'extension du réseau prévus dans le zonage validé en 2005 concernaient les lieux-dits : La Gleyzette dont les travaux ont été réalisés en 20017 ; Calaria qui est desservi et fait l'objet d'une OAP dans le PLU ; La Colomière qui ne sera pas desservi puisque dans le PLU les parcelles sont en zone A.
- Avec le projet PLU, les zones ouvertes à l'urbanisation ou à urbaniser sont desservies par le réseau public de collecte des eaux usées à l'exception du secteur de l'OAP de Castelvieu où une extension sera à prévoir sous la nouvelle voie (35000€).
- Des travaux de réhabilitation de réseau ont été établis suite au diagnostic de réseau : réduire les eaux claires parasites météoriques soit par les propriétaires (gouttières à raccorder au réseau d'eaux usées) soit par la collectivité (raccordement des avaloirs, les

défauts d'étanchéité ...) ; réduire les eaux claires parasites permanentes avec en priorité le remplacement par tranchée ouverte Chemin de Caulets/rue Del Grilhs (282035€) puis route de Goyrans la réhabilitation par chemisage (60585€) et Impasse Calaria le remplacement partiel par tranchée ouverte et curage (49075).

- La station d'épuration d'une capacité de 1800 EH est chargée à 75% donc elle peut recevoir les projets d'urbanisation à court terme du PLU. Approchant de la saturation à moyen terme le Sicoval étudie plusieurs solutions : soit la création d'une nouvelle station d'épuration soit le raccordement via un nouveau poste de refoulement en lieu et place de la station actuelle vers une station d'épuration voisine.

- Le plan du zonage d'assainissement est ainsi fixé :

*en assainissement collectif : toutes les parcelles construites ou constructibles qui sont actuellement desservies par le réseau d'assainissement ou qui le seront dans le futur

*en assainissement non collectif : les autres parcelles constructibles et habitations existantes non retenues dans le zonage assainissement collectif.

- Respect de la réglementation propre à chacun des modes d'assainissement collectif ou non collectif.

4 : LES OBSERVATIONS DU PUBLIC

Aucun incident particulier n'est intervenu au cours de l'enquête.

4.1 : La participation du public, le résumé comptable des observations

- Résumé comptable de la participation du public :
 - 47 personnes ont consulté le commissaire enquêteur lors des 5 permanences.
 - 17 requérants ont formulé leurs observations par messagerie électronique
 - 3 observations par courrier
 - 25 requérants dont une association, ont déposé leurs observations sur les 3 registres d'enquête ouverts.
 - Les observations par courriel, les documents et courriers remis au CE sont tous annexés dans les 3 registres d'enquête ouverts. Il y a 22 documents annexés dont 1 dossier.
 - Notons la participation à l'enquête de membres d'une association qui ont contribué sur les différents supports et qui sont venus aux permanences à plusieurs reprises en abordant un sujet différent sur le PLU ou l'assainissement.
 - Un total de participation de 92 contributions avec très fréquemment plusieurs points abordés.
 - En conclusion, une assez bonne fréquentation du public.
- Requérants rencontrés lors des différentes permanences :
 - Mardi 7 mai 2019 : 7 personnes
 - Mercredi 15 mai 2019 : 8 personnes
 - Vendredi 24 mai 2019 : 13 personnes
 - Samedi 1 juin 2019 : 12 personnes
 - Vendredi 7 juin 2019 : 7 personnes

4.2 : Les observations du public

3.2.1 : les observations orales

Δ Observations de M. et Mme Tafani, 26 chemin de la Colomière à Lacroix-Falgarde.

(1^{ière} permanence)

1/ Les requérants demandent à pouvoir réaliser 4 maisons sur leur parcelle située 26 chemin de la Colomière, en zone UCb, sachant qu'en 2014, ils ont obtenu un CU de 350m² de plancher pour 1500m² de terrain. Il y a tous les réseaux : assainissement collectif, gaz, électricité et enfin l'eau qui vient par l'impasse Calaria de Falgarde (et non pas par la route de Goyrans) et aussi par le château d'eau de Clermont Lefort.

2/ Combien de logements prévus en individuel sur ce secteur Moulin Calaria ? Des maisons doubles avec garage accolé ?

(5^{ème} permanence)

(Voir également le document d'une vingtaine de pages annexé au registre d'enquête N°8)

Au chemin de la Colomière., s'agissant des 395m², demande de réaliser 2 tranches de travaux. Une 1^{ière} tranche de 1500m² de demande de construction et une 2^{ème} tranche de 1500m² à aménager plus tard.

Δ Observation de Mme Passy Martine, résidant 32 route de Goyrans.

Désire vendre une partie de son terrain, trop grand pour elle seule, mais impossible avec les 5% prévus.

Δ Observation de M. Mathiot, 4 route de Vigoulet 31120 Portet-sur-Garonne.

Pourquoi ne dit-on pas explicitement que le transfert des effluents de la station d'épuration de Lacroix-Falgarde ira vers la STEP de Pins Justaret ?

Lors de la réunion publique du 14/03/2019 ce projet a été retenu par l'Agence de l'eau Adour Garonne, les services de la préfecture, le SIVOM SAGE et le Sicoval.

Δ Observation de Mme Soula, 5 impasse Calaria à Lacroix-Falgarde.

A côté de chez elle, en zone UB, un géomètre prend des mesures pour lotir et réaliser 7 maisons. Opposée à ce projet pour 3 raisons : 1/ Un passage trop important de véhicules, en effet la voie d'accès à l'impasse Calaria est étroite même s'il est prévu de l'élargir lors de la réalisation de l'OAP de la zone AUc. Des maisons oui mais pas 7. 2/ Une perte de la qualité de vie : pas de trottoir, pas de clôture, c'est la campagne avec des sangliers et des chevreuils qui passent. 3/ Une dévalorisation du bien. Opposée à la construction de ce lotissement de 7 lots sur les 2 parcelles ceinturant sa propriété.

Δ Observations de Mme Poinot et M. Garcia Michel, représentants l'Association « Les riverains du Hameau du Cossignol ».

A/ Remise d'un dossier de 24 pages + 15 pages d'annexes et comptes rendus de réunion ; annexé au registre d'enquête N°1 avec une clé USB. Ce dossier dans une 1^{ère} partie met en perspective le PADD municipal au regard du Scot s'agissant de préserver l'environnement, prévenir les risques et améliorer la qualité de vie. Dans une 2^{ème} partie présentation d'un projet alternatif en accord avec le Scot avec une densification moindre, une meilleure répartition de l'habitat, le déplacement du 2^{ème} pixel (2^{ème} phase du PADD) et un bilan.

Il s'agit d'une proposition consistant à une densification équivalente sur toutes les parcelles et ne dépassant pas 14 logs/ha = 30 habitants/ha. Ce qui correspond au Scot. Donc densifier davantage le Moulin ce qui permet d'homogénéiser et répartir les nouveaux habitants et par conséquent les nuisances et les flux routiers. Le déplacement ensuite du 2^{ème} pixel lors de la 2^{ème} phase du PADD en le morcelant et le répartissant sur les dents creuses de la zone « du Coq », sur une dent creuse parcelle 1 à la sortie du bourg et enfin sur la parcelle 62+une partie de la 17, route de la Gleysette.

Ces propositions permettront de préserver la commune du risque sanitaire engendré par la croissance de population (permettre de mettre en place des solutions d'épuration adaptées), et de ne pas dégrader la qualité de vie des habitants par l'amélioration de la circulation en divisant les flux, par la minimisation de la nuisance sonore sur la D24, par la sécurisation piétonne aux abords de l'école grâce à une densification moindre du Hameau du Cossignol (les logements prévus dans le PLU débouchent sur un unique rond-point face à l'école), et enfin par la valorisation en créant une résidence sénior (mixité intergénérationnelle) sur la partie centrale plutôt que de façon enclavée dans le bourg historique.

Dénonciation également par l'association du manque de concertation et de communication.

B/ 3 points abordés lors de la permanence :

1/ Une trame verte et bleue est placée par le Scot au niveau du hameau du Cossignol, passage fréquent de la faune sur tout le périmètre du hameau. De plus PPRN avec coulées de boue, effondrements de talus et voir la liste des accidents et catastrophes naturelles inventoriés sur la commune. Il y a un réel danger. De plus concernant l'imperméabilisation comment cela a été pris en compte par la commune ?

2/ S'agissant de la densité et de la répartition des habitations sur les zones AU, constatation d'une répartition non-homogène et inéquitable de l'habitat. Il n'y a pas une harmonisation du développement urbain par rapport à la surface constructible et le fait que le « Moulin » soit plus éloigné du centre du village (de 140m) ne justifie pas un tel écart d'autant que le « Moulin » est hors de la zone à risque de coulée de boue et mouvement de terrain. Qu'en est-il ? Demande 14 logements/ha correspondant à 30 habitants/ha. Il vaudrait mieux prévoir 2 ronds-points dont un au « Moulin ».

3/ Vétusté de la station d'épuration qui arrive à saturation. Un mauvais fonctionnement de la station depuis la fermeture des bassins de décantation.

Δ Observation de M. Carnaroli, route de Goyrans à Lacroix-Falgarde.

Elu de la commune, membre de la commission d'urbanisme.

Il s'interroge sur la règle des 5% en zone UCb qui limite la constructibilité de la zone. C'est une zone à faible densification du fait d'un problème d'alimentation en eau potable signalé par le Sicoval. Mais on peut s'interroger sur ce calcul du 5% d'emprise au sol. D'où sort-il ? Qu'en est-il, quelle justification ? De plus sur cette zone il n'y a pas le même réseau en eau potable. Jusqu'à la moitié de la route de Goyrans, le problème ne se pose pas. Aussi pourquoi ne pas définir 2 parties dans cette zone ?

(Et courrier registre N°15)

Δ Observation de M. Serres Alexandre, 77 route de la Gleyzette à Lacroix-Falgarde.

Demande que dans la zone UCa à la Gleyzette du n°79 au n°81 l'emprise au sol passe de 10% à 20% pour les terrains inférieurs à 2000m².

Δ Observation de M. Rouganiou et M. Tisseire.

Ils demandent la constructibilité et donc le changement de zonage des parcelles 5 et 7 situées en zone A au Barthas. Il y a à proximité tous les réseaux et c'est en bordure du bâti existant. Ils ont laissé le droit de passage sur leurs terres pour la maison de l'agriculteur située plus haut. Sur ces parcelles il y a un projet d'architecte afin d'aménager 3 lots, d'environ 2200m² chacun. Un chemin de desserte serait également aménagé

Ce dossier de 9 pages est annexé au registre d'enquête N°4.

Δ Observations de M. Pastou Jonathan, Hameau du Cossignol à Lacroix-Falgarde.

Le requérant souhaite aborder 3 points :

1/ s'agissant des transports : il y a du danger et des nuisances au quotidien pour les personnes. Trop de voitures sur la RD24 et cela va augmenter avec la densification. Question de sécurité pour amener les enfants à l'école. Il y a les transports en commun mais le TADD ne passe plus toutes les 30mn mais toutes les 40mn et il met 48mn le matin pour aller à Toulouse.

2/ s'agissant de la densification : tout d'abord avec l'ouverture des zones AU, il y aura des travaux qui seront source de nuisances pour le voisinage. Il y a un manque de considération globale des habitants. Ensuite qu'est ce qui justifie un écart de densification entre les zones

AUb et AUc alors que la distance avec le centre bourg est assez similaire (la distance entre la zone AUb et AUc est de 140m) même si l'école est plus proche ? Une telle différence de densification n'est pas légitime et au moins que l'effort de densification soit partagé entre les riverains. C'est très important cette notion d'effort partagé.

3/ les coulées de boue : ce secteur est concerné par les coulées et encore dans la semaine il y a eu d'énormes coulées de boue ; voir la dépêche du lundi 13 mai 2019. Comment peut-on autant densifier ?

Δ Observations de M. Boudon de Clermont-Lefort. Correspondant de la Dépêche pour Lacroix-Falgarde et Clermont-Lefort.

Deux remarques :

1/ sur l'assainissement : le dossier zonage d'assainissement est assez vide. Sur la station d'épuration et sa capacité à recevoir les projets d'urbanisation prévus à court terme par le PLU, on peut avoir des doutes car cette station prend aussi les effluents d'Aureville qui bâtit de très nombreux logements (environ une centaine). Au départ il y avait des roseaux et cela n'a pas fonctionné, après des disques bios qui ont été démontés donc aujourd'hui l'assainissement n'est sûrement pas correct et serait d'ailleurs reporté sur Pins Justaret. Visiblement le plan d'assainissement n'est pas consolidé et malgré tout l'urbanisation est en cours.

2/ sur la circulation et les déplacements, pourquoi ne pas réaliser une déviation chemin de Ladevan ? Cela permettrait de désengorger la traversée de Falgarde et du Cossignol qui est dangereuse.

Δ Observation de M. Bayadrone, 34 route de Goyrans à Lacroix-Falgarde.

Désire savoir de combien de m² peut-on construire une maison en zone UCb quand on possède 1600m² de terrain.

Δ Observation de M. Lelong de Lacroix-Falgarde, conseiller municipal.

Des renseignements sur le PLU mis en l'enquête. Nous informe que la parcelle AUb est communale et a toujours été constructible.

Δ Observations de M. et Mme Christiane et Thierry Ranwez du Castelvieu à Lacroix-Falgarde ainsi que de M. et Mme Bergamelli Isabelle et Denis, avenue des Pyrénées (RD4) à Lacroix-Falgarde.

Tous ces requérants sont concernés par l'OAP du secteur Castelvieu.

- Ils sont assez favorables à la voie structurante à sens unique car l'important c'est d'éviter un surplus de circulation qui nuirait à la qualité des riverains et augmenterait la pollution. Donc une voie qui dessert uniquement les riverains et ne soit pas une voie de délestage de la circulation de la RD4. De plus peut-être procéder à des aménagements : borne, rond-point fermé, dos d'âne etc. toujours dans un souci de sécurité et de qualité de vie. Mais quelle va être exactement le sens de circulation ?

- Favorables également à la flèche orange à savoir le principe d'un accès individuel pour riverain à préserver. En effet c'est nécessaire car sinon les Fourcassier seraient enclavés n'ayant aucun accès à la RD4. Mais pourquoi ne pas faire en sorte que cet accès profite aux autres riverains Mourrut et Bergamelli. Est-ce que les 2 riverains attenants pourraient profiter de ce passage ? (Voir observation sur registre et plan N°11).

- Le piétonnier est intéressant pour accéder au centre commercial.

- Y aura-t-il des places de stationnement sur cet axe principal ? De plus du côté de la rue de Montségur la voie est positionnée sur un lieu de stationnement. Qu'en est-il ?
- Quel avenir pour la station d'épuration car elle est défectueuse ?

Δ Observations de M. et Mme Defrain, 4 chemin de Castelvieu à Lacroix-Falgarde.

- Est-ce que le chemin de Castelvieu sera en sens unique ? Et si non le rendre en sens unique de façon à limiter la circulation et l'impact de l'OAP Castelvieu.
- Les eaux de pluie du chemin de Castelvieu inonde le fond de leur jardin : quand la voirie sera-t-elle refaite et surtout car cela commence à dater, gérer l'écoulement des eaux de pluie de la voirie.
- Dans le règlement écrit à l'article UA 9 il est noté pour l'emprise au sol non réglementée. Qu'en est-il ?
- Sur la parcelle 84 en zone UA de Castelvieu, si l'on veut faire une extension et que le bâtiment principal est en R+2 peut-on continuer sur du R+2 ?
- Il est prévu dans l'OAP Castelvieu une bande non constructible de 5m par rapport aux limites à préserver. OK mais prévoir une végétation avec des arbres assez hauts afin de protéger les vis-à-vis et les maisons avec piscine. Qu'en est-il ?
- Toujours sur l'OAP, mettre la voie multimodale traversante en impasse. Préserver le parking existant rue de Montségur et sur l'impasse ainsi créée, laisser un emplacement de stationnement temporaire pour permettre aux véhicules de se croiser dans l'impasse. Créer une voie unique à sens double avec zones de dégagement avec des panneaux comme à Pinsaguel.
- Qu'entend-t-on par sécurisation du carrefour de Castelvieu ? Ne pas mettre des bandes ralentissantes qui font beaucoup de bruit surtout la nuit. Il vaut mieux un dos d'âne avant le carrefour, ce qui permet de mieux voir la priorité à droite existante.

Δ Observations de M. Michel Garcia du Cossignol.

Il tient à nous faire 2 remarques sur les transports et le numérique.

1/ l'OAP déplacement est un tissu de banalités concernant les déplacements doux qui sont repris 15 à 20 fois. Une piste cyclable qui partirait du Cossignol grimperait sur la colline vers l'antenne pour redescendre dans Lacroix est une utopie.

L'avis du Smeat sur les transports est une approbation béate sans analyse.

Insuffisance des transports en commun. Il y a même une dégradation du niveau de service de Tisséo, ce qui va à l'encontre de la p8 du PADD. Alors qu'en sera-t-il avec une augmentation de la population ? Modification à la baisse des départs du TAD. Va-t-on vers une ligne fixe ? Et dans ce cas seul l'axe principal serait concerné. Donc l'ouverture des nouvelles zones d'urbanisation ne s'est pas faite en lien avec l'amélioration des transports collectifs. Sur les RU organisées par Tisséo ou par la mairie de Vigoulet Auzil sur l'évolution du TAD, la mairie de Lacroix Falgarde toujours absente.

Les parkings du centre commercial et autour des écoles sont souvent saturés. Le mercredi les parents se garent au Cossignol. Qu'en sera-t-il avec la densification ? Nécessairement une augmentation des risques.

2/ Actuellement problème pour la 4G au-delà de la colline (Bouygues), derrière le centre commercial la 4G fonctionne (Orange). Problème aussi du câble électrique pour l'ADSL avec un débit très faible, ce qui est préjudiciable pour les salariés du télétravail qui n'arrivent pas à se connecter. Cela va être pire quand de nouveaux foyers vont se connecter sur le même réseau. Qu'en est-il ?

Δ Observations de Mme Maillotte et de M. Laverny pour M. et Mme Fourcassier.

Des questions sur le droit de préemption urbain et quels sont les implantations du bâti par rapport aux limites séparatives en zone UAa ?

Sur l'OAP Castelvieu : la parcelle 94 est partie intégrante de l'OAP. Les requérants ont fait savoir en 2017, dans le cadre de la procédure de concertation, qu'ils ne souhaitaient pas céder une superficie aussi importante dans la profondeur de la parcelle. Ce qui est toujours le cas. Il n'y a pas en l'état un accord sur le périmètre de l'étude. Demande de réduire le périmètre de l'OAP en supprimant le haut de la parcelle 94 accolée à la parcelle 93 (ramener le périmètre de l'OAP au niveau des liaisons douces à créer). (Voir l'observation sur registre).

Δ Observation de M. Andrieu, 24 chemin de la Carrièrette et M. et Mme David, 36 route de Goyrans. Tous situés en zone UCb.

Les requérants ne comprennent pas pourquoi en zone UCb il n'est pas possible de densifier. Ils ne comprennent pas les fameux 5% d'emprise au sol qui sont une façon détournée de rendre inconstructible les terrains. S'agissant de l'eau potable venant de Goyrans toute la zone n'est pas concernée. Il y a également des réducteurs de pression.

Δ Observation de Mme Darribere, chemin de la Carrièrette à Lacroix-Falgarde.

Demande qu'en zone UCb, la constructibilité dépasse les 5% et que le Sicoval fasse le nécessaire afin de régler ces problèmes d'eau potable qui pénalisent tout ce secteur.

Δ Observations de Mme Delpech, 7 impasse Georges Bondant à Lacroix-Falgarde

Dans le hameau du Cossignol à la fin de l'impasse, propriétaire d'un terrain concerné par les OAP Serres Laques.

Est-ce que la voie de desserte va passer derrière le terrain ou sur le terrain ? Des sangliers passent sur ce terrain, est-ce que cela va continuer ? Dangereux.

Densité prévue trop importante pour la sortie sur le rond-point face à l'école. Songer aux enfants et perte de qualité de vie.

Les coulées de boue récurrentes.

Δ Observations de Mme Poinot et M. Vermeulen de l'association des Riverains du hameau du Cossignol.

Problème sur la concertation et l'information du public. Les requérants remettent un document de 4 pages annexé au registre d'enquête N°13.

Pas de convocation officielle pour la concertation mais des réunions sans comptes rendus « officiels » Une quasi absence de communication (affichage discret et entrefilets éparés dans les rares gazettes...).

Aucune considération pour la proposition faite par l'association sur l'aménagement de l'OAP. Il s'agissait d'améliorer la qualité de vie des habitants en se basant sur le projet municipal. Trouver un compromis acceptable pour les 2 parties. Rien ni lors de la réunion publique. Proposition d'un maître d'ouvrage, plutôt que des promoteurs mais pas de réel intérêt de la mairie.

Aucune concertation sur les déplacements alors qu'il y a un engorgement routier, des pistes cyclables non connectées....mais la question c'est le TAD qui va être transformé en ligne fixe. Le tracé de cette nouvelle ligne est un enjeu majeur en termes de desserte des habitants mais aussi en termes de parcours. Le 23 mai une réunion de concertation à l'initiative du

maire de Vigoulet-Auzil sur les projets de Tisséo où se sont rendus d'autres maires ou élus mais pas de Lacroix-Falgarde. Donc un avis sera donné par la commune sur un tracé TAD sans discussion.

Enfin une volonté d'obstruction afin d'obtenir de la mairie ou du Sicoval certains documents publics ou des réponses officielles. C'est en passant par la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA) que certains ont pu être obtenus. Pas de réponse du Smeat aux courriers adressés. Comment savoir sur le déplacement pixel, sur la TVB, sur l'abandon » des constructions en zone PPRN, sur le fonctionnement de la STEP et l'amélioration des transports en commun ?

Δ Observations de M. Cannac Bernard, 2 avenue des Pyrénées à Lacroix-Falgarde

Il possède une maison de 1940 à côté de laquelle se dresse un mur de 8m de haut et au-dessus de celui-ci une terrasse qui est accolée également à un mur. Il voudrait réaliser une véranda sur cette terrasse. Dans l'avenue des Pyrénées, beaucoup de maisons se sont construites ou agrandies.

Dans quelle zone se situe son bien dans le PLU ? Et en fonction de la réglementation applicable peut-il faire une véranda de 20m² maximum sur la terrasse existante et modifier les volets de son garage ?

Δ Observations de M. Boy, 41 avenue des Pyrénées à Lacroix-Falgarde.

2 questions : l'une concernant le secteur du Coq et l'autre le secteur du Castelvial

1/ Propriétaire des parcelles 21 et 30 sur le hameau le Coq dont il demande la constructibilité. Autrefois c'était constructible. Il s'agit de dents creuses entourées de maisons avec la desserte et tous les réseaux (assainissement individuel). Pourquoi ne pas déplacer les pixels du Cossignol, trop dense, vers le Coq qui refermerait une dent creuse ?

2/ Il a été contacté pour donner un avis sur la réalisation d'un projet OAP au Castelvial. Son souhait est de réaliser sur la parcelle 195 une construction individuelle. Mais une partie de cette parcelle est prise dans l'OAP et elle est supérieure au souhait exprimé lors de différentes consultations. Demande de réduire la partie prise dans l'OAP.

Δ Observation de M. et Mme Le Maire pour Mme Groc

Mme Groc est propriétaire de la parcelle 24 d'une superficie d'1ha, en zone A au lieu-dit «le Coq». Demande la constructibilité pour les enfants d'une partie de cette parcelle qui constitue une dent creuse. Présence des réseaux. Il pourrait être transféré des pixels du Cossignol vers le Coq.

Δ Observations de M. Eychenne pour la famille Lanusse-Crousse, maître d'œuvre pour le lotissement Les Laques. Il joint un courrier avec un plan annexé au registre d'enquête N°12

Il s'agit du plan de l'aménagement de l'OAP Laques. En effet met une réserve : tenir compte de la loi sur l'eau.

Demande la modification de l'emprise de l'OAP afin de prendre en compte la loi sur l'eau sans pour autant remettre en question les 15 logs/ha et pour créer une zone verte et aménager des noues dans la coulée verte attenante à l'OAP.

Un piétonnier est prévu dans le périmètre du lotissement et longe la RD24 en haut du talus, ce qui limite la dangerosité.

La desserte du lotissement, sortie comme entrée, se fait toujours au même rond-point. Une proposition : il est possible de faire un élargissement sur la coulée verte pour pouvoir faire une entrée aux frais du lotisseur et la sortie serait toujours au même rond-point. Donc une entrée différente de la sortie permettrait de limiter légèrement le flux de véhicules. Car on ne peut pas faire sortir directement sur la RD24 qu'il faudrait réaménager, ce qui n'est pas possible.

Adapter en conclusion le trait au Sud du projet OAP avec la courbe de niveau pour ramener les eaux pluviales jusqu'à la coulée verte où seront les noues. Donc un fossé plus ou moins large selon l'étude de la loi sur l'eau et en dessous de ce fossé la coulée verte pour faire la liaison entre l'urbain et l'agricole, non constructible. Demande que cela soit stipulé expressément dans le règlement du PLU. Il s'agit de participer à la protection des coteaux.

Dans le plan joint, il est proposé un autre chemin piétonnier, liaison douce avec le centre du village avec un parcours santé et une aire de pique-nique. Les pentes seront au-dessous de 15%.

Δ Observation de Mme Galinier et de M. Costes François, 6 route de la Gleysette.

M. Costes possède une maison remarquable avec un pigeonnier sur la parcelle 24 qui sur 2 côtés est entourée d'espaces agricoles. Demande que, sur la parcelle 52, au bas de la 24, le trait de limite de zone soit légèrement reporté afin de pouvoir vendre ce terrain constructible (1500m² environ), comme cela apparaissait d'ailleurs dans le POS. Voir le plan joint et annexé au registre d'enquête N° 17.

Δ Observation de Mme Cordier Rose de Toulouse

Propriétaire de la parcelle 57 en zone UCb, route de Goyrans d'une superficie de 432m². Demande la possibilité de construire une maison de 70, 80m² en rez-de-chaussée.

Δ Observations de de Mme Bach Jackson, 26 bis route de la Gleysette.

Deux inquiétudes :

1/ sur les déplacements, la circulation : avec l'augmentation de la population il va y avoir des encombrements. Les voies de circulation sont-elles adaptées ?

Proposition pour désengorger la RD24. Un sens unique du rond-point de l'école jusqu'à Falgarde et de Falgarde jusqu'à la RD4, en sens unique, sur le chemin de Ladevan. Garder en double sens du rond-point du centre commercial jusqu'à l'école.

Pour la piste cyclable prévue, personne n'ira. Pour les pistes cyclables ou piétonnes, elles doivent être connectées. Connexion de la piste cycles-piétons route d'Aureville avec celle qui sera entre Falgarde et le rond-point de l'école qui sera à sécuriser.

2/ Comment va-t-on faire pour les effluents de la STEP ? Pourquoi ne pas se diriger vers Portet et ensuite vers Cugnaux par un tubage à partir de Lacroix-Falgarde ? (Il existe bien un tubage d'Aureville jusqu'à Lacroix-Falgarde).

Δ Observation de M. et Mme Bernardin, chemin de Capus Lacroix-Falgarde

Demande la constructibilité de la parcelle 14 située à la Colomière, chemin de Capus. Sur les 1ha, demande 200m². Il y a tous les réseaux et l'assainissement collectif.

Δ Observation de Mme Diaz, 22 chemin de la Carrierette à Lacroix-Falgarde

- Sur la parcelle 57 en zone UCb, il y a tous les réseaux et même le raccordement au tout à l'égout. Demande de modifier dans le dossier PLU dans les annexes sanitaires le plan de

zonage d'assainissement collectif, afin d'intégrer dans les réseaux les parcelles 57, 55, 88 qui sont raccordées. Idem pour les documents graphiques du dossier assainissement.

- Parcelle de 1500M² en UCb donc 7% d'emprise au sol. L'acquéreur ne veut plus acheter, d'autant qu'il faut décaisser et la hauteur ne peut dépasser 6m. Il faut faire une différence s'agissant du problème d'eau potable, entre l'eau venant du château d'eau de Goyrans par le chemin de la Carriarette sur le haut et l'eau venant par le bas route de Goyrans (ça monte). De plus le Sicoval parle subitement du diamètre des canalisations ? Il y a un poste incendie donc l'eau doit bien arriver correctement. Enfin en 2011, un CU lui a été refusé avec comme raison STEP saturée ?
(Et voir mail N°16 pièce jointe)

Δ Observations de M. Desoutter Christophe, 24 rue Aigan Serres ; Mme. Naon, 4 impasse Julien Loupiac ; Mme Orgé Hélène, 1 impasse Julien Loupiac. Hameau du Cossignol à Lacroix-Falgarde

- La densité des différents terrains AU au Cossignol est trop importante.
- Trop de véhicules sur la RD24, essentiellement le mercredi à la sortie des écoles. Danger. De plus les parkings sont saturés et le mercredi les parents se garent dans le lotissement.
- Les coulées de boue récurrentes. Il faut drainer les eaux et entretenir les fossés ce qui n'est pas fait.
- Sur le terrain de Mme Tafani, parcelle 11, au Moulin Calaria sur lequel est placé une OAP, il y a de la terre de remblai, issue d'une station-service donc polluée et qui n'est pas stabilisée car c'est de la terre rapportée et cela dévie les eaux de pluie et les concentre sur les maisons de l'impasse Julien Loupiac.
- L'impasse Julien Loupiac qui va avec l'OAP, devenir une rue et entrainer un trafic routier et du danger pour les enfants. Demande à rester en impasse.
- Quelle est la voie douce prévue pour aller du Hameau du Cossignol jusqu'au centre commercial et aux bâtiments publics ?
- Dans l'OAP Moulin Calaria, lorsque l'on parle de haie vive à préserver, il faut surtout entretenir et en particulier les chênes.
- Les maisons du lotissement du Hameau du Cossignol sont en contrebas des terrains de l'OAP Moulin Calaria (zone AUc2). Revoir le règlement de l'article 10 afin qu'en bordure des maisons de l'impasse Julien Loupiac il y ait du plain-pied pour la lumière, le chauffage, le vis-à-vis...et ensuite favorable à la hauteur de 6m.
- Les infrastructures, les réseaux, les poubelles, la STEP doivent être prévus et dimensionnés avant toute construction.
- Pourquoi ne pas mettre un transport qui amènerait les gens et en particulier les personnes âgées et les lycéens jusqu'à la gare SNCF de Pins Justaret.

3.2.2 : Les observations écrites :

*** par messagerie**

Δ Observations de M. Christian Andreu, 24 chemin de la Carriérette, 31120 Lacroix Falgarde. Courrier de 4 pages annexé au registre d'enquête N°5 (voir observations reçues par courrier et orales)

Δ Observations de Léon Kautz et Anaïs Briot

Propriétaires d'une maison au Hameau du Cossignol. Des inquiétudes :

- Un allègement du trafic de la RD24 est nécessaire car il y a déjà un transit important et le matin à 7h15 file de voitures. Vitesse élevée et risque d'accident au niveau du rond-point en face de l'école. Pourquoi y concentrer les constructions ?

Le PLU prévoit la traversée du lotissement depuis l'impasse Calaria. Cela aura comme conséquence de dévier la circulation de la RD24 et d'augmenter le risque d'accident. Le lotissement ne doit pas être traversé et un accès aux nouvelles constructions directement depuis la RD24 (via un rond-point ?) permettrait de couper le flot et la vitesse des véhicules provenant d'Aureville.

- La mairie n'entretient que très peu la voirie du lotissement. Comment imaginer densifier une aire qui n'est pas entretenue ?

- Il y a des coulées de boue lorsqu'il pleut. La mairie ne nettoie pas la boue dans les caniveaux et les bouches d'égout sont bouchées.

- Le débit d'eau potable est insuffisant. Comment le réseau actuel pourrait faire face aux nouveaux logements.

- Le débit internet est consternant.

- Pourquoi le PLU prévoit-il de densifier fortement uniquement la zone du hameau alors que d'autres zones constructibles sont préservées (Calaria, route de Goyrans).

Δ Observations de Mme Labeyrie Axelle

Questions au sujet de la dispense d'évaluation environnementale de la MRAe.

Ce rapport qui fait état d'avis plus administratifs que techniques ne paraît pas cohérent au vu des constats de dysfonctionnement de la STEP actuelle (odeurs, bassins vides, bruits de machine aberrants...), vidéos à l'appui.

De plus ce document est arrivé tardivement sur le site en ligne de la mairie (samedi 1^{er} juin), interrogation sur le fait que cet avis arrive à mi-enquête publique.

Δ Observation de Mme Diaz Sylviane, 22 chemin de la Carrièrette, 31120.

(+ PJ N°16). Le passage d'un COS de 25% à une emprise au sol de 7,5% sur le secteur UCb paraît difficilement soutenable d'autant que le PLU vise à densifier les secteurs déjà construits pour être en conformité avec le PADD et la loi ALUR qui préconise la densification de telles zones. Il paraît souhaitable que l'emprise au sol passe au minimum à 15% pour les parcelles de 1500 à 2000 m² du secteur UCb afin que la transition ne crée pas de disparité dans l'urbanisation de e secteur.

Cas particulier de la parcelle AM 57 de 1500m² isolée et déconnectée de la parcelle principale suite au POS et aux travaux réalisés dans le contexte réglementaire de l'époque. L'emprise au sol pour les autres secteurs UC est de 10%.

Δ Observations de M. et Mme Liquet Hélène et Sylvain, 59 rue Aignan Serres 31120.

(PJ 4 pages N°20 avec photos)

- Demande l'évacuation du remblai du terrain voisin, appartenant à Mme Tafani, en vue de préserver les vis-à-vis lors des constructions à venir, et de rétablir l'écoulement naturel de l'eau. (Remblai de 3m de haut).

- Souhaite que les constructions futures de la zone AUc, située entre la rue Aignan Serres et l'impasse Calaria soient de l'habitat individuel dans un souci de continuité et d'homogénéité du quartier et des habitations existantes.

- Il a été envisagé un accès reliant la rue Aignan Serres au chemin de la Colomière. Cela apparaîtrait fortement dangereux vu le trafic que cela générerait dans le quartier.
- Demande que des solutions efficaces soient envisagées (bassins de rétention, buses suffisamment dimensionnées, fossé d'évacuation plus importants...) pour palier à ce problème, récurrent en cas de champs fraîchement labourés.

Δ Observation de M. Paris Jean Philippe, 2 impasse Julien Loupiac 3120

- Demande une densification moins forte que celle prévue par le projet pour ne pas créer d'embouteillage au feu de Lacroix le matin, forte affluence lors du dépôt des enfants à l'école.
- Favorable à de l'habitat individuel en zone AUc comme le reste du quartier.
- Pour la construction du centre commercial, 50 camions sont venus déposer sur le terrain de Mme Tafani de la terre de remblai. Cet apport a modifié l'hydrologie du terrain qui a entraîné les coulées de boue car l'eau s'écoulait avant librement sur le champ sans s'amasser dans le fossé du fond. Mener une étude pour éviter ces coulées de boue régulières et dévastatrices et construire des infrastructures adéquates.

Δ Observations de M. et Mme Gournay, Marie et Anthony, 35 rue Aignan Serres 31120.

(PJ 4 pages N°21)

- Quid de l'impact de l'arrivée de centaines de familles sur la capacité de traitement de la station d'épuration du Castelvieu ? En 2005 le Sicoval avait informé les habitants que cette station était en limite de capacité. Comment seront traités les rejets associés aux nouvelles constructions ?
- Sur l'aménagement des infrastructures et principalement celui des différents lieux d'accueil et d'éducation des enfants. Qu'est-il prévu ?
- S'agissant de la sécurité des habitants, quel serait l'impact d'une augmentation sensible de la circulation routière sur la rue Aignan Serres, rue principale du lotissement ? Les projets actuels envisagent une ouverture du quartier sur la route de Lacroix-Falgarde. Dans ce contexte, comment éviter que la rue Aignan Serres ne devienne un itinéraire bis. Au regard du danger que constitue chaque traversée sur les passages piétons de la RD24, il paraît évident qu'ouvrir la rue Aignan Serres à la circulation représenterait un risque majeur.

Δ Observation de M. Denis Navard, ancien président de l'association du Hameau du Cossignol.

2 mails mais le requérant n'a pu s'exprimer son avion décollant.

Note CE : Sur les requêtes de l'association du hameau du Cossignol, et sur celles de ses habitants en général, au vu des diverses observations, j'ai pu me faire une idée de certains enjeux et il ne me paraît pas trop grave de ne pas savoir l'historique de l'association.

Δ Observation de Mme Géraldine Naon et M. Guillaume Cellier, 4 impasse Julien Loupiac 31120.

(PJ 4 pages N°22 avec des photos)

- Demande le retrait de la terre de remblai (parcelle Calaria 11) de la zone AUc. Terre rapportée (haute de plusieurs mètres) et non stabilisée qui élève artificiellement et anormalement le niveau naturel du terrain ce qui dévie et concentre les eaux de pluie vers tous les terrains situés en contrebas d'où les coulées de boue du 28 mai 2016. La terre est

issue d'une ancienne station-service suite à la construction de logements collectifs avenue des Pyrénées : c'est une terre polluée qui comporte des risques pour les habitants.

- Impact environnemental de la construction de la zone AUc et refus d'une densification des constructions dans cette zone à risques.

La réalisation d'habitations sur la parcelle 11 de la zone AUc qui est un champ surélevé causerait pour les riverains un préjudice direct en raison d'une perte d'ensoleillement. Même avec le retrait du remblai, demande à ce que les maisons construites du côté des parcelles 33, 32 et 31 soient des maisons de plain-pied et que la construction en limite séparative avec ces 3 parcelles soit impossible car avec des constructions hautes de 6m ou de 3m en limite, les maisons en contrebas seront toujours à l'ombre d'où augmentation de la consommation de chauffage l'hiver (pas écologique) et vis-à-vis excessifs.

La densité prévue dans l'OAP est correcte, refus de l'augmenter.

- Opposition à l'ouverture éventuelle de l'impasse Julien Loupiac et à sa transformation en rue car il en va de la garantie d'un trafic routier modéré, sécurisé et de la tranquillité des riverains et de leurs enfants. La transformation en rue conduirait à la dévalorisation des maisons de l'impasse et à un préjudice financier.

Δ Observation de M. et Mme Thiry, Nicole et Jean Louis, 57 rue Aignan Serres à Iacroux-Falgarde.

- Mêmes réserves que M. et Mme Liquet, au 59 rue Aignan Serres, sur la circulation du haut du hameau avec la sortie éventuelle sur calaria.

- Prendre en compte les problèmes d'évacuation des eaux descendant des champs situés au-dessus.

Δ Observations Mme Delphine Faraut et M. Christophe Desoutter 27 rue Aignan Serres 31120.

- Que deviendra la coulée verte en bordure du lotissement du Cossignol ?

- Les nouvelles constructions ne feront qu'aggraver les coulées de boue.

- Les infrastructures sont saturées (station d'épuration, route, parking de l'école, gestion des déchets et de l'eau...), comment pourront-elles supporter cette nouvelle densification ?

- Si les constructions voient le jour, quelles seront les règles de construction ? (hauteur des habitations).

- Pourquoi des constructions sur le versant sud du Cossignol ne sont pas plutôt envisagées ? (Les champs derrière l'école n'ont pas les problèmes de coulées de boue et il y a moins de constructions).

- Pourquoi l'espace de jeux pour les enfants est-il vétuste ? L'école n'est plus aux normes et la cour de récréation n'est pas adaptée.

- Il manque des pistes cyclables. Aucun moyen pour se rendre à la gare de Pins-Justaret autrement qu'en voiture. Et quid de la réhabilitation du pont en fer qui permettrait un passage piétons et cycles avec Pinsaguel ?

- Un espace de vie autre que le parking saturé de Verte Campagne pourrait être aménagé afin de créer un vrai lieu de rencontre entre les habitants ? (ex : marché ouvert sous la halle du Ramier ou derrière Verte Campagne ?).

* par courrier

Δ Observation de Mme Poinot de Lacroix-Falgarde

Courrier accusant réception annexé au registre d'enquête N°2. Dans ce courrier il est fait mention du dépôt de 4 vidéos en mairie concernant les coulées de boue qui ont eu lieu le 10 mai au soir. Le CE a visionné les vidéos.

Δ Observations de M. Vermeulen Tony, 7 impasse François Thomas à Lacroix-Falgarde. Président de l'Association des Riverains du Hameau du Cossignol. Courrier annexé au registre d'enquête N°3 et adressé au Président du Smeat avec copie au CE.

Il s'agit dans ce courrier de répondre à l'avis du SMEAT en tant que PPA. Les requérants estiment que le PLU est en opposition avec le Scot sur de nombreux points majeurs. Les points les plus marquants et dans l'ordre de l'avis sont :

- page 3 : faible densité sur la parcelle « moulin » située hors centre bourg. Cette parcelle est située à 140m de celle de « Serres » qui accueillera le triple de densité. Donc un éloignement du centre bourg inférieur à 10% se répercute en une chute de densité de construction de 80% ?

- page 4 : il est prévu dans le PADD une future urbanisation 2025-2030 sur une parcelle dont la pente moyenne est de 20% (classée forte pente) et en zone PPRN glissement de terrain et coulées de boue. Ces aléas sont une réalité et récurrents (6 coulées sur l'année) et la dernière le 10 mai qui a fait l'objet de vidéos et de constats d'huissier ainsi qu'un article de la Dépêche. Qu'en est-il de cette localisation sachant que le Scot préconise de préserver les biens et les personnes et de maîtriser les écoulements avant toute urbanisation et qu'il recommande de classer en réserve les terrains à pente \geq à 15% pour éviter les aléas ?

- page 4 : il doit y avoir d'après le Scot une cohérence du développement urbain avec les déplacements. Dans le PLU les voies douces ne sont pas interconnectées, elles ne sont pas engageantes à un déplacement « alternatif ». 200 habitants pour 2020 et 300 de plus entre 2025 et 2030 vont faire converger les véhicules sur un unique petit rond-point, en pente et sans visibilité face à la crèche, aux écoles....

- page 5 : il y a une trame verte et bleue qui passe sur le hameau du Cossignol actuel ? C'est là où sont placées les intentions d'urbanisation en zone PPRN qui vont interrompre le passage faunistique intense qui permet aux animaux de passer de Goyrans à la réserve naturelle 2000 et de rejoindre le bois classé. Qu'en est-il des continuités écologiques et des espaces naturels à reconquérir ?

- enfin quid de la préconisation qui demande à ce que l'assainissement soit assuré au préalable de l'urbanisation ? Après renseignement auprès de la SATESE il apparaît que la station ne peut absorber plus d'habitants et que déjà ses effluents polluent l'Ariège en zone Natura 2000 en amont du captage Grand Toulouse (la SATESE fait état de l'absence des 2/3 des boues attendues alors même que les matières en suspension dépassent toutes les normes...).

Δ Observations de M. Christian Andreu, 24 chemin de la Carrièrette, 31120 Lacroix Falgarde. Courrier de 4 pages annexé au registre d'enquête N°5

Zone UCb des dispositions du RE contraignantes :

- article UC3 voiries nouvelles privées : A l'approche des moyens de défense de lutte contre l'incendie, de collecte des déchets ménagers et assimilés. Si la voirie a une pente \geq à 12%, la

collecte au porte à porte ne pourra se faire. Ce qui est le cas pour la zone UCb, un espace container devra être aménagé en bordure du chemin de la Carrièrette.

- article UC4 desserte par les réseaux : alimentation en eau potable. Selon la commune c'est un point de blocage principal pour la limitation de l'emprise au sol car le Sicoval considère que la pression d'alimentation du secteur UCb est insuffisante pour assurer la distribution aux nouvelles constructions. Courrier du Sicoval du 11/03/19 qui précise que le « potentiel d'alimentation en eau potable route de Goyrans et Chemin de la Carrièrette est très limité de par les diamètres des canalisations et l'altimétrie des terrains, (qu'en est-il entre la route de Goyrans et le chemin de la Colomière ?). Les futurs projets alimentés par la canalisation dépendant du réservoir de Lacroix-Falgarde devront être situés sous la côte terrain naturel 200m. Il n'est pas possible en l'état actuel de développer l'urbanisation du secteur alimenté par le réservoir de Goyrans.... » Cette affirmation ne repose sur aucune étude sérieuse. La côte de la route de Goyrans est alimentée par le bas alors que le chemin de la Carrièrette est alimenté par le haut par la commune de Goyrans qui a renforcé il y a quelques années la pression du château d'eau en prévision des lotissements à venir. Donc pas de problème d'alimentation en eau à partir du chemin de la Carrièrette. De plus s'agissant de la côte de 200m, la réalité est tout autre puisque les projets en cours ou à venir sont à une côte altimétrique plus importante. Qu'en est-il de ces différentes remarques ?

- article UC9 : l'emprise au sol ne peut excéder pour les terrains de superficie inférieure à 1500m² : 5% de la surface du lot et pour les terrains entre 1500m² et 2000m² : 7,5%. Donc pour une parcelle de 1000m² il ne serait pas possible d'envisager une construction d'emprise au sol supérieure à 75m² (avec terrasses et allées). Autant dire que les terrains sont inconstructibles. Ces pourcentages sont inappropriés d'autant que la CA dans son avis constate que le « potentiel d'intensification semble sous-évalué ». Une emprise au sol à 25% serait satisfaisante avec une adaptation des constructions à la pente et un engagement pour un seul logement par parcelle qui permettrait de conserver des espaces verts.

En conclusion le projet PLU limite la construction du secteur UCb au motif que l'alimentation en eau potable est insuffisante alors qu'il autorise la densification des zones AU bien que la capacité de la STEP est à sa limite supérieure et que d'autres projets de STEP sont en cours. Qu'en est-il de toutes ces remarques ?

* sur registre

Δ Observation de M. Rouganion Paul Louis attestant déposer un dossier de 9 pages concernant la demande de modification du zonage des parcelles 5 et 7 situés dans le quartier du Barthas. Dossier élaboré par les architectes Combis et Le Vernet.

Dossier annexé au registre d'enquête (N)4).

(Voir observation orale)

Δ Observation de M. Serres Alexandre

Possède 400m² de terrain qui dans le POS disposait de 60% d'emprise au sol, avec le PLU c'est 10% comme la totalité de la route de la Gleyzette qui n'est pas étroite (4m) et qui possède tous les réseaux.

(Voir observation orale)

Δ Observations de l'Association les Riverains du Hameau du Cossignol

Une note de 2 pages abordant 4 questions. Note annexée au registre d'enquête N°6

1/ question sur le traitement des eaux usées : est-il raisonnable d'urbaniser massivement avant que la solution de traitement alternative à la STEP soit effective ? (Selon la SATESE le fonctionnement de la STEP est insuffisant).

2/ question sur les problèmes de circulation : une unique impasse dessert le hameau du Cossignol avec une forte pente et des virages à angles droits qui limitent la visibilité. Cette route débouche sur un rond-point en pente sur la RD24. Est-il raisonnable d'ajouter encore 200 véhicules ayant pour exutoire unique le rond-point, face aux écoles/dojo/médiathèque ? Pourquoi ne pas diviser les flux de véhicules en mettant un rond-point sur Calaria ? Pourquoi ne pas diviser les flux de véhicules en ouvrant le chemin de Ladevan à la circulation ? Quid des parkings sécurisés ?

3/ question sur les risques naturels : PPRN « coulées de boue et glissement de terrain ». Les aléas y sont fréquents.... Est-il raisonnable d'imperméabiliser d'avantage cette zone pentue ? Pourquoi ne pas déplacer les pixels vierges vers des zones sans aléas, tout aussi proches du centre commercial ? Pourquoi ne pas classer en réserve la zone arrière très pentue qui sert de passage à la faune ?

4/ question sur la densité d'habitation : seuls 30 logements devraient être implantés sur la parcelle Serres et non 40. Pour atteindre les objectifs du PLH propre au Sicoval, est-il justifiable et acceptable que des zones déjà excessivement denses soient encore densifiées au-delà des prescriptions ? Et concernant Moulin Calaria comment justifier qu'un éloignement de 10% du centre se traduise par une perte de densité de 80% ?

Δ Observation de M. Jackson Jean-Christophe, Pontoise 31120 Lacroix-Falgarde.

Demande de changer la destination des bâtiments existants, à savoir transformer d'anciens bâtiments agricoles en habitations. Identifier ces bâtiments dans le règlement écrit et graphique ; article L.151-11 du CU. Les parcelles concernées sont A28, A211, A212, A29 et A27. Voir plan joint.

Δ Observation de M. et Mme François Soula, 5 impasse Calaria, Lacroix-Falgarde

Projet d'urbanisation zone Calaria. (voir observation orale)

Δ Observation de Mme Maillotte pour M. et Mme Fourcassier.

Courrier avec un plan du 30 mai 2019 annexé au registre d'enquête N°7 (Voir également l'observation orale).

Sur le secteur Castelveil ils sont prêts à céder uniquement 390m² sur la parcelle 94. Les 3 points qu'ils souhaitent sur l'OAP :

- Désenclavement de l'unité foncière par la parcelle 94 car aucune sortie possible sur l'avenue des Pyrénées,
- Implantation du bâti en limite séparative à 3m minimum,
- Le périmètre de l'OAP doit tenir compte de la superficie qui est à céder soit 390m² et informer l'opérateur.

Δ Observations de M. Boy, 41 avenue des Pyrénées à Lacroix-Falgarde.

Demande la constructibilité des parcelles 29 et 30 situées au lieu-dit « Le Coq ». Sollicité par des familles désireuses d'y habiter. Proximité des commodités. Difficile de trouver un agriculteur pour l'entretien. Une photo et un plan joints.

Le 17 mai 2016, lors d'une 1^{ière} réunion, les limites de l'OAP Castelveil avaient été définies. Le requérant proposait de céder sur la parcelle 195, 600m². Dans le projet OAP, la superficie est

de 800m², ce qui compromet le souhait initial. Demande le retour à la proposition du 17 mai 2016 et donc la réduction du projet. Un plan joint.
(Voir les observations orales et plans et photo annexés au registre d'enquête N°9).

Δ Observation de Mme Michelle Groc, 18 chemin du Coq à Lacroix-Falgarde

Demande la constructibilité d'une parcelle pour les enfants habitant Toulouse. Ils sont parents, ce qui rajeunirait la population. Un plan est joint qui indique la parcelle 24 et la partie faisant l'objet de la demande.
(voir observation orale de M. et Mme Le Maire pour Mme Groc + plan annexé au registre N°10).

Δ Observations de Mme Cordier Rose

(voir observation orale).

Δ Observations de M. et Mme Tafani JB

1/ 26 chemin de la Colomière. Dernier CU positif sur 1500m² → 395m²25 constructibles. Maintenant sur 3000m², je n'ai pas 300m². Pourquoi ? Tous les réseaux, tout à l'égout.
2/ Calaria le Moulin n°11. Pourquoi en 3^{ème} étape de construction alors que le terrain jouxtant est en 1^{ère} étape ?
(Voir document N°8 annexé au registre et le plan rectificatif pour réaliser 2 tranches de travaux à la Colomière)

Δ Observations de M. et Mme Bergamelli Denis et Isabelle, 37 avenue des Pyrénées

Avec un plan et courrier N° 11 sur le registre. OAP Castelvieu. Dans la mesure où un accès est prévu pour désenclaver le 35 avenue des Pyrénées (M. et Mme Fourcassier), pourquoi ne pas desservir avec cet accès le 37 (Bergamelli) et le 39 (Mourrut) et leur éviter de devoir sortir sur l'avenue des Pyrénées (la RD4) compte-tenu de l'accroissement de la circulation. Précision un portail permet un accès en fond de parcelle du n°39, utilisé lors de travaux de réhabilitation.

Δ Observations de M. G Eychenne

Complément d'informations suite à sa venue en permanence plan et courrier N°14. Ayant évoqué de réaliser une entrée à l'ouest du projet sur l'OAP afin de soulager le rond-point du lotissement existant, un nouveau plan est proposé avec cette entrée. Souhaitable si cela convient de le stipuler sur le PLU comme coulée verte servant également de rétention des EP par l'intermédiaire de noues et une bande végétalisée.

Δ Observations de Bruno Carnaroli, 38 route de Goyrans. Elu de la commune et participe à la commission urbanisme.

Courrier déposé N°15 sur le registre d'enquête.

Opposé au CES en fonction de la surface du terrain. En effet cette contrainte rend inconstructible des terrains qui dans les faits le sont (terrains inférieurs à 1500m², le CES est de 5%). Lors de la réunion du 28 février, le Sicoval indiquait « le Sicoval émet des doutes sur le système d'emprise au sol dépendant de la surface parcellaire et se demande si cela est bien adapté ». Aucune suite n'a été donnée à cette remarque.

Si maintient, ce coefficient doit être revu à minima pour les terrains inférieurs à 2000m².

L'origine des contraintes imposées serait un problème d'alimentation en eau or ce problème d'alimentation en eau ne concerne que le haut de la route de Goyrans. Très récemment pour le bas, on a invoqué un problème de pression d'eau avec pour y répondre une nouvelle contrainte en termes d'altimétrie.

Ces problématique : alimentation, pression etc.... sont toujours évoquées sans éléments probants qui pourraient les expliquer.

Les problématiques entre le haut et le bas de la route de Goyrans ne sont pas les mêmes. Il serait souhaitable de diviser la zone en 2 secteurs distincts.

Δ Observation de M. et Mme Camel Michel et Catherine, 10 chemin de l'Aliette à Lacroix-Falgarde (+ un plan annexé N°18).

y-a-t-il eu des changements dans la délimitation des zones inondables le long du chemin de l'Aliette ? En particulier sur la parcelle 28 où se trouve notre habitation.

Δ Observation de M. et Mme David Jean Claude, 36 route de Goyrans

Propriétaire d'un terrain à vendre de 1628m² en zone UCb, de nombreux acquéreurs dont 3 sérieux qui se sont désistés pour cause de surface de construction insuffisante. Que faire ?

Δ Observation de Mme Martine Passy, 32 route de Goyrans.

Possède un terrain 32 route de Goyrans, en zone UCb, d'une superficie de 2700m² et souhaite pour des problèmes d'entretien, vendre entre 1000 et 1200m². La surface constructible est insuffisante avec le PLU, aussi il est impossible de vendre. Que faire ?

Δ Observation de M. X

Le PLU prévoit une OAP sur le secteur Castelvieu dit UAa. D'autres OAP, en face de l'école, portent les lettres AU. Cela semble être les mêmes opérations mais avec des noms différents. Comment cela se fait-il ? Est-ce normal ? Est-ce que le secteur Castelvieu sera immédiatement constructible contrairement aux autres zones ?

Δ Observation de Mme Taffani

(+ un plan de l'OAP Calaria N°19.

De la RD24 jusqu'au n°11 le Moulin, il y a un chemin qui est une servitude pour les terrains de Taffani, Biau et Coste depuis 1840 (cadastre). Il est bordé de chênes.

Δ Observation de Mme Simone Darribere, 30 chemin de la Carrière.

La décision de fixer dans le PLU pour de nouvelles constructions, l'emprise au sol à 5% pour les surfaces constructibles inférieures ou égales à 1500m² en zone UCb, chemin de la Carrière, paraît incohérente et injustifiable au regard des préconisations du PADD. L'argument du Sicoval sur le débit de l'eau potable, ne peut être recevable. Serait-il dans l'incapacité d'assurer une infrastructure de même qualité dans tous les sites de la commune ? Qu'en est-il des discussions du Sicoval et de la mairie ? Quelles sont leurs responsabilités et leurs intentions réciproques ?

4.3 : Synthèse et analyse des observations du public

Les observations du public peuvent être regroupées autour de 9 thèmes.

- **Thème 1 : La concertation et l'information du public**

Pas de convocation officielle pour la concertation mais des réunions sans comptes rendus « officiels » Une quasi absence de communication (affichage discret et entrefilets épars dans les rares gazettes...).

Aucune considération pour la proposition faite par l'association des riverains du hameau du Cossignol sur l'aménagement de l'OAP. Il s'agissait d'améliorer la qualité de vie des habitants en se basant sur le projet municipal. Trouver un compromis acceptable pour les 2 parties. Rien ni lors de la réunion publique.

Aucune concertation sur les déplacements alors qu'il y a un engorgement routier, des pistes cyclables non connectées.... Enfin une volonté d'obstruction afin d'obtenir de la mairie ou du Sicoval certains documents publics ou des réponses officielles. C'est en passant par la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA) que certains ont pu être obtenus. Pas de réponse du Smeat aux courriers adressés

Réponse de la commune

La concertation et l'information du public ont été réalisées conformément aux modalités prévues dans la délibération lançant l'élaboration du PLU à savoir : information documentaire évolutive consultable en mairie tout au long de la procédure, information dans le bulletin municipal, information par voie de presse ou d'affichage ou tout autre moyen d'information que M. le Maire jugera utile, mise à disposition du public d'un registre à feuillet non mobile pour consigner les observations tout au long de la procédure, organisation d'au moins une réunion publique, la municipalité se réserve la possibilité de mettre en place tout autre forme de concertation qu'elle jugera nécessaire.

Le bilan de la concertation, présenté lors du conseil municipal qui a arrêté le PLU, détaille l'ensemble des moyens de concertation mis en place et montre que les modalités de concertation prévues dans la délibération lançant l'élaboration du PLU ont été respectées. Ce bilan montre notamment que les 2 réunions publiques ont bien fait l'objet d'une convocation. La seconde a même fait l'objet d'un compte rendu en ligne, reprenant les questions de la population et les réponses apportées.

Cette concertation effectuée avant arrêt du PLU a justement permis de mettre en lumière certaines difficultés techniques (ex : répartitions logements individuels / groupés dans les OAP, voies de circulation, liaisons douces, etc). Au fur et à mesure des discussions effectuées avec la population et notamment avec l'association des riverains du Hameau du Cossignol, le dessin des OAP et leur retranscription dans le règlement a par exemple été affiné. Le thème des déplacements a plus particulièrement fait l'objet d'une réflexion approfondie comme le montre la mise en place d'une OAP thématique à ce sujet.

L'affichage a également été respecté, notamment en amont de l'enquête publique. En plus de l'affichage en mairie, 9 affiches au format réglementaire ont été réparties sur l'ensemble de la commune à partir du 19 avril 2019 et consultables jusqu'à la fin de l'enquête : à la mairie, place du Foyer Rural ; à la placette route de Falgarde, au panneau d'affichage de l'école, chemin des Pitchouns ; aux locaux de la Poste, aux panneaux d'affichage du centre commercial Verte Campagne, au panneau d'affichage du lotissement de Beaurivage, au panneau d'affichage du Hameau du Cossignol, au panneau d'affichage du lotissement de Labastide, Route de la Cote de Goyrans et enfin Chapelle et cimetière de la Gleyzette.

Avis du commissaire enquêteur

Le CE prend acte de la réponse précise de la commune et ne donne pas suite à la requête.

• Thème 2 : La densification de la zone UCb, sa réglementation et les diverses contraintes

- Les requérants demandent à pouvoir réaliser 4 maisons sur leur parcelle située 26 chemin de la Colomière, en zone UCb, sachant qu'en 2014, ils ont obtenu un CU de 395m² de plancher pour 1500m² de terrain. Il y a tous les réseaux : assainissement collectif, gaz, électricité et enfin l'eau qui vient par l'impasse Calaria de Falgarde (et non pas par la route de Goyrans) et aussi par le château d'eau de Clermont Lefort. Sinon demande de réaliser sur 3000m², 2 tranches de travaux. Une 1^{ière} tranche de 1500m² de demande de construction et une 2^{ème} tranche de 1500m² à aménager plus tard.

- Désire savoir de combien de m² peut-on construire une maison en zone UCb quand on possède 1600m² de terrain ?

- Propriétaire de la parcelle 57 en zone UCb, route de Goyrans d'une superficie de 432m². Demande la possibilité de construire une maison de 70, 80m² en rez-de-chaussée.

- Propriétaire d'un terrain à vendre de 1628m² en zone UCb, de nombreux acquéreurs dont 3 sérieux qui se sont désistés pour cause de surface de construction insuffisante. Que faire ?

- Le CES à 5% et les problèmes d'eau potable et autres :

° Désire vendre terrain car trop grand mais impossible avec la règle de 5%.

° Interroge sur la règle des 5% en zone UCb qui limite la constructibilité de la zone. C'est une zone à faible densification du fait d'un problème d'alimentation en eau potable signalé par le Sicoval. Mais on peut s'interroger sur ce calcul du 5% d'emprise au sol. D'où sort-il ? Qu'en est-il, quelle justification ? De plus sur cette zone il n'y a pas le même réseau en eau potable. Jusqu'à la moitié de la route de Goyrans, le problème ne se pose pas. Aussi pourquoi ne pas définir 2 parties dans cette zone ?

° Pourquoi en zone UCb il n'est pas possible de densifier. Pourquoi les fameux 5% d'emprise au sol qui sont une façon détournée de rendre inconstructible les terrains. S'agissant de l'eau potable venant de Goyrans toute la zone n'est pas concernée. Il y a également des réducteurs de pression.

° Demande qu'en zone UCb, la constructibilité dépasse les 5% et que le Sicoval fasse le nécessaire afin de régler ces problèmes d'eau potable qui pénalisent tout ce secteur.

° Zone UCb des dispositions du RE contraignantes :

a/ article UC3 voiries nouvelles privées : A l'approche des moyens de défense de lutte contre l'incendie, de collecte des déchets ménagers et assimilés. Si la voirie a une pente \geq à 12%, la collecte au porte à porte ne pourra se faire. Ce qui est le cas pour la zone UCb, un espace container devra être aménagé en bordure du chemin de la Carrièrette. Qu'en est-il ?

b/ article UC4 desserte par les réseaux : alimentation en eau potable. Selon la commune c'est un point de blocage principal pour la limitation de l'emprise au sol car le Sicoval considère que la pression d'alimentation du secteur UCb est insuffisante pour assurer la distribution aux nouvelles constructions. Courrier du Sicoval du 11/03/19 qui précise que le « potentiel d'alimentation en eau potable route de Goyrans et Chemin de la Carrièrette est très limité de par les diamètres des canalisations et l'altimétrie des terrains, (qu'en est-il entre la route de Goyrans et le chemin de la Colomière ?). Les futurs projets alimentés par la canalisation dépendant du réservoir de Lacroix-Falgarde devront être situés sous la cote terrain naturel 200m. Il n'est pas possible en l'état actuel de développer l'urbanisation du

secteur alimenté par le réservoir de Goyrans.... » Cette affirmation ne repose sur aucune étude sérieuse. La côte de la route de Goyrans est alimentée par le haut alors que le chemin de la Carrièrette est alimenté par le bas par la commune de Goyrans qui a renforcé il y a quelques années la pression du château d'eau en prévision des lotissements à venir. Donc pas de problème d'alimentation en eau à partir du chemin de la Carrièrette. De plus s'agissant de la côte de 200m, la réalité est tout autre puisque les projets en cours ou à venir sont à une côte altimétrique plus importante. Qu'en est-il ?

- article UC9 : l'emprise au sol ne peut excéder pour les terrains de superficie inférieure à 1500m² : 5% de la surface du lot et pour les terrains entre 1500m² et 2000m² : 7,5%. Donc pour une parcelle de 1000m² il ne serait pas possible d'envisager une construction d'emprise au sol supérieure à 75m² (avec terrasses et allées). Autant dire que les terrains sont inconstructibles. Ces pourcentages sont inappropriés d'autant que la CA dans son avis constate que le « potentiel d'intensification semble sous-évalué ». Une emprise au sol à 25% serait satisfaisante avec une adaptation des constructions à la pente et un engagement pour un seul logement par parcelle qui permettrait de conserver des espaces verts.

° Parcelle de 1500M² en UCb donc 7% d'emprise au sol. L'acquéreur ne veut plus acheter, d'autant qu'il faut décaisser et la hauteur ne peut dépasser 6m. Il faut faire une différence s'agissant du problème d'eau potable, entre l'eau venant du château d'eau de Goyrans par le chemin de la Carrièrette sur le haut et l'eau venant par le bas route de Goyrans (ça monte). De plus le Sicoval parle subitement du diamètre des canalisations ? Il y a un poste incendie donc l'eau doit bien arriver correctement. Enfin en 2011, un CU lui a été refusé avec comme raison STEP saturée ?

° Le passage d'un COS de 25% à une emprise au sol de 7,5% sur le secteur UCb paraît difficilement soutenable d'autant que le PLU vise à densifier les secteurs déjà construits pour être en conformité avec le PADD et la loi ALUR qui préconise la densification de telles zones. Il paraît souhaitable que l'emprise au sol passe au minimum à 15% pour les parcelles de 1500 à 2000 m² du secteur UCb afin que la transition ne crée pas de disparité dans l'urbanisation de e secteur.

° Opposé au CES en fonction de la surface du terrain. En effet cette contrainte rend inconstructible des terrains qui dans les faits le sont (terrains inférieurs à 1500m², le CES est de 5%). Lors de la réunion du 28 février, le Sicoval indiquait « le Sicoval émet des doutes sur le système d'emprise au sol dépendant de la surface parcellaire et se demande si cela est bien adapté ». Aucune suite n'a été donnée à cette remarque.

Si maintient, ce coefficient doit être revu à minima pour les terrains inférieurs à 2000m².

L'origine des contraintes imposées serait un problème d'alimentation en eau or ce problème d'alimentation en eau ne concerne que le haut de la route de Goyrans. Très récemment pour le bas, on a invoqué un problème de pression d'eau avec pour y répondre une nouvelle contrainte en termes d'altimétrie.

Ces problématique : alimentation, pression etc.... sont toujours évoquées sans éléments probants qui pourraient les expliquer.

Les problématiques entre le haut et le bas de la route de Goyrans ne sont pas les mêmes. Il serait souhaitable de diviser la zone en 2 secteurs distincts.

° La décision de fixer dans le PLU pour de nouvelles constructions, l'emprise au sol à 5% pour les surfaces constructibles inférieures ou égales à 1500m² en zone UCb, chemin de la Carrièrette, paraît incohérente et injustifiable au regard des préconisations du PADD. L'argument du Sicoval sur le débit de l'eau potable, ne peut être recevable. Serait-il dans l'incapacité d'assurer une infrastructure de même qualité dans tous les sites de la

commune ? Qu'en est-il des discussions du Sicoval et de la mairie ? Quelles sont leurs responsabilités et leurs intentions réciproques ?

Réponse de la commune

La volonté communale de mettre en œuvre une densification douce dans le secteur de la route de Goyrans est apparue dans la phase d'élaboration du PADD. En effet, cette stratégie de densification modérée est issue d'une réflexion aboutie relative à la configuration des terrains à la forte pente, l'éloignement du cœur du village, la préservation de cœurs d'îlots verts en lien avec la proximité de la continuité écologique de l'Ariège. Le secteur de la Route de Goyrans n'apparaissait pas ainsi comme un secteur de densification prioritaire. En cohérence avec cette stratégie, le PADD précise : « la commune souhaite recentrer son développement autour du cœur de ville et favoriser la densification du bâti existant. Cette densification sera privilégiée sur le secteur de Castelvieu, de par la proximité du centre du village et du fait de ses disponibilités foncières. (...) La densification dans les quartiers périphériques au centre villageois s'opérera de manière plus douce, adaptée à la localisation et aux caractéristiques des terrains (desserte par les réseaux, accessibilité, structure parcellaire, sensibilités environnementales et paysagères...).»

Cette volonté politique a été par la suite confortée par des problèmes de saturation du réseau d'eau potable, induisant de limiter le potentiel de constructibilité. En effet, comme indiqué dans l'avis du service Eau et Assainissement du Sicoval, les capacités du réseau en eau potable sur le secteur Route de Goyrans sont très limitées :

Secteur 1 : canalisation située Route de Goyrans (partie vers le village) dépendant du réservoir de Lacroix Falgarde. Les futurs projets dont le terrain est situé au-dessus de la cote de terrain naturel 200m ne peuvent pas se raccorder sur le réseau de la Route de Goyrans. En effet, du fait de l'altimétrie du réservoir, la pression pour alimenter en eau potable les habitations ne serait pas suffisante. Une pression de service minimale doit être délivrée au robinet de l'abonné et le service Eau et Assainissement ne pourra pas émettre un avis favorable pour des demandes de permis de construire au-delà de la cote NGF de 200m avec raccordement sur cette canalisation.

Secteur 2 : canalisations situées Route de Goyrans, chemin de la Carrière et chemin de la Colomière dépendants du réservoir de Goyrans. Il n'est pas possible en l'état actuel de développer l'urbanisation du secteur alimenté par le réservoir de Goyrans. En comptabilisant les 7 logements de la zone UCc, concernée par l'OAP, le maximum admissible serait de 5 logements supplémentaires. A noter que les projets en cours de dépôt seront à déduire de ce potentiel restant. Au-delà, la modélisation hydraulique des réseaux fait apparaître une dégradation des conditions de débit et de pression en amont sur la commune de Goyrans.

Les règles du PLU ont donc été adaptées pour encadrer au mieux la densification : le classement en zone U apparaissait comme la seule possibilité de classement de ce secteur. En effet, le CU précise que « peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation ». Ne peuvent pas être classées en zone AU des parcelles qui sont déjà partiellement urbanisées. Il n'était pas envisageable de classer ce secteur en zone à urbaniser

L'emprise au sol a été déterminée de manière à encadrer au mieux les divisions parcellaires au vu de la capacité du réseau d'alimentation en eau potable (5% pour des terrains de superficie strictement inférieure à 1500m² ; 7,5% pour des terrains de superficie ≥ à 1500m² et strictement inférieure à 2000m² ; 10% sans pouvoir dépasser 300m² d'emprise au sol pour des terrains de superficie ≥ à 2000m²). Un % d'espaces verts minimum de 30% et une

distance minimale d'implantation de 3m / aux limites séparatives ont par ailleurs été mis en place.

En raison de la superficie des terrains, il a été estimé qu'environ 20 nouveaux logements pourraient théoriquement être réalisés dans le secteur en appliquant les règles du PLU. Ce chiffre est cohérent avec l'étude du potentiel de densification incluse dans le rapport de présentation qui précise également que « le réseau eau potable du secteur arrivant à saturation, la réalisation de ces logements ne sera certainement possible qu'après renforcement du réseau eau potable » (p217).

Cependant, au regard de simulations d'implantation réalisées sur cette zone depuis l'arrêt du PLU et suite à certaines remarques émises lors de l'enquête publique, des modifications du règlement semblent nécessaires pour faciliter l'implantation satisfaisante des projets de construction jugés possibles. Dans le cas des terrains dont la superficie est comprise entre 1500 et 2000m², l'emprise au sol de 7,5% ne permet pas d'aménager de façon optimale et satisfaisante ces terrains. En effet cette zone présente des terrains avec de fortes pentes pour lesquels l'implantation des constructions en pallier est préférable.

Il est ainsi proposé de modifier les règles d'emprise au sol et de fixer un CES maximal de 9% sans pouvoir dépasser 300m² d'ES. Il est par ailleurs proposé d'augmenter le coefficient d'espaces verts, la distance minimale d'implantation des constructions sur une même propriété (50% minimum d'espaces verts, distance de 6m minimum d'implantation / aux limites séparatives, distance de 5m minimum entre construction d'une même propriété). En raison de la superficie des terrains, le potentiel théorique de constructions serait d'une trentaine de logements. Toutefois, au vu des contraintes physiques des terrains (pente), ce potentiel paraît surévalué.

En conclusion, l'augmentation proposée à 9% d'ES permet de simplifier les futures instructions de demandes d'autorisation de construire sans remettre en cause la volonté politique initiale et le PADD.

Afin de permettre la densification du secteur, des travaux de renforcement du réseau d'eau potable sont donc à réaliser dans un 1^{er} temps. Ce renforcement du réseau concerne un secteur plus vaste que la route de Goyrans à Lacroix-Falgarde, des travaux plus structurants devant être réalisés en amont à partir du réservoir sur la commune de Goyrans. Le Sicoval n'a pour le moment pas d'échéances à communiquer pour ces travaux. Une modification du PLU pourra être envisagée suite à ces travaux, pour donner de droits à construire. Les modifications apportées devront toutefois être cohérentes avec les objectifs de production de logements affichés dans le PADD.

Il est par ailleurs à préciser que le règlement du PLU permet l'adaptation des constructions existantes. En effet, la construction d'annexes et l'extension des constructions existantes sont admises et encadrées.

Avis du commissaire enquêteur

Au-delà des demandes de constructibilité ponctuelles des requérants, il y a 2 types de questions sur cette zone UCb : d'une part le choix d'urbanisation et la problématique de l'eau et d'autre part le choix du coefficient d'emprise au sol.

1/le choix de l'urbanisation et la problématique de l'eau.

Le CE prend acte de la réponse de la commune dans son choix d'urbanisation. Cette zone UCb, d'environ 44 ha, urbanisée, avec de grands terrains, n'est pas, dans un 1^{er} temps, une priorité pour la commune pour accueillir des développements urbains supplémentaires. Ce potentiel de constructibilité est aussi très limité par la saturation du réseau d'alimentation en eau potable. Le sicoval précise, dans son avis du 11/03/19, « qu'il n'est pas possible en

l'état actuel de développer l'urbanisation alimenté par le réservoir de Goyrans. En comptabilisant les 7 logements de la zone UCc, concernée par l'OAP, le maximum admissible serait de 5 logements supplémentaires. A noter que des projets en cours de dépôts seront à déduire de ce potentiel restant.» La première impression est que le potentiel de construction est plus que limité. La zone UCc ouverte à l'urbanisation, à l'extrémité de la route de Goyrans, a une superficie d'environ 1ha. Soit Les explications fournies par la commune dans sa réponse étaient nécessaires car pour les requérants et d'ailleurs pour le CE aussi, il y avait une certaine incompréhension. Il faut dire que les textes dans le dossier d'enquête relatifs à l'eau potable sont assez succincts. En effet beaucoup de pétitionnaires ont fait savoir que leur eau potable ne venait pas du réservoir de Goyrans et donc cela ne justifiait pas la limitation de la constructibilité. Il y a finalement 2 secteurs sur cette zone UCb avec une alimentation en eau potable provenant de 2 canalisations différentes avec des problématiques associées différentes.

Cela étant une alimentation en eau potable n'est pas une contrainte insurmontable, aussi le CE apprécie que la commune demande à ce que des travaux de renforcement du réseau d'eau potable soient réalisés afin de permettre la densification correcte du secteur, tout en acceptant pour les raisons évoqués plus hauts, une densification mesurée. Mais il y a quand même une différence de grandeur entre l'impossibilité et un certain équilibre.

Le CE demandera en recommandation de compléter le rapport de présentation et l'annexe eau potable avec les précisions sur les 2 canalisations.

2/ Le choix du coefficient d'emprise au sol.

Suite à ces problèmes d'alimentation en eau potable et à la volonté de mettre en place une densification douce, et afin donc de limiter la constructibilité, des CES ont été instaurés. Entre autres les fameux 5%, tant décriés par le public. Pour une superficie strictement inférieure à 1500 m², le CES est de 5%. Les requérants estiment que la zone est carrément inconstructible et le CE ne peut que leur donner raison. On est quand même en zone U sur des parcelles relativement grandes. Ensuite selon la superficie des terrains, le CES est de 7,5 et 10%. La commune fait remarquer d'ailleurs dans sa réponse qu'un CES à 7,5% « ne permet pas d'aménager de façon optimale et satisfaisante ces terrains ».

Le CE apprécie donc la réflexion de la commune suite aux observations du public et aux simulations réalisées. Il approuve sa proposition de « modifier les règles d'emprise au sol et de fixer un CES maximal de 9% sans pouvoir dépasser 300m² d'ES ». De même, il est favorable à l'augmentation proposé « du coefficient d'espaces verts, de la distance minimale d'implantation des constructions sur une même propriété ... ». En effet, cela est justifié dans la mesure où les terrains, sur cette route de Goyrans sont pentus, on monte sur les coteaux, d'une superficie conséquente, excentrés du centre bourg (zone UC) et en zone bleue du PPRN.

Ces changements feront l'objet d'une réserve dans l'avis final afin de modifier le rapport de présentation et le règlement écrit.

● Thème 3 : Les déplacements et les questions de sécurité

- S'agissant des transports, il y a du danger et des nuisances au quotidien pour les personnes. Trop de voitures sur la RD24 et cela va augmenter avec la densification.

- Question de la sécurité pour amener les enfants à l'école. Un allègement du trafic de la RD24 est nécessaire car il y a déjà un transit important et le matin à 7h15 file de voitures.

Vitesse élevée et risque d'accident au niveau du rond-point en face de l'école. Pourquoi y concentrer les constructions ?

- Le PLU prévoit la traversée du lotissement depuis l'impasse Calaria. Cela aura comme conséquence de dévier la circulation de la RD24 et d'augmenter le risque d'accident. Le lotissement ne doit pas être traversé et un accès aux nouvelles constructions directement depuis la RD24 (via un rond-point ?) permettrait de couper le flot et la vitesse des véhicules provenant d'Aureville.

- Une unique impasse dessert le hameau du Cossignol avec une forte pente et des virages à angles droits qui limitent la visibilité. Cette route débouche sur un rond-point en pente sur la RD24. Est-il raisonnable d'ajouter encore 200 véhicules ayant pour exutoire unique le rond-point, face aux écoles/dojo/médiathèque ? Pourquoi ne pas diviser les flux de véhicules en mettant un rond-point sur Calaria ? Pourquoi ne pas diviser les flux de véhicules en ouvrant le chemin de Ladevan à la circulation ?

- Il vaudrait mieux prévoir 2 ronds-points dont un au Moulin.

- Il doit y avoir d'après le Scot une cohérence du développement urbain avec les déplacements. Dans le PLU les voies douces ne sont pas interconnectées, elles ne sont pas engageantes à un déplacement « alternatif ». 200 habitants pour 2020 et 300 de plus entre 2025 et 2030 vont faire converger les véhicules sur un unique petit rond-point, en pente et sans visibilité face à la crèche, aux écoles.

- S'agissant de la sécurité des habitants, quel serait l'impact d'une augmentation sensible de la circulation routière sur la rue Aignan Serres, rue principale du lotissement ? Les projets actuels envisagent une ouverture du quartier sur la route de Lacroix-Falgarde. Dans ce contexte, comment éviter que la rue Aignan Serres ne devienne un itinéraire bis. Au regard du danger que constitue chaque traversée sur les passages piétons de la RD24, il paraît évident qu'ouvrir la rue Aignan Serres à la circulation représenterait un risque majeur.

- Transports en commun :

- ° Il y a les transports en commun mais le TADD ne passe plus toutes les 30mn mais toutes les 40mn et il met 48mn le matin pour aller à Toulouse.

- ° Insuffisance des transports en commun. Il y a même une dégradation du niveau de service de Tisséo, ce qui va à l'encontre de la p8 du PADD. Alors qu'en sera-t-il avec une augmentation de la population ? Modification à la baisse des départs du TAD. Va-t-on vers une ligne fixe ? Et dans ce cas seul l'axe principal serait concerné. Donc l'ouverture des nouvelles zones d'urbanisation ne s'est pas faite en lien avec l'amélioration des transports collectifs. Sur les RU organisées par Tisséo ou par la mairie de Vigoulet Auzil sur l'évolution du TAD, la mairie de Lacroix Falgarde toujours absente.

- ° Il y a un engorgement routier, des pistes cyclables non connectées....mais la question c'est le TAD qui va être transformé en ligne fixe. Le tracé de cette nouvelle ligne est un enjeu majeur en termes de desserte des habitants mais aussi en termes de parcours. Le 23 mai une réunion de concertation à l'initiative du maire de Vigoulet-Auzil sur les projets de Tisséo où se sont rendus d'autres maires ou élus mais pas de Lacroix-Falgarde.

- ° Pourquoi ne pas mettre un transport qui amènerait les gens et en particulier les personnes âgées et les lycéens jusqu'à la gare SNCF de Pins Justaret.

- Pourquoi ne pas réaliser une déviation chemin de Ladevan ? Cela permettrait de désengorger la traversée de Falgarde et du Cossignol qui est dangereuse.

- Concernant les déplacements doux :

° L'OAP déplacement est un tissu de banalités, les déplacements doux sont repris 15 à 20 fois. Une piste cyclable qui partirait du Cossignol grimperait sur la colline vers l'antenne pour redescendre dans Lacroix est une utopie.

° Pour la piste cyclable prévue, personne n'ira. Pour les pistes cyclables ou piétonnes, elles doivent être connectées. Connexion de la piste cycles-piétons route d'Aureville avec celle qui sera entre Falgarde et le rond-point de l'école qui sera à sécuriser.

° Il manque des pistes cyclables. Aucun moyen pour se rendre à la gare de Pins-Justaret autrement qu'en voiture. Pourquoi ?

° Quelle est la voie douce prévue pour aller du Hameau du Cossignol jusqu'au centre commercial et aux bâtiments publics ?

° Quid de la réhabilitation du pont en fer qui permettrait un passage piétons et cycles avec Pinsaguel ?

- Les parkings :

° Les parkings du centre commercial et autour des écoles sont souvent saturés. Le mercredi les parents se garent au Cossignol. Qu'en sera-t-il avec la densification ? Nécessairement une augmentation des risques.

° Quid des parkings sécurisés ?

- Proposition pour désengorger la RD24 : Un sens unique du rond-point de l'école jusqu'à Falgarde et de Falgarde jusqu'à la RD4, en sens unique, sur le chemin de Ladevan. Garder en double sens du rond-point du centre commercial jusqu'à l'école.

- M. Eychenne, maître d'œuvre pour le lotissement Les Laques, ayant évoqué de réaliser une entrée à l'ouest du projet sur l'OAP afin de soulager le rond-point du lotissement existant, un nouveau plan est proposé avec cette entrée. Souhaitable si cela convient de le stipuler sur le PLU comme coulée verte servant également de rétention des EP par l'intermédiaire de noues et une bande végétalisée.

- Il a été envisagé un accès reliant la rue Aignan Serres au chemin de la Colomière. Cela apparaît fortement dangereux vu le trafic que cela générerait dans le quartier.

Réponse de la commune

L'OAP déplacements a été élaborée afin de répondre à l'objectif, affiché dans le PADD, d'améliorer des liaisons inter-quartiers. Elle est l'aboutissement d'une réflexion communale visant à donner une place plus conséquente aux déplacements doux afin de proposer une alternative à la voiture. Par ailleurs, l'OAP est la traduction d'une étude du CEREMA (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) réalisée en 2017 pour la mise en place d'un schéma communal des déplacements doux.

L'OAP déplacements a pour principaux objectifs : la valorisation de liaisons douces existantes et la création de nouvelles voies de circulation pour les modes doux permettant de connecter les espaces de centralité entre eux ; la sécurisation des déplacements (tous modes) notamment aux abords de la RD24 et RD4 ; d'apporter une réflexion d'ensemble afin de connecter tous les modes de déplacements entre eux.

Plusieurs éléments ont pu être traduits réglementairement (ER, liaisons douces dans les OAP des zones AU).

D'autres éléments comme la requalification de la RD24, la sécurisation de carrefours, l'aménagement d'une liaison douce sur le pont de la RD4f ont une portée opérationnelle plus limitée, mais montrent la vision globale de la commune en termes d'amélioration des déplacements et sont des bases pour des études plus approfondies et échanges futurs avec les acteurs institutionnels.

Par ailleurs, l'implantation des secteurs de développement est cohérente avec l'esprit de la loi ALUR, du Scot et du PADD, dont l'objectif est notamment la maîtrise de développement urbain et la polarisation de celui-ci. Les secteurs de Serres et de Laques, de par leur localisation en entrée de village et à proximité du pôle d'équipements, contribue au renforcement de cette polarité.

Le stationnement sur la commune est également un véritable sujet d'étude, afin de répondre à la problématique générale actuelle qui se pose dans beaucoup de communes dont la population et la fréquentation augmentent. Des groupes de travail sont en cours de réflexion pour proposer des solutions visant à fluidifier les flux. Plus spécifiquement sur Serres, l'OAP permet l'implantation d'un espace de stationnement en entrée d'opération afin de s'adapter aux besoins générés par l'urbanisation du secteur. Un renforcement du stationnement du centre commercial est également envisagé.

Concernant le pont de fer, des échanges sont en cours avec le département et Pinsaguel pour son aménagement en piste piétonne et cyclable.

Pour répondre à l'interrogation relative à la connexion de la piste cycles-piétons route d'Aureville avec celle qui sera entre Falgarde et le rond-point de l'école, l'OAP déplacements prévoit la sécurisation du carrefour en entrée de ville.

Concernant l'accès entre la rue Aignan serres et la Colomière, ce chemin est existant. L'OAP déplacements prévoit de le conforter.

Concernant la traversée du lotissement du Cossignol depuis l'impasse Calaria : suite à l'avis du conseil départemental (PPA), il est prévu de modifier l'OAP sur Moulin-Calaria pour créer un bouclage interne (cf. réponse avis aux PPA).

Concernant le traitement du carrefour RD24/impasse Calaria, un ER est prévu dans le RG afin d'élargir l'impasse Calaria et de traiter le carrefour. Suite à l'avis du conseil départemental, il a été proposé d'élargir l'ER pour agrandir son aménagement. Le type d'aménagement à réaliser devra faire l'objet d'études plus abouties du conseil départemental.

Concernant l'aménagement d'une déviation chemin de Ladevan : dans le POS, figurait un ER au droit du chemin de Ladevan au bénéfice du département pour créer une déviation de la RD24. Le département a souhaité supprimer cet ER, le projet étant aujourd'hui abandonné. Créer un sens unique Aignan Carrière et de dévier le flot des véhicules par le chemin de Ladevan n'est pas une solution adaptée. Les travaux de l'élargissement et de la sortie sur la RD24 hors agglomération représenteraient un coût colossal. De plus l'afflux de véhicules occasionnerait des ralentissements supplémentaires à l'entrée et la sortie de la commune.

Concernant Tisséo et le TAD, la volonté municipale est : le maintien du TAD 119 dans les conditions précédentes : trajets rapides vers le métro de Ramonville, avec une fréquence de 30mn. Ainsi, lors d'une réunion du 6 juin 2019 entre les communes de Tisséo, il a été décidé du rétablissement le matin, en heures de pointe, de la fréquence à 30 et 35 mn dès la rentrée de septembre 2019. De plus nous sommes demandeur d'une amélioration des liaisons du TAD 119 avec notamment une connexion avec la gare de Pins-Justaret dont le temps de trajet sur Toulouse est d'une vingtaine de mn. Cependant lors de cette même réunion du 6 juin dernier, Tisséo a jugé cette proposition insuffisante pour une mise en place à court terme. D'autres réunions de groupe de travail sur le suivi et l'évolution du TAD 119 entre Tisséo et les communes auront lieu.

Avis du commissaire enquêteur

Le CE prend acte des réponses et des éclaircissements apportées par la commune aux observations des requérants, que ce soit sur le stationnement et le TAD, le pont de fer, la sécurisation du carrefour en entrée de ville, et suite à l'avis du département, la modification de l'OAP Moulin-Calaria pour créer un bouclage interne et l'élargissement de l'ER prévue impasse Calaria.

Le CE prend note de la réponse de la commune sur l'aménagement d'une déviation chemin de Ladevan et surtout du coût que cela représenterait. Cela étant Le Smeat dans son avis fait remarquer que le Scot identifie, dans son volet « relier », 2 itinéraires de maillage à préserver à long terme, « correspondant à la RD4 d'une part, et au chemin du Ladevan puis à la RD24 d'autre part ». Aussi la possibilité d'aménager le chemin du ladevan reste d'actualité, malgré la suppression de l'ER au bénéfice du département. Aujourd'hui le projet de PLU ne prévoit pas la requalification de ce chemin mais quand sera-t-il dans le futur si cela s'avérerait nécessaire ? Le chemin du Ladevan dans le PLU mis à l'enquête est protégé de toute construction, il traverse une zone agricole inconstructible.

• Thème 4 : les OAP des zones AU : Serres – Laques – Moulin-Calaria

- Les infrastructures, les réseaux, les poubelles, la STEP doivent être prévus et dimensionnés avant toute construction.
- Prendre en compte les problèmes d'évacuation des eaux descendant des champs situés au-dessus.

Secteur Moulin-Calaria

- Combien de logements sont prévus en individuel sur ce secteur Moulin Calaria ? Des maisons doubles avec garage accolé ?
- Calaria le Moulin n°11. Pourquoi en 3^{ème} étape de construction alors que le terrain jouxtant est en 1^{ière} étape ?
- Dans l'OAP Moulin Calaria, lorsque l'on parle de haie vive à préserver, il faut surtout entretenir et en particulier les chênes.
- Souhaite que les constructions futures de la zone AUc, située entre la rue Aignan Serres et l'impasse Calaria soient de l'habitat individuel dans un souci de continuité et d'homogénéité du quartier et des habitations existantes.
- Favorable à de l'habitat individuel en zone AUc comme le reste du quartier.
- La densité prévue dans l'OAP est correcte, refus de l'augmenter.
- Refus d'une densification des constructions. La réalisation d'habitations sur la parcelle 11 de la zone AUc qui est un champ surélevé causerait pour les riverains un préjudice direct en raison d'une perte d'ensoleillement. Même avec le retrait du remblai, demande à ce que les maisons construites du côté des parcelles 33, 32 et 31 soient des maisons de plain-pied et que la construction en limite séparative avec ces 3 parcelles soit impossible car avec des constructions hautes de 6m ou de 3m en limite, les maisons en contrebas seront toujours à l'ombre d'où augmentation de la consommation de chauffage l'hiver (pas écologique) et vis-à-vis excessifs.
- De la RD24 jusqu'au n°11 le Moulin, il y a un chemin qui est une servitude pour les terrains de Tafani, Biau et Coste depuis 1840 (cadastre). Il est bordé de chênes.

Secteur de Serres (le hameau du Cossignol)

- Densification :

° Proposition consistant à une densification équivalente sur toutes les parcelles et ne dépassant pas 14 logs/ha = 30 habitants/ha. Ce qui correspond au Scot. Donc densifier davantage le Moulin ce qui permet d'homogénéiser et répartir les nouveaux habitants et par conséquence les nuisances et les flux routiers.

° Constatation d'une répartition non-homogène et inéquitable de l'habitat. Il n'y a pas une harmonisation du développement urbain par rapport à la surface constructible et le fait que le « Moulin » soit plus éloigné du centre du village (de 140m) ne justifie pas un tel écart d'autant que le « Moulin » est hors de la zone à risque de coulée de boue et mouvement de terrain. Demande 14 logements/ha correspondant à 30 habitants/ha.

° Densité prévue trop importante pour la sortie sur le rond-point face à l'école. Songer aux enfants et à la perte de qualité de vie.

° Pourquoi le PLU prévoit-il de densifier fortement uniquement la zone du hameau alors que d'autres zones constructibles sont préservées (Calaria, route de Goyrans) ?

° En opposition avec le Scot la faible densité sur la parcelle « moulin » située hors centre bourg. Cette parcelle est située à 140m de celle de « Serres » qui accueillera le triple de densité. Donc un éloignement du centre bourg inférieur à 10% se répercute en une chute de densité de construction de 80% ?

° Seulement 30 logements devraient être implantés sur la parcelle Serres et non 40. Pour atteindre les objectifs du PLH propre au Sicoval, est-il justifiable et acceptable que des zones déjà excessivement denses soient encore densifiées au-delà des prescriptions ? Et concernant Moulin Calaria comment justifier qu'un éloignement de 10% du centre se traduise par une perte de densité de 80% ?

° Demande une densification moins forte que celle prévue par le projet pour ne pas créer d'embouteillage au feu de Lacroix le matin, forte affluence lors du dépôt des enfants à l'école.

° Avec l'ouverture des zones AU, il y aura des travaux qui seront source de nuisances pour le voisinage. Il y a un manque de considération globale des habitants. Ensuite qu'est ce qui justifie un écart de densification entre les zones AUb et AUc alors que la distance avec le centre bourg est assez similaire (la distance entre la zone AUb et AUc est de 140m) même si l'école est plus proche ? Une telle différence de densification n'est pas légitime et au moins que l'effort de densification soit partagé entre les riverains. C'est très important cette notion d'effort partagé.

- Dans le hameau du Cossignol à la fin de l'impasse Georges Bondant, propriétaire au n°7 d'un terrain concerné par les OAP Serres Laques. Est-ce que la voie de desserte va passer derrière le terrain ou sur le terrain ? Des sangliers passent sur ce terrain, est-ce que cela va continuer ? Dangereux.

- L'impasse Julien Loupiac qui va avec l'OAP, devenir une rue et entraîner un trafic routier et du danger pour les enfants. Demande à rester en impasse.

- Opposition à l'ouverture éventuelle de l'impasse Julien Loupiac et à sa transformation en rue car il en va de la garantie d'un trafic routier modéré, sécurisé et de la tranquillité des riverains et de leurs enfants. La transformation en rue conduirait à la dévalorisation des maisons de l'impasse et à un préjudice financier.

- Les maisons du lotissement du Hameau du Cossignol sont en contrebas des terrains de l'OAP Moulin Calaria (zone AUc2). Revoir le règlement de l'article 10 afin qu'en bordure des maisons de l'impasse Julien Loupiac il y ait du plain-pied pour la lumière, le chauffage, le vis-à-vis...et ensuite favorable à la hauteur de 6m.

- Quelles seront les règles de construction et en particulier les hauteurs ?

Secteur de Laques

- M. Eychenne, maître d'œuvre pour le lotissement Les Laques qui joint un courrier avec un plan de l'aménagement de l'OAP Laques. Met une réserve : tenir compte de la loi sur l'eau. Demande la modification de l'emprise de l'OAP afin de prendre en compte la loi sur l'eau sans pour autant remettre en question les 15 logs/ha et pour créer une zone verte et aménager des noues dans la coulée verte attenante à l'OAP.

Un piétonnier est prévu dans le périmètre du lotissement et longe la RD24 en haut du talus, ce qui limite la dangerosité.

La desserte du lotissement, sortie comme entrée, se fait toujours au même rond-point. Une proposition : il est possible de faire un élargissement sur la coulée verte pour pouvoir faire une entrée aux frais du lotisseur et la sortie serait toujours au même rond-point. Donc une entrée différente de la sortie permettrait de limiter légèrement le flux de véhicules. Car on ne peut pas faire sortir directement sur la RD24 qu'il faudrait réaménager, ce qui n'est pas possible.

Adapter en conclusion le trait au Sud du projet OAP avec la courbe de niveau pour ramener les eaux pluviales jusqu'à la coulée verte où seront les noues. Donc un fossé plus ou moins large selon l'étude de la loi sur l'eau et en dessous de ce fossé la coulée verte pour faire la liaison entre l'urbain et l'agricole, non constructible. Demande que cela soit stipulé expressément dans le règlement du PLU. Il s'agit de participer à la protection des coteaux.

Dans le plan joint, il est proposé un autre chemin piétonnier, liaison douce avec le centre du village avec un parcours santé et une aire de pique-nique. Les pentes seront au-dessous de 15%.

- Nouveau plan de M. Eychenne, intégrant dans l'aménagement de l'OAP Laques une nouvelle entrée. Modification également du tracé du piétonnier ? A valider dans le PLU.

Réponse de la commune

Il est proposé de phaser l'urbanisation des 3 secteurs d'extension. Ainsi l'urbanisation de la zone AUa (secteur de Laques) serait conditionnée à l'urbanisation de la zone AUB (secteur de Serres). L'urbanisation de la zone AUC (secteur Moulin-Calaria) aurait lieu dans un dernier temps.

Afin de lutter contre les phénomènes de coulées de boue, il est proposé de mettre en place un ER en lisière du lotissement du Cossignol existant. Cet ER sera destiné à la mise en place d'une bande végétalisée permettant de gérer les eaux pluviales. L'aménagement concret de cette bande sera réalisé au regard d'expertises techniques, entreprises notamment vis-à-vis de la loi sur l'Eau, dans le cadre des futures constructions

Les OAP sur les 3 secteurs d'extension prévoient par ailleurs un système de noues et de bandes plantées pour gérer les eaux pluviales. Il est proposé de renforcer ces dispositions.

Il est enfin proposé d'intégrer dans le RG un EBC à créer sur les parcelles agricoles en amont, afin de favoriser la création d'une haie permettant de ralentir les coulées de boue.

Secteur Moulin-Calaria

La densité mise en place sera d'environ 9 logements par ha. Le secteur occupant 3ha environ, 30 logements environ seraient réalisés. Les constructions seront à dominante d'habitat individuel. Ainsi le règlement du PLU prévoit que « toute construction doit être implantée à une distance des limites séparatives d'au moins 3m. L'implantation sur une limite séparative est possible à condition que la hauteur sur ladite limite ne dépasse pas 3m. » La réalisation de garage et d'annexe en limite séparative sera donc possible. Cependant, le schéma de l'OAP fait apparaître une bande végétale longeant les parcelles 31

à 35 incluses dans le lotissement du Hameau du Cossignol, ainsi qu'une liaison douce. Les limites séparatives des parcelles 31 à 35 seront donc préservées de toute urbanisation.

De par son emplacement, l'urbanisation de ce secteur devra permettre de créer une couture entre le lotissement du Cossignol et le tissu peu dense de l'impasse Calaria. C'est pourquoi la densité mise en place sur ce secteur est plus faible. La typologie d'habitat envisagée (individuel) est par ailleurs cohérente avec les formes bâties du tissu urbain environnant.

Un phasage de l'urbanisation sur les zones AU a été mis en place afin d'assurer un accueil de population échelonné dans le temps.

A titre informatif, suite aux avis des PPA, la répartition des logements à prix abordable a été revue pour les répartir sur les 3 zones qui seront urbanisées.

Secteur de Serres

Le secteur de Serres est inséré dans le lotissement du Cossignol, au tissu urbain relativement dense. La densité sur le lotissement du Cossignol est en effet de 19 logements/ha environ. La densité affichée dans les OAP sur la future extension de Serres (14 logements/ha) est donc cohérente. Le secteur se situant à proximité du pôle d'équipements publics, son développement contribuera à renforcer ce pôle de proximité. Il est par ailleurs à souligner que le lotissement du Cossignol existant et le secteur à urbaniser de Serres étaient dans une même zone à urbaniser (1NA). Seul le lotissement du Cossignol a été réalisé.

Le secteur de Moulin-Calaria se situe à l'interface entre le lotissement du Cossignol et un tissu urbain lâche à l'Est (6 logements/ha environ). Il a été choisi de mettre en place une densité intermédiaire sur la future extension de Moulin-Calaria (9 logements/ha) afin que cette future opération assure une transition avec le lotissement du Cossignol et les logements situés à l'Est de l'opération.

En vue des futures opérations d'habitat, l'OAP traitant des déplacements prévoit la requalification de la RD24 afin d'améliorer les conditions de circulation pour tout mode de déplacement. Le département, qui gère les RD et leur accès, a été associé à la démarche d'élaboration du PLU et notamment des OAP. Celui-ci n'a pas émis d'avis défavorable concernant l'urbanisation du secteur de Serres.

Secteur de Laques

Le schéma de l'OAP Laques propose déjà une connexion sur l'Avenue de Falgarde pour créer une entrée (cf. flèche rouge) et un chemin piétonnier.

Cependant, toute proposition technique permettant de limiter les phénomènes de coulées de boue est intéressante. C'est pourquoi il est donc proposé effectivement d'élargir le périmètre de l'OAP avec une largeur minimale de bande végétalisée précisée dans l'OAP. Cet aménagement sera à étudier plus précisément au regard des expertises qui seront faites dans la phase de conception du projet.

Avis du commissaire enquêteur

Le CE prend acte du phasage de l'urbanisation des 3 secteurs d'extension.

S'agissant du problème des coulées de boue récurrentes. Le CE apprécie que cette question soit prise avec sérieux par la commune et que des solutions soient envisagées car cela ne pouvait plus durer. Le rapport de présentation fait état p 33 d'un certain nombre de catastrophes naturelles dont des inondations et coulées de boue. Des PPRN ont été approuvés mais il n'empêche qu'il y a régulièrement des coulées de boue aux abords d'habitations. Le CE a vu des photos. Elles sont sur le registre d'enquête. Les OAP indiquent seulement : « l'OAP donne des orientations en faveur d'une gestion alternative des eaux pluviales au regard des problèmes de ruissellement que rencontre la commune ». Durant

l'enquête publique, le phénomène s'est produit avec article dans la Dépêche + les vidéos apportées par des pétitionnaires. Le CE ne pouvait accepter que rien ne soit entrepris pour faire cesser ces événements. On parle quand même d'urbanisation et d'aménagement du territoire, de la prise en compte de l'environnement dans les projets, du développement durable et de la qualité du cadre de vie. Ce sont les zones AU, secteur d'urbanisation par extension privilégié par la commune, en face de l'école, la médiathèque, donc proche du centre-ville et des commerces, qui sont concernées. Dans le dossier d'enquête, le sujet est simplement abordé. Dans les avis rien.

Aussi le CE est très favorable aux différentes propositions de la commune : inscrire un *ER* en lisière du lotissement du Cossignol pour la mise en place d'une bande végétalisée afin de gérer les eaux de pluie ; renforcer les dispositions sur les noues et les bandes plantées des OAP et enfin intégrer dans le RG un EBC sur les parcelles agricoles en amont, pour favoriser la création d'une haie. Cela fera l'objet d'une réserve.

Suite à toutes ces coulées de boue, le CE s'est demandé si la façon de travailler le champ qui surplombe le hameau du Cossignol participait aux coulées de boue ? La réponse de la commune (voir PV de synthèse questions CE) : « la façon de travailler le champ ... peut anticiper le phénomène de coulée de boue. ... Les cultures d'été telles que le tournesol, le maïs, le soja ont besoin d'un lit de semence très fin et très fiable. De ce fait dès la 1^{ière} pluie, le sol se détrempe. Si les précipitations se poursuivent, cela entraîne des coulées de boue. L'une des solutions serait d'utiliser des méthodes de culture qui permettraient de maintenir la matière organique en surface. D'autres méthodes existent : maintenir un couvert végétal, travailler les sols en travers de pente, partager les parcelles en 2 cultures pour casser les pentes et créer des bandes enherbées, des talus et des fossés pour collecter les eaux de surface ». Il serait peut-être nécessaire que la commune rencontre l'agriculteur !

Les observations du public ont souligné l'existence d'un remblai situé à Moulin-Calaria et qui participerait aux mauvais écoulements des eaux. Il n'y a pas de réponse de la commune sur cette question. Est-ce un oubli ? Quoiqu'il en soit la question sera à prendre en considération lors de l'aménagement de ces zones AU. Cela fera l'objet d'une recommandation.

Secteur Moulin-Calaria

Le CE prend acte des informations données sur ce secteur.

Secteur de Serres

Le CE prend acte de la réponse de la commune. Il remarque cependant que parfois les densités affichées sont 15.logs/ha, soit 17 avec la prise en compte de la coulée verte (voir la réponse de la commune aux avis de la DDT) Il précise également que si le département n'a rien dit sur la densification, la DDT et la Chambre d'Agriculture préconisaient des densités supérieures.

Secteur Laques

Le CE prend acte de la réponse de la commune que ce soit pour la prise en compte des coulées de boue avec l'élargissement du périmètre de l'OAP mais aussi sur la réflexion autour d'une entrée à partir de la RD24 pour diminuer le flux de voitures au rond-point de l'école. Le CE considère qu'il est important de travailler ces points dans la mesure où la RD24 fait l'objet d'une OAP déplacement liée aux enjeux de sécurité, et également pour la fluidité de la circulation à l'intérieur des nouveaux lotissements. De plus un chemin piétonnier est envisagé afin de rejoindre le centre-ville (voir sur l'OAP déplacement secteur des abords de la RD24), veiller à considérer la pente sinon c'est un chemin de randonnée et cela rien à voir avec une connexion inter-quartier. Ces remarques feront l'objet d'une recommandation.

● Thème 5 : L'OAP de la zone UA Castelvieu

- Favorable à la voie structurante à sens unique car l'important c'est d'éviter un surplus de circulation qui nuirait à la qualité des riverains et augmenterait la pollution. Donc une voie qui dessert uniquement les riverains et ne soit pas une voie de délestage de la circulation de la RD4. De plus peut-être procéder à des aménagements : borne, rond-point fermé, dos d'âne etc. toujours dans un souci de sécurité et de qualité de vie. Mais quelle va être exactement le sens de circulation ?
- Favorable également à la flèche orange à savoir le principe d'un accès individuel pour riverain à préserver. En effet c'est nécessaire car sinon les Fourcassier seraient enclavés n'ayant aucun accès à la RD4. Mais pourquoi ne pas faire en sorte que cet accès profite aux autres riverains Mourrut et Bergamelli. Est-ce que les 2 riverains attenants pourraient profiter de ce passage ?
- Dans la mesure où un accès est prévu pour désenclaver le 35 avenue des Pyrénées (M. et Mme Fourcassier), pourquoi ne pas desservir avec cet accès le 37 (Bergamelli) et le 39 (Mourrut) et leur éviter de devoir sortir sur l'avenue des Pyrénées (la RD4) compte-tenu de l'accroissement de la circulation. Précision un portail permet un accès en fond de parcelle du n°39, utilisé lors de travaux de réhabilitation.
- Le piétonnier est intéressant pour accéder au centre commercial.
- Y aura-t-il des places de stationnement sur cet axe principal ? De plus du côté de la rue de Montségur la voie est positionnée sur un lieu de stationnement. Qu'en est-il ?
- Est-ce que le chemin de Castelvieu sera en sens unique ? Et si non le rendre en sens unique de façon à limiter la circulation et l'impact de l'OAP Castelvieu.
- Il est prévu dans l'OAP Castelvieu une bande non constructible de 5m par rapport aux limites à préserver. OK mais prévoir une végétation avec des arbres assez hauts afin de protéger les vis-à-vis et les maisons avec piscine. Qu'en est-il ?
- Sur l'OAP, mettre la voie multimodale traversante en impasse. Préserver le parking existant rue de Montségur et sur l'impasse ainsi créée, laisser un emplacement de stationnement temporaire pour permettre aux véhicules de se croiser dans l'impasse.
Créer une voie unique à sens double avec zones de dégagement avec des panneaux comme à Pinsaguel.
- Qu'entend-t-on par sécurisation du carrefour de Castelvieu ? Ne pas mettre des bandes ralentissantes qui font beaucoup de bruit surtout la nuit. Il vaut mieux un dos d'âne avant le carrefour, ce qui permet de mieux voir la priorité à droite existante.
- OAP Castelvieu : la parcelle 94 est partie intégrante de l'OAP. Les requérants ont fait savoir en 2017, dans le cadre de la procédure de concertation, qu'ils ne souhaitent pas céder une superficie aussi importante dans la profondeur de la parcelle. Ce qui est toujours le cas. Il n'y a pas en l'état un accord sur le périmètre de l'étude. Demande de réduire le périmètre de l'OAP en supprimant le haut de la parcelle 94 accolée à la parcelle 93 (ramener le périmètre de l'OAP au niveau des liaisons douces à créer).
Ils sont prêts à céder uniquement 390m² sur la parcelle 94. Les 3 points qu'ils souhaitent sur l'OAP : a/ le désenclavement de l'unité foncière par la parcelle 94 car aucune sortie possible sur l'avenue des Pyrénées, b/ implantation du bâti en limite séparative à 3m minimum, c/ le périmètre de l'OAP doit tenir compte de la superficie qui est à céder soit 390m² et informer l'opérateur.
- Contacté pour donner un avis sur la réalisation d'un projet OAP au Castelvieu, le requérant souhaite réaliser sur la parcelle 195 une construction individuelle. Mais une partie de cette

parcelle est prise dans l'OAP et elle est supérieure au souhait exprimé lors de différentes consultations. Demande de réduire la partie prise dans l'OAP.

Le 17 mai 2016, lors d'une 1^{ière} réunion, les limites de l'OAP Castelvieu avaient été définies. Le requérant proposait de céder sur la parcelle 195, 600m². Dans le projet OAP, la superficie est de 800m², ce qui compromet le souhait initial. Demande le retour à la proposition du 17 mai 2016 et donc la réduction du projet.

- Le PLU prévoit une OAP sur le secteur Castelvieu dit UAa. D'autres OAP, en face de l'école, portent les lettres AU. Cela semble être les mêmes opérations mais avec des noms différents. Comment cela se fait-il ? Est-ce normal ? Est-ce que le secteur Castelvieu sera immédiatement constructible contrairement aux autres zones ?

Réponse de la commune

L'OAP donne les grands principes d'aménagement de la voie traversante à savoir : une voie de circulation en sens unique pour véhicules motorisés ; un cheminement pour piétons et cycles séparé de la chaussée ; un système permettant une gestion alternative des eaux pluviales (noues paysagées par ex) ; des espaces de stationnement longitudinal ; une bande verte accueillant des espaces plantés et végétalisés, constituant un lieu de détente et d'échanges. Le traitement végétal de l'espace public devra être en osmose avec le traitement des espaces extérieurs communs de l'opération.

Les détails des aménagements et le sens de circulation feront l'objet d'études plus précises lors de la conception du projet, le PLU ne pouvant traiter des points techniques relatifs aux aménagements, tels que la mise en place d'une borne, de dos d'âne, de bandes ralenties, etc.

Concernant les limites faisant l'objet d'un recul de non constructibilité, il ne semble pas opportun d'ajouter d'autres dispositions relatives à la végétation.

Concernant la parcelle 195, l'OAP prévoit en limite de propriété un espace végétalisé, permettant une jonction douce entre les deux secteurs. Il n'est donc pas prévu de réduire le périmètre de la parcelle incluse dans l'OAP.

Concernant la parcelle 94, l'OAP prévoit déjà un principe d'accès individuel à préserver pour désenclaver la parcelle. Il est proposé de préciser dans l'OAP qu'il pourra s'agir d'un accès mutualisé pour les parcelles voisines.

Par ailleurs, conformément aux échanges qui ont eu lieu entre le propriétaire et la commune, 400m² de la parcelle sont intégrés dans le secteur UAa qui fera l'objet d'une opération d'aménagement d'ensemble. Le morceau de parcelle identifié comme un cœur d'îlot vert à préserver dans l'OAP ne fera pas partie de l'opération. Le schéma de l'OAP distingue en effet le périmètre du secteur UAa qui fera l'objet d'une opération d'aménagement d'ensemble et un périmètre étendu faisant l'objet d'orientations d'aménagement. L'OAP précise : « En dehors du périmètre de l'opération d'aménagement d'ensemble (en dehors du secteur UAa du règlement graphique), les fonds de jardin des parcelles riveraines identifiés dans le schéma d'orientation seront à préserver en espace de pleine terre afin de constituer un cœur d'îlot vert contribuant à préserver des espaces de respiration dans le tissu urbain et à limiter l'effet d'îlot de chaleur urbain. Ce cœur d'îlot vert couvrira au moins 500m². »

Le secteur Castelvieu classé en zone UAa est constitué de fonds de parcelles dépourvus de constructions et qui feront l'objet d'une opération d'aménagement d'ensemble. Par ailleurs, l'OAP du secteur prévoit la réalisation d'une voie traversante qui desservira l'ensemble de l'opération. Or, un classement en zone urbaine implique la desserte des parcelles par une voie et les réseaux d'eau et d'électricité, et le cas échéant par le réseau

d'assainissement collectif. Du fait de l'absence de voirie et de la nécessité d'étendre les réseaux, l'opération n'est aujourd'hui pas réalisable sans travaux d'équipements.

Par ailleurs, si les terrains situés en zone UB (rue Gaston Phoebus) et limitrophes à la voirie traversante envisagée, faisaient l'objet de divisions parcellaires et de demandes d'autorisation de construire, les pétitionnaires pourraient demander une desserte de leur terrain depuis les équipements du secteur Castelvieu. Cette desserte est aujourd'hui impossible, le secteur Castelvieu n'étant pas équipé.

Le secteur Castelvieu n'étant pas équipé et n'accueillant aucune construction, son classement en zone à urbaniser plutôt qu'en zone urbaine apparaît plus adapté. La commune est donc favorable à cette modification de classement.

Avis du commissaire enquêteur

Le CE insiste sur le système de gestion des eaux pluviales, non seulement du fait que la zone est concernée par l'Ariège et le PPRI mais aussi par les le questionnement des requérants sur cette zone. Suite à une remarque du CE dans le PV de synthèse des observations, la commune répond : « ... les aménagements techniques qui seront réalisés dans le cadre de l'opération sur Castelvieu prévoient un écoulement correct des eaux pluviales tenant compte des besoins engendrés par l'opération ». Donc recommandation d'une gestion particulière des eaux pluviales sur ce secteur de Castelvieu.

Le CE apprécie la prise en compte de la remarque concernant le sens de circulation et les ralentissements. Il précise qu'une OAP est opposable en termes de compatibilité et non de conformité donc de grandes orientations, mais il est intéressant de prendre en compte sinon les remarques modificatives mais du moins les questionnements qui sont une aide pour affiner un projet.

Le CE prend acte de la réponse par rapport aux limites de propriété, cependant il considère que le respect des vis-à-vis et de l'intimité est important pour le bien vivre ensemble, cela rentre dans la mise en place d'un cadre de vie agréable et de bons rapports de voisinage. Donc l'accueil des différents types d'habitat dans le respect du voisinage immédiat fera l'objet d'une recommandation.

Concernant la parcelle 195, le CE prend acte de la réponse communale et ne donne pas suite à la requête.

S'agissant de la parcelle 94, le CE est favorable à la proposition de la commune de préciser dans l'OAP qu'il pourra s'agir d'un accès mutualisé pour les parcelles voisines. Cela fera l'objet d'une recommandation.

Le CE a pris bonne note de la distinction entre ce qui relève de l'OAP proprement dit et ce qui relève de la zone UAa qui fera l'objet d'une opération d'aménagement d'ensemble.

S'agissant de la demande du changement de zonage de la zone UAa du Castelvieu. La commune y est favorable aux motifs : de l'absence de voirie, de la nécessité d'étendre les réseaux (dont celui de l'assainissement collectif sous la nouvelle voie), de l'absence de construction. Le classement en AU lui paraît finalement plus adapté. Aussi le CE ne s'y oppose pas d'autant que la station d'épuration présente quelques défauts de fonctionnement. Il demande à la commune de veiller à conserver les dénominations des zones AUa (Laques), AUb (Serres), et AUc (Moulin-Calaria). Ces 3 zonages figuraient au dossier d'enquête mis à la disposition du public, autant que ce dernier s'y retrouve.

Ces 3 zones AU ont fait l'objet d'un phasage, qu'en sera-t-il pour la zone AU du Castelvieu ? Le CE recommande de mettre en place un phasage pour cette OAP. Cela étant la priorité, malgré tout, reste une bonne gestion du pluvial, un assainissement performant et conforme ainsi qu'une bonne intégration du projet avec sa voie structurante dans le tissu existant.

● Thème 6 : L'assainissement et le réseau pluvial

- Sur la parcelle 57 en zone UCb, il y a tous les réseaux et même le raccordement au tout à l'égout. Demande de modifier dans le dossier PLU dans les annexes sanitaires le plan de zonage d'assainissement collectif, afin d'intégrer dans les réseaux les parcelles 57, 55, 88 qui sont raccordées. Idem pour les documents graphiques du dossier assainissement.

- Pluvial : Les eaux de pluie du chemin de Castelvieu inonde le fond du jardin de Mme Defrain : à quel moment la voirie sera-t-elle refaite et surtout car cela commence à dater, gérer l'écoulement des eaux de pluie de la voirie ?

- La station d'épuration :

° Quid de l'impact de l'arrivée de centaines de familles sur la capacité de traitement de la station d'épuration du Castelvieu ? En 2005 le Sicoval avait informé les habitants que cette station était en limite de capacité. Comment seront traités les rejets associés aux nouvelles constructions ?

° Pourquoi ne dit-on pas explicitement que le transfert des effluents de la station d'épuration de Lacroix-Falgarde ira vers la STEP de Pins Justaret ? Lors de la réunion publique du 14/03/2019 ce projet a été retenu par l'Agence de l'eau Adour Garonne, les services de la préfecture, le SIVOM SAGE et le Sicoval.

° Vétusté de la station d'épuration qui arrive à saturation. Un mauvais fonctionnement de la station depuis la fermeture des bassins de décantation.

° Le dossier zonage d'assainissement est assez vide. Sur la station d'épuration et sa capacité à recevoir les projets d'urbanisation prévus à court terme par le PLU, on peut avoir des doutes car cette station prend aussi les effluents d'Aureville qui bâtit de très nombreux logements (environ une centaine). Au départ il y avait des roseaux et cela n'a pas fonctionné, après des disques bios qui ont été démontés donc aujourd'hui l'assainissement n'est sûrement pas correct et serait d'ailleurs reporté sur Pins Justaret. Visiblement le plan d'assainissement n'est pas consolidé et malgré tout l'urbanisation est en cours.

° Quel avenir pour la Station d'épuration défectueuse ?

° Comment va-t-on faire pour les effluents de la STEP ? Pourquoi ne pas se diriger vers Portet et ensuite vers Cugnaux par un tubage à partir de Lacroix-Falgarde ? (Il existe bien un tubage d'Aureville jusqu'à Lacroix-Falgarde).

° La dispense d'évaluation environnementale de la MRAe ; ce rapport qui fait état d'avis plus administratifs que techniques ne paraît pas cohérent au vu des constats de dysfonctionnement de la STEP actuelle (odeurs, bassins vides, bruits de machine aberrants...).

° Est-il raisonnable d'urbaniser massivement avant que la solution de traitement alternative à la STEP soit effective ? (Selon la SATESE le fonctionnement de la STEP est insuffisant).

° Quid de la préconisation du Scot qui demande à ce que l'assainissement soit assuré au préalable de l'urbanisation ? Après renseignement auprès de la SATESE il apparaît que la station ne peut absorber plus d'habitants et que déjà ses effluents polluent l'Ariège en zone Natura 2000 en amont du captage Grand Toulouse (la SATESE fait état de l'absence des 2/3 des boues attendues alors même que les matières en suspension dépassent toutes les normes...).

Réponse du Sicoval

- La parcelle AM 57 n'est pas desservie par le réseau public de collecte des eaux usées. Le réseau qui dessert les parcelles AM 55 et AM 56 est un réseau privé. Ces parcelles n'ayant

pas d'accès sur la route de Goyrans, leur desserte par le réseau public d'eaux usées dépend donc de l'obtention des servitudes entre propriétaires.

- La station d'épuration de Castelveil, d'une capacité de 1800EH est aujourd'hui chargée à 75% de sa charge organique. Elle permettra donc de desservir les projets d'urbanisation envisagés dans le zonage du PLU à court terme (horizon 2025).*
- Concernant le fonctionnement de la station, elle n'a pas fait l'objet, à ce jour, d'une quelconque mise en demeure de la part des services de l'Etat.*
- Pour les projets à moyen et long terme, le Sicoval étudie avec le SIVOM SAGE la possibilité de traiter les effluents qui arrivent aujourd'hui sur Castelveil sur une autre unité d'épuration.*

Réponse de la commune

Concernant la gestion des eaux pluviales sur le secteur Castelveil, les aménagements techniques eu égard à la voirie et aux surfaces imperméabilisées seront étudiés au stade technique de conception du projet.

Avis du commissaire enquêteur

- Le CE prend acte de la réponse à la question sur la parcelle 57.
 - Le CE prend note que la station d'épuration dispose d'une réserve de capacité permettant de traiter les effluents supplémentaires générés par le PLU. Il faut cependant ajouter ceux d'Aureville qui lotit.
 - S'agissant du fonctionnement de la station, le CE ne se satisfait pas de la réponse du Sicoval. Cependant cette réponse a le mérite de l'honnêteté dans la mesure où il n'est pas affirmé que les performances soient conformes.
- Aussi au vu des renseignements fournis par les requérants et dans un souci de précaution, le CE mettra une réserve concernant le fonctionnement de la station qui d'après lui connaît une non-conformité au titre local qui serait aggravé avec les effluents supplémentaires prévus par le PLU. Des nuisances et pollutions seraient susceptibles d'en découler. (Voir les conclusions du CE zonage d'assainissement).
- Le CE avait bien noté suite aux divers avis des PPA dont le Sicoval et de la MRAe que « la station actuelle devrait être désaffectée dès les accords arrêtés avec le SIVOM SAGE pour un rejet sur la STEP existante de Pins Justaret » (avis du Sicoval 11 mars 2019).
 - Sur la gestion des eaux pluviales sur le secteur Castelveil, le CE prend acte de la réponse. Cela fera l'objet d'une recommandation dans la mesure où ce secteur est concerné par le PPRI et comme précisé par ailleurs (voir la réponse aux questions du CE dans le PV des observations) : le lotissement existant de Castelveil est en grande partie en zone bleue du PPRI et l'extrémité du lotissement en zone violette sans dents creuse. Donc il y a un véritable travail de gestion des eaux pluviales sur ce secteur, d'autant que le PADD précise : « que la densification sera privilégiée sur ce secteur de Castelveil de par la proximité du centre du village et du fait de ses disponibilités foncières ».

● Thème 7 : L'environnement et les risques

- TVB :

- ° Une trame verte et bleue est placée par le Scot au niveau du hameau du Cossignol, passage fréquent de la faune sur tout le périmètre du hameau. Qu'en est-il ?
- ° Il y a une trame verte et bleue qui passe sur le hameau du Cossignol actuel ? C'est là où sont placées les intentions d'urbanisation en zone PPRN qui vont interrompre le passage faunistique intense qui permet aux animaux de passer de Goyrans à la réserve

naturelle 2000 et de rejoindre le bois classé. Qu'en est-il des continuités écologiques et des espaces naturels à reconquérir ?

° Que deviendra la coulée verte en bordure du lotissement du Cossignol ?

- Coulées de boue au Cossignol :

° De plus PPRN avec coulées de boue, effondrements de talus et voir la liste des accidents et catastrophes naturelles inventoriés sur la commune. Il y a un réel danger.

° Le Cossignol est concerné par les coulées et encore dans la semaine du 13 mai il y a eu d'énormes coulées de boue ; voir la dépêche du lundi 13 mai 2019. Comment peut-on autant densifier ?

° Il est prévu dans le PADD une future urbanisation 2025-2030 sur une parcelle dont la pente moyenne est de 20% (classée forte pente) et en zone PPRN glissement de terrain et coulées de boue. Ces aléas sont une réalité et récurrents (6 coulées sur l'année) et la dernière le 10 mai qui a fait l'objet de vidéos et de constats d'huissier ainsi qu'un article de la Dépêche. Qu'en est-il de cette localisation sachant que le Scot préconise de préserver les biens et les personnes et de maîtriser les écoulements avant toute urbanisation et qu'il recommande de classer en réserve les terrains à pente \geq à 15% pour éviter les aléas .

° Demande que des solutions efficaces soient envisagées (bassins de rétention, buses suffisamment dimensionnées, fossé d'évacuation plus importants...) pour palier à ce problème des boues, récurrent en cas de champs fraîchement labouré.

° Secteur Cossignol. PPRN « coulées de boue et glissement de terrain ». Les aléas y sont fréquents.... Est-il raisonnable d'imperméabiliser d'avantage cette zone pentue ? Pourquoi ne pas classer en réserve la zone arrière très pentue qui sert de passage à la faune ?

- Remblai du Cossignol :

° Sur le terrain de Mme Tafani, parcelle 11, au Moulin Calaria sur lequel est placé une OAP, il y a de la terre de remblai, issue d'une station-service donc polluée et qui n'est pas stabilisée car c'est de la terre rapportée et cela dévie les eaux de pluie et les concentre sur les maisons de l'impasse Julien Loupiac. Qu'en est-il ?

° Demande l'évacuation du remblai du terrain voisin, appartenant à Mme Tafani, en vue de préserver les vis-à-vis lors des constructions à venir, et de rétablir l'écoulement naturel de l'eau. (Remblai de 3m de haut).

° Pour la construction du centre commercial, 50 camions sont venus déposer sur le terrain de Mme Tafani de la terre de remblai. Cet apport a modifié l'hydrologie du terrain qui a entraîné les coulées de boue car l'eau s'écoulait avant librement sur le champ sans s'accumuler dans le fossé du fond. Mener une étude pour éviter ces coulées de boue régulières et dévastatrices et construire des infrastructures adéquates.

° Demande le retrait de la terre de remblai (parcelle Calaria 11) de la zone AUc. Terre rapportée (haute de plusieurs mètres) et non stabilisée qui élève artificiellement et anormalement le niveau naturel du terrain ce qui dévie et concentre les eaux de pluie vers tous les terrains situés en contrebas d'où les coulées de boue du 28 mai 2016. La terre est issue d'une ancienne station-service suite à la construction de logements collectifs avenue des Pyrénées : c'est une terre polluée qui comporte des risques pour les habitants.

- Les eaux de pluie du chemin du Castelvieu sont à gérer.

- La mairie n'entretient que très peu la voirie du lotissement. Comment imaginer densifier une aire qui n'est pas entretenue ? Avec les coulées de boue lorsqu'il pleut, les caniveaux et les bouches d'égout sont bouchés.

- STEP défectueuse et saturée.

- Y-a-t-il eu des changements dans la délimitation des zones inondables le long du chemin de l'Aliette ? En particulier sur la parcelle 28 où se trouve notre habitation.

Réponse de la commune

- Le Scot identifie 2 continuités écologiques sur Lacroix-Falgarde. La 1^{ière} continuité écologique est l'Ariège qui borde plusieurs communes du Sicoval. La seconde se trouve en limite Est et suit le ruisseau de Réganel. Le Scot identifie par ailleurs 2 liaisons vertes et bleues qui sont des continuités paysagères et chemins verts qui assurent un rôle de connexion entre des espaces de nature remarquable et participent également à renforcer la place du végétal en ville. L'une des 2 liaisons vertes et bleues est à associer à la RD24 (cf avis du Smeat). Le Smeat n'a pas soulevé de point d'incompatibilité entre le projet PLU et le Scot.

- Points relatifs aux coulées de boue : cf réponse à la partie 4 – les OAP des zones AU : Serres, Laques, Moulin-Calaria.

- Concernant le PPRI, celui-ci n'a pas fait l'objet de modification.

Avis du commissaire enquêteur

Le CE prend acte de la réponse sur les continuités écologiques ainsi que sur les liaisons vertes et bleues.

S'agissant des coulées de boue et de la terre de remblai, voir la réponse de la commune et du CE au thème 4 (les OAP des zones AU, Serres, Laques et Moulin-Calaria). Pour les eaux de pluie du Castelvial cf. thèmes 5 (OAP de la zone UA Castelvial) et 6 (assainissement et réseau pluvial).

Pour les problèmes liés à la station d'épuration cf. le thème 6 et les conclusions motivées du CE sur le zonage d'assainissement.

• Thème 8 : Les demandes de classement en zone constructible et réglementation

Constructibilité :

- Les requérants demandent la constructibilité et donc le changement de zonage des parcelles 5 et 7 situées en zone A au Barthas. Il y a à proximité tous les réseaux et c'est en bordure du bâti existant. Ils ont laissé le droit de passage sur leurs terres pour la maison de l'agriculteur située plus haut. Sur ces parcelles il y a un projet d'architecte (dossier déposé).

- Propriétaire des parcelles 29 et 30 sur le hameau le Coq dont il demande la constructibilité. Autrefois c'était constructible. Il s'agit de dents creuses entourées de maisons avec la desserte et tous les réseaux (assainissement individuel). Pourquoi ne pas déplacer les pixels du Cossignol, trop dense, vers le Coq qui refermerait une dent creuse ?

- Propriétaire de la parcelle 24 d'une superficie d'1ha, en zone A au lieu-dit «le Coq ». Demande la constructibilité pour les enfants d'une partie de cette parcelle qui constitue une dent creuse. Présence des réseaux. Il pourrait être transféré des pixels du Cossignol vers le Coq.

- Propriétaire d'une maison remarquable avec un pigeonnier sur la parcelle 24 qui sur 2 côtés est entourée d'espaces agricoles. Demande que, sur la parcelle 52, au bas de la 24, le trait de limite de zone soit légèrement reporté afin de pouvoir vendre ce terrain constructible (1500m² environ), comme cela apparaissait d'ailleurs dans le POS. Voir le plan joint.

- Demande la constructibilité de la parcelle 14 située à la Colomière, chemin de Capus. Sur les 1ha, demande 200m². Il y a tous les réseaux et l'assainissement collectif.

- Possède 400m² de terrain qui dans le POS disposait de 60% d'emprise au sol, avec le PLU c'est 10% comme la totalité de la route de la Gleyzette qui n'est pas étroite (4m) et qui possède tous les réseaux. Pourquoi ?

Réglementation :

- Demande de changer la destination des bâtiments existants, à savoir transformer d'anciens bâtiments agricoles en habitations. Les parcelles concernées sont A28, A211, A212, A29 et A27.

- Le requérant possède une maison de 1940 à côté de laquelle se dresse un mur de 8m de haut et au-dessus de celui-ci une terrasse qui est accolée également à un mur. Il voudrait réaliser une véranda sur cette terrasse. Dans l'avenue des Pyrénées, beaucoup de maisons se sont construites ou agrandies.

Dans quelle zone se situe son bien dans le PLU ? Et en fonction de la réglementation applicable peut-il faire une véranda de 20m² maximum sur la terrasse existante et modifier les volets de son garage ?

- Demande que dans la zone UCa à la Gleyzette du n°79 au n°81 l'emprise au sol passe de 10% à 20% pour les terrains inférieurs à 2000m².

- Dans le règlement écrit à l'article UA 9 il est noté pour l'emprise au sol non réglementée. Qu'en est-il ?

- Sur la parcelle 84 en zone UA de Castelvieu, si l'on veut faire une extension et que le bâtiment principal est en R+2 peut-on continuer sur du R+2 ?

- Quels sont les implantations du bâti par rapport aux limites séparatives en zone UAa ?

Déplacement de pixel :

- Proposition de déplacement du 2^{ème} pixel lors de la 2^{ème} phase du PADD en le morcelant et le répartissant sur les dents creuses de la zone « du Coq », sur une dent creuse parcelle 1 à la sortie du bourg et enfin sur la parcelle 62+une partie de la 17, route de la Gleyzette.

- Pourquoi des constructions sur le versant sud du Cossignol ne sont pas plutôt envisagées ? (Les champs derrière l'école n'ont pas les problèmes de coulées de boue et il y a moins de constructions).

- Pourquoi ne pas déplacer les pixels du Cossignol, trop dense, vers le Coq qui refermerait une dent creuse ?

Réponse de la commune

Une extension de l'urbanisation sur le secteur de Barthas ne répondrait pas à la logique de polarisation du développement urbain. Ce secteur est en effet excentré et ne dispose pas par ailleurs de pixel.

Le hameau du Coq est constitué de quelques habitations et se situe à l'écart de l'urbanisation existante. Le PADD affiche l'objectif de limiter l'étalement des constructions et hameaux isolés et de recentrer le développement de l'urbanisation autour du cœur de ville et du pôle d'équipements. C'est pourquoi le hameau du Coq n'apparaît pas comme un secteur propice de développement et a été classé en zone agricole.

Le Scot inscrit des pixels dans une stratégie de « polarisation, d'équilibre entre ville intense et développement mesuré et de diminution de la consommation foncière ». Le Scot permet le déplacement de pixel sous réserve de maîtrise de l'étalement urbain et de polarisation de l'accueil (centralité sectorielle, centre urbain, pôle de services...). Le hameau du Coq ne répondant pas à cette stratégie de polarisation, le développement de pixel n'est pas envisageable. Cette question sera éventuellement à rediscuter dans les années à venir dans le cadre de la révision du Scot en cours.

Il n'est pas envisageable d'urbaniser les champs derrière l'école, ceux-ci étant en zone inondable.

Une extension de l'urbanisation sur ces secteurs (parcelles 52 et 14) excentrés ne répondrait pas à la logique polarisation du développement urbain et à la volonté municipale de réduire l'étalement urbain.

Dans le secteur à l'extrémité de la route de la Gleyzette, les règles mises en place visent à encadrer la densification, ce secteur n'étant pas apparu comme un secteur de densification à privilégier. Ce secteur est composé en majeure partie de parcelles de 2000 à 3000m² relativement étroites, qui n'apparaissent pas propices aux divisions parcellaires du fait de l'éloignement du centre, du risque de multiplication des accès sur une voirie relativement étroite, et d'un point de vue de l'insertion paysagère (risque de multiplication des divisions parcellaires en second rideau ou en drapeau dans un secteur d'urbanisation linéaire, donnant directement sur l'espace agricole).

Concernant la demande de véranda, le terrain se situe en zone rouge (aléa fort) du PPRI. La constructibilité y étant limitée, il convient de se rapporter aux dispositions du PPRI.

En zone UA : l'emprise au sol n'est pas limitée. La hauteur de toute construction est limitée à 6,50m à la panne sablière ou à l'acrotère. Cette règle s'applique aux extensions des constructions existantes. Il ne sera ainsi pas possible de réaliser une extension en continuité de l'existant pour les constructions dépassant aujourd'hui la hauteur autorisée du PLU.

Dans le sous-secteur UAa, toute construction doit être implantée : soit à l'alignement ou avec un recul minimum de 3m par rapport aux limites séparatives ; soit à une distance minimale de 5m par rapport aux limites séparatives identifiées dans l'OAP du PLU.

Toutefois, comme le précise l'article R.123-10-1 du CU « dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le PLU sont appréciées au regard de l'ensemble du projet, sauf si le règlement de ce plan s'y oppose. »

Les règles d'implantation précitées s'appliquent donc sur le terrain d'assiette du projet et non sur les futurs lots issus de la création du lotissement.

La commune est favorable à la demande de changement de destination de bâtiments agricoles.

Avis du commissaire enquêteur

Le CE prend acte de la réponse de la commune s'agissant des demandes de constructibilité. Il ne donne pas suite aux requêtes.

S'agissant du secteur de la Gleyzette, de la demande de véranda, des informations relatives au règlement écrit et de la demande de changement de destination de bâtiments agricoles, le CE prend acte de la réponse de la commune.

• Thème 9 : Autres questions sur le dossier

- En zone UB, impasse Calaria, un géomètre prend des mesures pour lotir et réaliser 7 maisons. Requérante opposée à ce projet pour 3 raisons : 1/ Un passage trop important de véhicules, en effet la voie d'accès à l'impasse Calaria est étroite même s'il est prévu de l'élargir lors de la réalisation de l'OAP de la zone AUc. Des maisons oui mais pas 7. 2/ Une perte de la qualité de vie : pas de trottoir, pas de clôture, c'est la campagne avec des sangliers et des chevreuils qui passent. 3/ Une dévalorisation du bien. Opposée à la construction de ce lotissement de 7 lots sur les 2 parcelles ceinturant la propriété.

- Proposition d'une résidence sénior (mixité intergénérationnelle) sur la partie centrale du hameau du Cossignol plutôt que de façon enclavée dans le bourg historique.
- Actuellement problème pour la 4G au-delà de la colline (Bouygues), derrière le centre commercial la 4G fonctionne (Orange). Problème aussi du câble électrique pour l'ADSL avec un débit très faible, ce qui est préjudiciable pour les salariés du télétravail qui n'arrivent pas à se connecter. Cela va être pire quand de nouveaux foyers vont se connecter sur le même réseau. Qu'en est-il ?
- Le débit internet est consternant.
- Le document dispense d'évaluation environnementale de la MRAe est arrivé tardivement sur le site en ligne de la mairie (samedi 1^{ier} juin), interrogation sur le fait que cet avis arrive à mi- enquête publique ?
- Sur l'aménagement des infrastructures et principalement celui des différents lieux d'accueil et d'éducation des enfants. Qu'est-il prévu ?
- Pourquoi l'espace de jeux pour les enfants est-il vétuste ? L'école n'est plus aux normes et la cour de récréation n'est pas adaptée.
- Un espace de vie autre que le parking saturé de Verte Campagne pourrait être aménagé afin de créer un vrai lieu de rencontre entre les habitants ? (ex : marché ouvert sous la halle du Ramier ou derrière Verte Campagne ?).

Réponse de la commune

Les questions relatives au réseau 4G ne relèvent pas du PLU.

Avis du commissaire enquêteur

La dispense d'évaluation environnementale de la MRAe a pu être consultée de façon toute correcte par le public. Elle figurait dans le dossier papier mis à la disposition de la population. S'agissant de sa mise en ligne sur le site internet, la personne chargée de l'urbanisme a certifié l'avoir mise avec les autres documents du PLU. Quoique qu'il en soit ce document a pu être consulté sur ce support au vu de la requête.

Envoyé en préfecture le 12/07/2019

Reçu en préfecture le 12/07/2019

Affiché le

SLO

Dossier n° 510000006/31
ID : 031-213102593-20190710-E19000006_31-AU

B – LES ANNEXES

Envoyé en préfecture le 13/07/2019

Reçu en préfecture le 13/07/2019

Affiché le

SLO

ID : 031-213102593-20190710-AN1_E1900006_31-AU

Dossier n°: E19000006/31

Annexe 1

Arrêté du maire portant ouverture de l'enquête publique unique

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE
ARRONDISSEMENT DE TOULOUSE



LACROIX-FALGARDE

**Arrêté portant prescription et organisation d'une enquête
publique unique sur les projets d'élaboration du plan local
d'urbanisme (PLU) et de révision du zonage
d'assainissement de la commune de LACROIX-FALGARDE**

N°AM-20190418

Le Maire de LACROIX-FALGARDE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 153-19 et R 153-8 relatifs à l'enquête publique,
Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 123-1 à L 123-19 et R 123-1 à R 123-46 (dont les articles L 123-6 et R123-7 relatifs à l'enquête publique unique),
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 15 novembre 2014 prescrivant l'élaboration du PLU,
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 09 mars 2017 prenant acte du débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durable,
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 28 novembre 2018 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de PLU ,
Vu la délibération n°S201903013 du Conseil de communauté du SICOVAL en date du 11 mars 2019 approuvant le projet de zonage de l'assainissement pour la commune de LACROIX-FALGARDE et déléguant à la commune concernée la réalisation de l'enquête publique nécessaire,
Vu le courrier en date du 16 avril 2019 du SICOVAL désignant la commune de LACROIX-FALGARDE comme l'autorité compétente pour ouvrir et organiser cette enquête publique unique,
Vu les pièces des dossiers soumis à enquête publique unique,
Vu les différents avis recueillis sur le projet de PLU arrêté,
Vu la décision n° E19000006/31 en date du 11 janvier 2019 de Monsieur le Président du tribunal administratif de TOULOUSE désignant Mme ROUSTIT Isabelle en qualité de Commissaire enquêteur,

ARRETE :

ARTICLE 1 : Il sera procédé à une enquête publique unique sur les projets d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et de révision du zonage d'assainissement de la commune de LACROIX-FALGARDE.

A titre d'information, un plan local d'urbanisme est un document fixant les normes de planification de l'urbanisme pour une commune ou un groupement de communes. Ainsi, il établit les principales règles applicables à l'utilisation du sol sur un territoire déterminé.

Le projet de PLU de LACROIX-FALGARDE vise à permettre un développement harmonieux de la commune, dans un souci d'équilibre, de centralité, de respect du paysage et de l'environnement. Pour répondre aux enjeux de la commune, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), qui a été débattu au sein du conseil municipal le 9 mars 2017, définit 3 grands axes :

- Poursuivre un développement urbain progressif favorisant la mixité sociale et intergénérationnelle
- Renforcer la qualité de vie du village et conforter l'activité économique
- Préserver les espaces agricoles et protéger le patrimoine bâti et naturel

Quant au zonage d'assainissement, conformément à l'article L2224-10 du CGCT alinéa 1 et 2, il a pour objectif de délimiter :

- D'une part les zones d'assainissement collectif où il convient d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- D'autre part les zones relevant de l'assainissement non collectif où il convient d'assurer le contrôle de ces installations et, si les communes ou établissements publics le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif

ARTICLE 2 : La durée prévue de l'enquête publique est de 32 jours consécutifs du 07 mai 2019 à 9h au 07 juin 2019 à 18h.

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de cette enquête sera publié, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département. Il sera également publié sur le site Internet <http://www.lacroixfalgarde.fr/>. Quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, cet avis sera également publié par voie d'affiches (format A2 sur fond jaune) à la mairie de LACROIX-FALGARDE et en tous lieux habituels.

ARTICLE 3 : A l'issue de l'enquête publique, le Conseil municipal délibérera pour approuver l'élaboration du PLU ; il pourra, au vu des conclusions de l'enquête publique, décider s'il y a lieu d'apporter des modifications au projet de PLU en vue de cette approbation. Le Conseil de communauté du SICOVAL délibérera quant à lui pour approuver la révision du zonage d'assainissement.

ARTICLE 4 : Madame ROUSTIT Isabelle, sans profession, a été désignée en qualité de Commissaire enquêteur par M. le Président du tribunal administratif de TOULOUSE dans sa décision susvisée.

ARTICLE 5 : Les dossiers des projets de PLU et de zonage d'assainissement, et les pièces qui les accompagnent, le rapport sur les incidences environnementales (qui figure dans le rapport de présentation) et son résumé non technique, l'avis de l'autorité environnementale compétente ainsi que les avis des personnes publiques associées et consultées seront disponibles pendant toute la durée de l'enquête :

- Sur le site Internet de la mairie à l'adresse : <http://www.lacroixfalgarde.fr/elaboration-plan-local-durbanisme>
- En format papier à la mairie de LACROIX-FALGARDE aux jours et heures habituels d'ouverture :
 - o Lundi de 14h30 à 17h30
 - o Mardi de 10h à 12h puis de 14h30 à 17h30
 - o Mercredi, Jeudi et Vendredi de 9h à 12h puis de 14h30 à 17h30
 - o Samedi de 9h à 12h
- En mise à disposition gratuite sur un poste informatique à la mairie de LACROIX-FALGARDE, aux jours et heures habituels susmentionnés

ARTICLE 6 : Pendant la durée de l'enquête publique, le public pourra émettre ses observations, propositions et contre-propositions :

- Sur le registre d'enquête publique à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le Commissaire enquêteur tenu à disposition du public à la mairie de LACROIX-FALGARDE aux heures et jours habituels d'ouverture de la mairie susmentionnés dans l'article 5
- Par courrier adressé au Commissaire enquêteur à l'adresse suivante : Mairie de LACROIX-FALGARDE Avenue des Pyrénées 31120 LACROIX-FALGARDE
- Par courrier électronique à l'adresse suivante : enquetepublique@lacroixfalgarde.fr

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations, propositions et contre-propositions seront :

- Consultables sur le registre mis à disposition du public
- Accessibles sur le site suivante : <http://www.lacroixfalgarde.fr/elaboration-plan-local-durbanisme>

ARTICLE 7 : Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication des dossiers d'enquête publique dès la publication du présent arrêté et des observations, propositions et contre-propositions auprès de la mairie de LACROIX-FALGARDE pendant toute la durée de l'enquête.

ARTICLE 8 : Le Commissaire enquêteur recevra à la mairie de LACROIX-FALGARDE pour recevoir les observations écrites ou orales du public aux dates et heures suivantes :

- Le Mardi 7 mai 2019 de 14h30 à 17h30
- Le Mercredi 15 mai 2019 de 14h30 à 17h30
- Le Vendredi 24 mai 2019 de 9h à 12h
- Le Samedi 1er juin 2019 de 9h à 12h
- Le Vendredi 7 juin 2019 de 9h à 12h

ARTICLE 9 : A l'expiration du délai d'enquête prévu à l'article 2, soit le 07 juin 2019 à 18h, le registre d'enquête sera clos et signé par le Commissaire enquêteur. Aucune observation du public, par voie postale ou par courrier électronique, ne pourra être prise en compte après ces date et heure.

ARTICLE 10 : Dès réception du registre et des documents annexés, le Commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le Maire de la commune de LACROIX-FALGARDE et lui communiquera les observations écrites ou orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le Maire de LACROIX-FALGARDE disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

ARTICLE 11 : Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête prévu à l'article 2, le Commissaire enquêteur transmettra au Maire de LACROIX-FALGARDE les dossiers de l'enquête accompagnés du registre et des pièces annexées, avec son rapport unique et ses conclusions motivées dans des documents séparés au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises. Il sera simultanément transmis une copie du rapport et des conclusions motivées au Président de la Communauté d'agglomération du SICOVAL, au Président du tribunal administratif de TOULOUSE ainsi qu'au Préfet du département de la Haute-Garonne.

Le rapport, conforme aux dispositions des articles L 123-15 et R 123-19 du Code de l'environnement, relatara le déroulement de l'enquête et examinera les observations, propositions et contre-propositions recueillies. Les conclusions motivées seront consignées dans deux documents séparés précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables aux projets.

A l'issu de l'enquête, une copie du rapport et des conclusions motivées du Commissaire enquêteur sera par ailleurs tenue à la disposition du public :

- A la mairie de LACROIX-FALGARDE sur support papier aux jours et heures habituels d'ouverture
- Sur le site internet de la mairie : <http://www.lacroixfalgarde.fr/>

Cette mise à disposition durera pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique par le Commissaire enquêteur.

ARTICLE 12 : Dans un délai de deux mois après la clôture de l'enquête publique, le Maire pourra organiser une réunion publique pour répondre aux éventuelles réserves, recommandations ou conclusions défavorables du Commissaire enquêteur.

ARTICLE 13 : Toute information relatives au projet de PLU peut être demandée auprès de M. MARTY Jean-Daniel, Adjoint à l'urbanisme, aux coordonnées suivantes :

- Par courrier adressé à son attention à l'adresse suivante : Mairie de LACROIX-FALGARDE Avenue des Pyrénées 31120 LACROIX-FALGARDE.
- Par courrier électronique adressé également à son attention à l'adresse suivante : urbanisme@lacroixfalgarde.fr

Concernant le zonage d'assainissement, il est possible d'adresser vos demandes à Mme GUARRIGUES Michèle, Vice-Présidente en charge de la politique de l'Eau, aux coordonnées suivantes :

- Par courrier adressé à son attention à l'adresse suivante : 65 Rue du Chêne Vert 31670 LABEGE
- Par courrier électronique également adressé à son attention à l'adresse suivante : info@sicoval.fr

ARTICLE 14 : Une copie de présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Haute-Garonne
- Monsieur le Président du tribunal administratif de TOULOUSE
- Madame le Commissaire enquêteur
- Monsieur le Président du SICOVAL

Monsieur le Préfet, Monsieur le Maire et Madame le Commissaire enquêteur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LACROIX-FALGARDE, le 18 avril 2019

Le Maire,
Michel CHALIE



Envoyé en préfecture le 13/07/2019

Reçu en préfecture le 13/07/2019

Envoyé en préfecture le 18/04/2019

Affiché le

Reçu en préfecture le 18/04/2019

ID : 031-213102593-20190710-AN1_E1900006_31-AU

Affiché le 18/04/2019

ID : 031-213102593-20190418-AM20190418-AR

Envoyé en préfecture le 13/07/2019

Reçu en préfecture le 13/07/2019

Affiché le

SLO

ID : 031-213102593-20190710-AN2_E1900006_31-AU

Dossier n°: E19000006/31

Annexe 2

Procès-Verbal de synthèse des observations du public

Madame Isabelle Roustit
Commissaire enquêteur

Lavalette, le 15 juin 2019

Monsieur le Maire
Avenue des Pyrénées
31120 Lacroix-Falgarde

Objet : Procès-verbal de synthèse des observations du public suite à l'enquête publique unique concernant l'élaboration du plan local d'urbanisme et le zonage d'assainissement de la commune de Lacroix-Falgarde.

Monsieur le Maire,

L'enquête publique s'est déroulée du mardi 7 mai 2019 à 9h au vendredi 7 juin 2019 à 18h. Votre arrêté N°AM-20190418 du 18 avril 2019 a prescrit l'ouverture de l'enquête publique unique.

L'enquête publique s'est déroulée normalement et sans difficultés particulières.

Préalablement, par décision en date du 11 janvier 2019 le Président du Tribunal Administratif de Toulouse m'a désignée en qualité de commissaire enquêteur pour conduire l'enquête publique unique: N° E19000006/31

En vertu des dispositions du code de l'environnement (article R.123-18), le commissaire enquêteur est tenu de dresser, dans les huit jours de la clôture de l'enquête, un procès-verbal de synthèse des observations du public qu'il remet au responsable du projet.

Cette réunion se tiendra, comme convenu d'un commun accord, le mercredi 19 juin 2019.

Aussi, je vous remets le procès-verbal que j'ai établi qui comporte un résumé comptable de la participation du public, les requêtes soulevées par celui-ci et quelques interrogations personnelles.

Je vous rappelle, qu'en vertu des dispositions de l'article R.123-18, vous disposez d'un délai de 15 jours pour répondre.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie de croire, Monsieur le Maire, en ma considération distinguée.

A – Résumé comptable de la participation du public

- 47 personnes ont consulté le commissaire enquêteur lors des 5 permanences.
- 17 requérants ont formulé leurs observations par messagerie électronique
- 3 observations par courrier
- 25 requérants dont une association, ont déposé leurs observations sur les 3 registres d'enquête ouverts.
- Les observations par courriel, les documents et courriers remis au CE sont tous annexés dans les 3 registres d'enquête ouverts. Il y a 22 documents annexés dont 1 dossier.
- Notons la participation à l'enquête de membres d'une association qui ont contribué sur les différents supports et qui sont venus aux permanences à plusieurs reprises en abordant un sujet différent sur le PLU ou l'assainissement.
- Un total de participation de 92 contributions avec très fréquemment plusieurs points abordés.
- En conclusion, une assez bonne fréquentation du public.

B – Questions du public

Les observations du public peuvent être regroupées en 9 thèmes.

1 – La concertation et l'information du public

Pas de convocation officielle pour la concertation mais des réunions sans comptes rendus « officiels » Une quasi absence de communication (affichage discret et entrefilets épars dans les rares gazettes...).

Aucune considération pour la proposition faite par l'association des riverains du hameau du Cossignol sur l'aménagement de l'OAP. Il s'agissait d'améliorer la qualité de vie des habitants en se basant sur le projet municipal. Trouver un compromis acceptable pour les 2 parties. Rien ni lors de la réunion publique.

Aucune concertation sur les déplacements alors qu'il y a un engorgement routier, des pistes cyclables non connectées.... Enfin une volonté d'obstruction afin d'obtenir de la mairie ou du Sicoval certains documents publics ou des réponses officielles. C'est en passant par la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA) que certains ont pu être obtenus. Pas de réponse du Smeat aux courriers adressés

2 - La densification de la zone UCb, sa réglementation et les diverses contraintes

- Les requérants demandent à pouvoir réaliser 4 maisons sur leur parcelle située 26 chemin de la Colomière, en zone UCb, sachant qu'en 2014, ils ont obtenu un CU de 395m² de plancher pour 1500m² de terrain. Il y a tous les réseaux : assainissement collectif, gaz, électricité et enfin l'eau qui vient par l'impasse Calaria de Falgarde (et non pas par la route de Goyrans) et aussi par le château d'eau de Clermont Lefort. Sinon demande de réaliser sur

3000m², 2 tranches de travaux. Une 1^{ière} tranche de 1500m² de demande de construction et une 2^{ème} tranche de 1500m² à aménager plus tard.

- Désire savoir de combien de m² peut-on construire une maison en zone UCb quand on possède 1600m² de terrain ?

- Propriétaire de la parcelle 57 en zone UCb, route de Goyrans d'une superficie de 432m². Demande la possibilité de construire une maison de 70, 80m² en rez-de-chaussée.

- Propriétaire d'un terrain à vendre de 1628m² en zone UCb, de nombreux acquéreurs dont 3 sérieux qui se sont désistés pour cause de surface de construction insuffisante. Que faire ?

- Le CES à 5% et les problèmes d'eau potable et autres :

° Désire vendre terrain car trop grand mais impossible avec la règle de 5%.

° Interroge sur la règle des 5% en zone UCb qui limite la constructibilité de la zone. C'est une zone à faible densification du fait d'un problème d'alimentation en eau potable signalé par le Sicoval. Mais on peut s'interroger sur ce calcul du 5% d'emprise au sol. D'où sort-il ? Qu'en est-il, quelle justification ? De plus sur cette zone il n'y a pas le même réseau en eau potable. Jusqu'à la moitié de la route de Goyrans, le problème ne se pose pas. Aussi pourquoi ne pas définir 2 parties dans cette zone ?

° Pourquoi en zone UCb il n'est pas possible de densifier. Pourquoi les fameux 5% d'emprise au sol qui sont une façon détournée de rendre inconstructible les terrains. S'agissant de l'eau potable venant de Goyrans toute la zone n'est pas concernée. Il y a également des réducteurs de pression.

° Demande qu'en zone UCb, la constructibilité dépasse les 5% et que le Sicoval fasse le nécessaire afin de régler ces problèmes d'eau potable qui pénalisent tout ce secteur.

° Zone UCb des dispositions du RE contraignantes :

a/ article UC3 voiries nouvelles privées : A l'approche des moyens de défense de lutte contre l'incendie, de collecte des déchets ménagers et assimilés. Si la voirie a une pente \geq à 12%, la collecte au porte à porte ne pourra se faire. Ce qui est le cas pour la zone UCb, un espace container devra être aménagé en bordure du chemin de la Carrièrette. Qu'en est-il ?

b/ article UC4 desserte par les réseaux : alimentation en eau potable. Selon la commune c'est un point de blocage principal pour la limitation de l'emprise au sol car le Sicoval considère que la pression d'alimentation du secteur UCb est insuffisante pour assurer la distribution aux nouvelles constructions. Courrier du Sicoval du 11/03/19 qui précise que le « potentiel d'alimentation en eau potable route de Goyrans et Chemin de la Carrièrette est très limité de par les diamètres des canalisations et l'altimétrie des terrains, (qu'en est-il entre la route de Goyrans et le chemin de la Colomière ?). Les futurs projets alimentés par la canalisation dépendant du réservoir de Lacroix-Falgarde devront être situés sous la côte terrain naturel 200m. Il n'est pas possible en l'état actuel de développer l'urbanisation du secteur alimenté par le réservoir de Goyrans.... » Cette affirmation ne repose sur aucune étude sérieuse. La côte de la route de Goyrans est alimentée par le bas alors que le chemin de la Carrièrette est alimenté par le haut par la commune de Goyrans qui a renforcé il y a quelques années la pression du château d'eau en prévision des lotissements à venir. Donc pas de problème d'alimentation en eau à partir du chemin de la Carrièrette. De plus s'agissant de la côte de 200m, la réalité est tout autre puisque les projets en cours ou à venir sont à une côte altimétrique plus importante. Qu'en est-il ?

- article UC9 : l'emprise au sol ne peut excéder pour les terrains de superficie inférieure à 1500m² : 5% de la surface du lot et pour les terrains entre 1500m² et 2000m² : 7,5%. Donc pour une parcelle de 1000m² il ne serait pas possible d'envisager une construction d'emprise

au sol supérieure à 75m² (avec terrasses et allées). Autant dire que les terrains sont inconstructibles. Ces pourcentages sont inappropriés d'autant que la CA dans son avis constate que le « potentiel d'intensification semble sous-évalué ». Une emprise au sol à 25% serait satisfaisante avec une adaptation des constructions à la pente et un engagement pour un seul logement par parcelle qui permettrait de conserver des espaces verts.

° Parcelle de 1500M² en UCb donc 7% d'emprise au sol. L'acquéreur ne veut plus acheter, d'autant qu'il faut décaisser et la hauteur ne peut dépasser 6m. Il faut faire une différence s'agissant du problème d'eau potable, entre l'eau venant du château d'eau de Goyrans par le chemin de la Carrièrette sur le haut et l'eau venant par le bas route de Goyrans (ça monte). De plus le Sicoval parle subitement du diamètre des canalisations ? Il y a un poste incendie donc l'eau doit bien arriver correctement. Enfin en 2011, un CU lui a été refusé avec comme raison STEP saturée ?

° Le passage d'un COS de 25% à une emprise au sol de 7,5% sur le secteur UCb paraît difficilement soutenable d'autant que le PLU vise à densifier les secteurs déjà construits pour être en conformité avec le PADD et la loi ALUR qui préconise la densification de telles zones. Il paraît souhaitable que l'emprise au sol passe au minimum à 15% pour les parcelles de 1500 à 2000 m² du secteur UCb afin que la transition ne crée pas de disparité dans l'urbanisation de e secteur.

° Opposé au CES en fonction de la surface du terrain. En effet cette contrainte rend inconstructible des terrains qui dans les faits le sont (terrains inférieurs à 1500m², le CES est de 5%). Lors de la réunion du 28 février, le Sicoval indiquait « le Sicoval émet des doutes sur le système d'emprise au sol dépendant de la surface parcellaire et se demande si cela est bien adapté ». Aucune suite n'a été donnée à cette remarque.

Si maintient, ce coefficient doit être revu à minima pour les terrains inférieurs à 2000m². L'origine des contraintes imposées serait un problème d'alimentation en eau or ce problème d'alimentation en eau ne concerne que le haut de la route de Goyrans. Très récemment pour le bas, on a invoqué un problème de pression d'eau avec pour y répondre une nouvelle contrainte en termes d'altimétrie.

Ces problématique : alimentation, pression etc.... sont toujours évoquées sans éléments probants qui pourraient les expliquer.

Les problématiques entre le haut et le bas de la route de Goyrans ne sont pas les mêmes. Il serait souhaitable de diviser la zone en 2 secteurs distincts.

° La décision de fixer dans le PLU pour de nouvelles constructions, l'emprise au sol à 5% pour les surfaces constructibles inférieures ou égales à 1500m² en zone UCb, chemin de la Carrièrette, paraît incohérente et injustifiable au regard des préconisations du PADD. L'argument du Sicoval sur le débit de l'eau potable, ne peut être recevable. Serait-il dans l'incapacité d'assurer une infrastructure de même qualité dans tous les sites de la commune ? Qu'en est-il des discussions du Sicoval et de la mairie ? Quelles sont leurs responsabilités et leurs intentions réciproques ?

3 –Les déplacements et les questions de sécurité

- S'agissant des transports, il y a du danger et des nuisances au quotidien pour les personnes. Trop de voitures sur la RD24 et cela va augmenter avec la densification.
- Question de la sécurité pour amener les enfants à l'école. Un allègement du trafic de la RD24 est nécessaire car il y a déjà un transit important et le matin à 7h15 file de voitures.

Vitesse élevée et risque d'accident au niveau du rond-point en face de l'école. Pourquoi y concentrer les constructions ?

- Le PLU prévoit la traversée du lotissement depuis l'impasse Calaria. Cela aura comme conséquence de dévier la circulation de la RD24 et d'augmenter le risque d'accident. Le lotissement ne doit pas être traversé et un accès aux nouvelles constructions directement depuis la RD24 (via un rond-point ?) permettrait de couper le flot et la vitesse des véhicules provenant d'Aureville.

- Une unique impasse dessert le hameau du Cossignol avec une forte pente et des virages à angles droits qui limitent la visibilité. Cette route débouche sur un rond-point en pente sur la RD24. Est-il raisonnable d'ajouter encore 200 véhicules ayant pour exutoire unique le rond-point, face aux écoles/dojo/médiathèque ? Pourquoi ne pas diviser les flux de véhicules en mettant un rond-point sur Calaria ? Pourquoi ne pas diviser les flux de véhicules en ouvrant le chemin de Ladevan à la circulation ?

- Il vaudrait mieux prévoir 2 ronds-points dont un au Moulin.

- Il doit y avoir d'après le Scot une cohérence du développement urbain avec les déplacements. Dans le PLU les voies douces ne sont pas interconnectées, elles ne sont pas engageantes à un déplacement « alternatif ». 200 habitants pour 2020 et 300 de plus entre 2025 et 2030 vont faire converger les véhicules sur un unique petit rond-point, en pente et sans visibilité face à la crèche, aux écoles.

- S'agissant de la sécurité des habitants, quel serait l'impact d'une augmentation sensible de la circulation routière sur la rue Aignan Serres, rue principale du lotissement ? Les projets actuels envisagent une ouverture du quartier sur la route de Lacroix-Falgarde. Dans ce contexte, comment éviter que la rue Aignan Serres ne devienne un itinéraire bis. Au regard du danger que constitue chaque traversée sur les passages piétons de la RD24, il paraît évident qu'ouvrir la rue Aignan Serres à la circulation représenterait un risque majeur.

- Transports en commun :

- ° Il y a les transports en commun mais le TADD ne passe plus toutes les 30mn mais toutes les 40mn et il met 48mn le matin pour aller à Toulouse.

- ° Insuffisance des transports en commun. Il y a même une dégradation du niveau de service de Tisséo, ce qui va à l'encontre de la p8 du PADD. Alors qu'en sera-t-il avec une augmentation de la population ? Modification à la baisse des départs du TAD. Va-t-on vers une ligne fixe ? Et dans ce cas seul l'axe principal serait concerné. Donc l'ouverture des nouvelles zones d'urbanisation ne s'est pas faite en lien avec l'amélioration des transports collectifs. Sur les RU organisées par Tisséo ou par la mairie de Vigoulet Auzil sur l'évolution du TAD, la mairie de Lacroix Falgarde toujours absente.

- ° Il y a un engorgement routier, des pistes cyclables non connectées....mais la question c'est le TAD qui va être transformé en ligne fixe. Le tracé de cette nouvelle ligne est un enjeu majeur en termes de desserte des habitants mais aussi en termes de parcours. Le 23 mai une réunion de concertation à l'initiative du maire de Vigoulet-Auzil sur les projets de Tisséo où se sont rendus d'autres maires ou élus mais pas de Lacroix-Falgarde.

- ° Pourquoi ne pas mettre un transport qui amènerait les gens et en particulier les personnes âgées et les lycéens jusqu'à la gare SNCF de Pins Justaret.

- Pourquoi ne pas réaliser une déviation chemin de Ladevan ? Cela permettrait de désengorger la traversée de Falgarde et du Cossignol qui est dangereuse.

- Concernant les déplacements doux :

° L'OAP déplacement est un tissu de banalités, les déplacements doux sont repris 15 à 20 fois. Une piste cyclable qui partirait du Cossignol grimperait sur la colline vers l'antenne pour redescendre dans Lacroix est une utopie.

° Pour la piste cyclable prévue, personne n'ira. Pour les pistes cyclables ou piétonnes, elles doivent être connectées. Connexion de la piste cycles-piétons route d'Aureville avec celle qui sera entre Falgarde et le rond-point de l'école qui sera à sécuriser.

° Il manque des pistes cyclables. Aucun moyen pour se rendre à la gare de Pins-Justaret autrement qu'en voiture. Pourquoi ?

° Quelle est la voie douce prévue pour aller du Hameau du Cossignol jusqu'au centre commercial et aux bâtiments publics ?

° Quid de la réhabilitation du pont en fer qui permettrait un passage piétons et cycles avec Pinsaguel ?

- Les parkings :

° Les parkings du centre commercial et autour des écoles sont souvent saturés. Le mercredi les parents se garent au Cossignol. Qu'en sera-t-il avec la densification ? Nécessairement une augmentation des risques.

° Quid des parkings sécurisés ?

- Proposition pour désengorger la RD24 : Un sens unique du rond-point de l'école jusqu'à Falgarde et de Falgarde jusqu'à la RD4, en sens unique, sur le chemin de Ladevan. Garder en double sens du rond-point du centre commercial jusqu'à l'école.

- M. Eychenne, maître d'œuvre pour le lotissement Les Laques, ayant évoqué de réaliser une entrée à l'ouest du projet sur l'OAP afin de soulager le rond-point du lotissement existant, un nouveau plan est proposé avec cette entrée. Souhaitable si cela convient de le stipuler sur le PLU comme coulée verte servant également de rétention des EP par l'intermédiaire de noues et une bande végétalisée.

- Il a été envisagé un accès reliant la rue Aignan Serres au chemin de la Colomière. Cela apparaît fortement dangereux vu le trafic que cela générerait dans le quartier.

4 – les OAP des zones AU : Serres – Laques – Moulin-Calaria.

- Les infrastructures, les réseaux, les poubelles, la STEP doivent être prévus et dimensionnés avant toute construction.

- Prendre en compte les problèmes d'évacuation des eaux descendant des champs situés au-dessus.

Secteur Moulin-Calaria

- Combien de logements sont prévus en individuel sur ce secteur Moulin Calaria ? Des maisons doubles avec garage accolé ?

- Calaria le Moulin n°11. Pourquoi en 3^{ème} étape de construction alors que le terrain jouxtant est en 1^{ère} étape ?

- Dans l'OAP Moulin Calaria, lorsque l'on parle de haie vive à préserver, il faut surtout entretenir et en particulier les chênes.

- Souhaite que les constructions futures de la zone AUc, située entre la rue Aignan Serres et l'impasse Calaria soient de l'habitat individuel dans un souci de continuité et d'homogénéité du quartier et des habitations existantes.

- Favorable à de l'habitat individuel en zone AUc comme le reste du quartier.

- La densité prévue dans l'OAP est correcte, refus de l'augmenter.
- Refus d'une densification des constructions. La réalisation d'habitations sur la parcelle 11 de la zone AUc qui est un champ surélevé causerait pour les riverains un préjudice direct en raison d'une perte d'ensoleillement. Même avec le retrait du remblai, demande à ce que les maisons construites du côté des parcelles 33, 32 et 31 soient des maisons de plain-pied et que la construction en limite séparative avec ces 3 parcelles soit impossible car avec des constructions hautes de 6m ou de 3m en limite, les maisons en contrebas seront toujours à l'ombre d'où augmentation de la consommation de chauffage l'hiver (pas écologique) et vis-à-vis excessifs.
- De la RD24 jusqu'au n°11 le Moulin, il y a un chemin qui est une servitude pour les terrains de Tafani, Biau et Coste depuis 1840 (cadastre). Il est bordé de chênes.

Secteur de Serres (le hameau du Cossignol)

- Densification :
 - ° Proposition consistant à une densification équivalente sur toutes les parcelles et ne dépassant pas 14 logs/ha = 30 habitants/ha. Ce qui correspond au Scot. Donc densifier davantage le Moulin ce qui permet d'homogénéiser et répartir les nouveaux habitants et par conséquence les nuisances et les flux routiers.
 - ° Constatation d'une répartition non-homogène et inéquitable de l'habitat. Il n'y a pas une harmonisation du développement urbain par rapport à la surface constructible et le fait que le « Moulin » soit plus éloigné du centre du village (de 140m) ne justifie pas un tel écart d'autant que le « Moulin » est hors de la zone à risque de coulée de boue et mouvement de terrain. Demande 14 logements/ha correspondant à 30 habitants/ha.
 - ° Densité prévue trop importante pour la sortie sur le rond-point face à l'école. Songer aux enfants et à la perte de qualité de vie.
 - ° Pourquoi le PLU prévoit-il de densifier fortement uniquement la zone du hameau alors que d'autres zones constructibles sont préservées (Calaria, route de Goyrans) ?
 - ° En opposition avec le Scot la faible densité sur la parcelle « moulin » située hors centre bourg. Cette parcelle est située à 140m de celle de « Serres » qui accueillera le triple de densité. Donc un éloignement du centre bourg inférieur à 10% se répercute en une chute de densité de construction de 80% ?
 - ° Seulement 30 logements devraient être implantés sur la parcelle Serres et non 40. Pour atteindre les objectifs du PLH propre au Sicoval, est-il justifiable et acceptable que des zones déjà excessivement denses soient encore densifiées au-delà des prescriptions ? Et concernant Moulin Calaria comment justifier qu'un éloignement de 10% du centre se traduise par une perte de densité de 80% ?
 - ° Demande une densification moins forte que celle prévue par le projet pour ne pas créer d'embouteillage au feu de Lacroix le matin, forte affluence lors du dépôt des enfants à l'école.
 - ° Avec l'ouverture des zones AU, il y aura des travaux qui seront source de nuisances pour le voisinage. Il y a un manque de considération globale des habitants. Ensuite qu'est ce qui justifie un écart de densification entre les zones AUb et AUc alors que la distance avec le centre bourg est assez similaire (la distance entre la zone AUb et AUc est de 140m) même si l'école est plus proche ? Une telle différence de densification n'est pas légitime et au moins que l'effort de densification soit partagé entre les riverains. C'est très important cette notion d'effort partagé.

- Dans le hameau du Cossignol à la fin de l'impasse Georges Bondant, propriétaire au n°7 d'un terrain concerné par les OAP Serres Laques. Est-ce que la voie de desserte va passer derrière le terrain ou sur le terrain ? Des sangliers passent sur ce terrain, est-ce que cela va continuer ? Dangereux.

- L'impasse Julien Loupiac qui va avec l'OAP, devenir une rue et entraîner un trafic routier et du danger pour les enfants. Demande à rester en impasse.

- Opposition à l'ouverture éventuelle de l'impasse Julien Loupiac et à sa transformation en rue car il en va de la garantie d'un trafic routier modéré, sécurisé et de la tranquillité des riverains et de leurs enfants. La transformation en rue conduirait à la dévalorisation des maisons de l'impasse et à un préjudice financier.

- Les maisons du lotissement du Hameau du Cossignol sont en contrebas des terrains de l'OAP Moulin Calaria (zone AUc2). Revoir le règlement de l'article 10 afin qu'en bordure des maisons de l'impasse Julien Loupiac il y ait du plain-pied pour la lumière, le chauffage, le vis-à-vis...et ensuite favorable à la hauteur de 6m.

- Quelles seront les règles de construction et en particulier les hauteurs ?

Secteur de Laques

- M. Eychenne, maître d'œuvre pour le lotissement Les Laques qui joint un courrier avec un plan de l'aménagement de l'OAP Laques. Met une réserve : tenir compte de la loi sur l'eau.

Demande la modification de l'emprise de l'OAP afin de prendre en compte la loi sur l'eau sans pour autant remettre en question les 15 logs/ha et pour créer une zone verte et aménager des noues dans la coulée verte attenante à l'OAP.

Un piétonnier est prévu dans le périmètre du lotissement et longe la RD24 en haut du talus, ce qui limite la dangerosité.

La desserte du lotissement, sortie comme entrée, se fait toujours au même rond-point. Une proposition : il est possible de faire un élargissement sur la coulée verte pour pouvoir faire une entrée aux frais du lotisseur et la sortie serait toujours au même rond-point. Donc une entrée différente de la sortie permettrait de limiter légèrement le flux de véhicules. Car on ne peut pas faire sortir directement sur la RD24 qu'il faudrait réaménager, ce qui n'est pas possible.

Adapter en conclusion le trait au Sud du projet OAP avec la courbe de niveau pour ramener les eaux pluviales jusqu'à la coulée verte où seront les noues. Donc un fossé plus ou moins large selon l'étude de la loi sur l'eau et en dessous de ce fossé la coulée verte pour faire la liaison entre l'urbain et l'agricole, non constructible. Demande que cela soit stipulé expressément dans le règlement du PLU. Il s'agit de participer à la protection des coteaux. Dans le plan joint, il est proposé un autre chemin piétonnier, liaison douce avec le centre du village avec un parcours santé et une aire de pique-nique. Les pentes seront au-dessous de 15%.

- Nouveau plan de M. Eychenne,, intégrant dans l'aménagement de l'OAP Laques une nouvelle entrée. Modification également du tracé du piétonnier ? A valider dans le PLU.

5 – L'OAP de la zone UA Castelvieu

- Favorable à la voie structurante à sens unique car l'important c'est d'éviter un surplus de circulation qui nuirait à la qualité des riverains et augmenterait la pollution. Donc

une voie qui dessert uniquement les riverains et ne soit pas une voie de délestage de la circulation de la RD4. De plus peut-être procéder à des aménagements : borne, rond-point fermé, dos d'âne etc. toujours dans un souci de sécurité et de qualité de vie. Mais quelle va être exactement le sens de circulation ?

- Favorable également à la flèche orange à savoir le principe d'un accès individuel pour riverain à préserver. En effet c'est nécessaire car sinon les Fourcassier seraient enclavés n'ayant aucun accès à la RD4. Mais pourquoi ne pas faire en sorte que cet accès profite aux autres riverains Mourrut et Bergamelli. Est-ce que les 2 riverains attenants pourraient profiter de ce passage ?

- Dans la mesure où un accès est prévu pour désenclaver le 35 avenue des Pyrénées (M. et Mme Fourcassier), pourquoi ne pas desservir avec cet accès le 37 (Bergamelli) et le 39 (Mourrut) et leur éviter de devoir sortir sur l'avenue des Pyrénées (la RD4) compte-tenu de l'accroissement de la circulation. Précision un portail permet un accès en fond de parcelle du n°39, utilisé lors de travaux de réhabilitation.

- Le piétonnier est intéressant pour accéder au centre commercial.

- Y aura-t-il des places de stationnement sur cet axe principal ? De plus du côté de la rue de Montségur la voie est positionnée sur un lieu de stationnement. Qu'en est-il ?

- Est-ce que le chemin de Castelvieu sera en sens unique ? Et si non le rendre en sens unique de façon à limiter la circulation et l'impact de l'OAP Castelvieu.

- Il est prévu dans l'OAP Castelvieu une bande non constructible de 5m par rapport aux limites à préserver. OK mais prévoir une végétation avec des arbres assez hauts afin de protéger les vis-à-vis et les maisons avec piscine. Qu'en est-il ?

- Sur l'OAP, mettre la voie multimodale traversante en impasse. Préserver le parking existant rue de Montségur et sur l'impasse ainsi créée, laisser un emplacement de stationnement temporaire pour permettre aux véhicules de se croiser dans l'impasse. Créer une voie unique à sens double avec zones de dégagement avec des panneaux comme à Pinsaguel.

- Qu'entend-t-on par sécurisation du carrefour de Castelvieu ? Ne pas mettre des bandes ralentissantes qui font beaucoup de bruit surtout la nuit. Il vaut mieux un dos d'âne avant le carrefour, ce qui permet de mieux voir la priorité à droite existante.

- OAP Castelvieu : la parcelle 94 est partie intégrante de l'OAP. Les requérants ont fait savoir en 2017, dans le cadre de la procédure de concertation, qu'ils ne souhaitaient pas céder une superficie aussi importante dans la profondeur de la parcelle. Ce qui est toujours le cas. Il n'y a pas en l'état un accord sur le périmètre de l'étude. Demande de réduire le périmètre de l'OAP en supprimant le haut de la parcelle 94 accolée à la parcelle 93 (ramener le périmètre de l'OAP au niveau des liaisons douces à créer).

Ils sont prêts à céder uniquement 390m² sur la parcelle 94. Les 3 points qu'ils souhaitent sur l'OAP : a/ le désenclavement de l'unité foncière par la parcelle 94 car aucune sortie possible sur l'avenue des Pyrénées, b/ implantation du bâti en limite séparative à 3m minimum, c/ le périmètre de l'OAP doit tenir compte de la superficie qui est à céder soit 390m² et informer l'opérateur.

- Contacté pour donner un avis sur la réalisation d'un projet OAP au Castelvieu, le requérant souhaite réaliser sur la parcelle 195 une construction individuelle. Mais une partie de cette parcelle est prise dans l'OAP et elle est supérieure au souhait exprimé lors de différentes consultations. Demande de réduire la partie prise dans l'OAP.

Le 17 mai 2016, lors d'une 1^{ère} réunion, les limites de l'OAP Castelvieu avaient été définies. Le requérant proposait de céder sur la parcelle 195, 600m². Dans le projet OAP, la superficie est

de 800m², ce qui compromet le souhait initial. Demande le retour à la proposition du 17 mai 2016 et donc la réduction du projet.

- Le PLU prévoit une OAP sur le secteur Castelvial dit UAa. D'autres OAP, en face de l'école, portent les lettres AU. Cela semble être les mêmes opérations mais avec des noms différents. Comment cela se fait-il ? Est-ce normal ? Est-ce que le secteur Castelvial sera immédiatement constructible contrairement aux autres zones ?

6 – L'assainissement et le réseau pluvial

- Sur la parcelle 57 en zone UCb, il y a tous les réseaux et même le raccordement au tout à l'égout. Demande de modifier dans le dossier PLU dans les annexes sanitaires le plan de zonage d'assainissement collectif, afin d'intégrer dans les réseaux les parcelles 57, 55, 88 qui sont raccordées. Idem pour les documents graphiques du dossier assainissement.

- Pluvial : Les eaux de pluie du chemin de Castelvial inonde le fond du jardin de Mme Defrain : à quel moment la voirie sera-t-elle refaite et surtout car cela commence à dater, gérer l'écoulement des eaux de pluie de la voirie ?

- La station d'épuration :

° Quid de l'impact de l'arrivée de centaines de familles sur la capacité de traitement de la station d'épuration du Castelvial ? En 2005 le Sicoval avait informé les habitants que cette station était en limite de capacité. Comment seront traités les rejets associés aux nouvelles constructions ?

° Pourquoi ne dit-on pas explicitement que le transfert des effluents de la station d'épuration de Lacroix-Falgarde ira vers la STEP de Pins Justaret ? Lors de la réunion publique du 14/03/2019 ce projet a été retenu par l'Agence de l'eau Adour Garonne, les services de la préfecture, le SIVOM SAGE et le Sicoval.

° Vétusté de la station d'épuration qui arrive à saturation. Un mauvais fonctionnement de la station depuis la fermeture des bassins de décantation.

° Le dossier zonage d'assainissement est assez vide. Sur la station d'épuration et sa capacité à recevoir les projets d'urbanisation prévus à court terme par le PLU, on peut avoir des doutes car cette station prend aussi les effluents d'Aureville qui bâtit de très nombreux logements (environ une centaine). Au départ il y avait des roseaux et cela n'a pas fonctionné, après des disques bios qui ont été démontés donc aujourd'hui l'assainissement n'est sûrement pas correct et serait d'ailleurs reporté sur Pins Justaret. Visiblement le plan d'assainissement n'est pas consolidé et malgré tout l'urbanisation est en cours.

° Quel avenir pour la Station d'épuration défectueuse ?

° Comment va-t-on faire pour les effluents de la STEP ? Pourquoi ne pas se diriger vers Portet et ensuite vers Cugnaux par un tubage à partir de Lacroix-Falgarde ? (Il existe bien un tubage d'Aureville jusqu'à Lacroix-Falgarde).

° La dispense d'évaluation environnementale de la MRAe ; ce rapport qui fait état d'avis plus administratifs que techniques ne paraît pas cohérent au vu des constats de dysfonctionnement de la STEP actuelle (odeurs, bassins vides, bruits de machine aberrants...).

° Est-il raisonnable d'urbaniser massivement avant que la solution de traitement alternative à la STEP soit effective ? (Selon la SATESE le fonctionnement de la STEP est insuffisant).

° Quid de la préconisation du Scot qui demande à ce que l'assainissement soit assuré au préalable de l'urbanisation ? Après renseignement auprès de la SATESE il apparaît que la station ne peut absorber plus d'habitants et que déjà ses effluents polluent l'Ariège en zone Natura 2000 en amont du captage Grand Toulouse (la SATESE fait état de l'absence des 2/3 des boues attendues alors même que les matières en suspension dépassent toutes les normes...).

7 – L'environnement et les risques

- TVB :

° Une trame verte et bleue est placée par le Scot au niveau du hameau du Cossignol, passage fréquent de la faune sur tout le périmètre du hameau. Qu'en est-il ?

° Il y a une trame verte et bleue qui passe sur le hameau du Cossignol actuel ? C'est là où sont placées les intentions d'urbanisation en zone PPRN qui vont interrompre le passage faunistique intense qui permet aux animaux de passer de Goyrans à la réserve naturelle 2000 et de rejoindre le bois classé. Qu'en est-il des continuités écologiques et des espaces naturels à reconquérir ?

° Que deviendra la coulée verte en bordure du lotissement du Cossignol ?

- Coulées de boue au Cossignol :

° De plus PPRN avec coulées de boue, effondrements de talus et voir la liste des accidents et catastrophes naturelles inventoriés sur la commune. Il y a un réel danger.

° Le Cossignol est concerné par les coulées et encore dans la semaine du 13 mai il y a eu d'énormes coulées de boue ; voir la dépêche du lundi 13 mai 2019. Comment peut-on autant densifier ?

° Il est prévu dans le PADD une future urbanisation 2025-2030 sur une parcelle dont la pente moyenne est de 20% (classée forte pente) et en zone PPRN glissement de terrain et coulées de boue. Ces aléas sont une réalité et récurrents (6 coulées sur l'année) et la dernière le 10 mai qui a fait l'objet de vidéos et de constats d'huissier ainsi qu'un article de la Dépêche. Qu'en est-il de cette localisation sachant que le Scot préconise de préserver les biens et les personnes et de maîtriser les écoulements avant toute urbanisation et qu'il recommande de classer en réserve les terrains à pente \geq à 15% pour éviter les aléas .

° Demande que des solutions efficaces soient envisagées (bassins de rétention, buses suffisamment dimensionnées, fossé d'évacuation plus importants...) pour palier à ce problème des boues, récurrent en cas de champs fraîchement labouré.

° Secteur Cossignol. PPRN « coulées de boue et glissement de terrain ». Les aléas y sont fréquents.... Est-il raisonnable d'imperméabiliser d'avantage cette zone pentue ? Pourquoi ne pas classer en réserve la zone arrière très pentue qui sert de passage à la faune ?

- Remblai du Cossignol :

° Sur le terrain de Mme Tafani, parcelle 11, au Moulin Calaria sur lequel est placé une OAP, il y a de la terre de remblai, issue d'une station-service donc polluée et qui n'est pas stabilisée car c'est de la terre rapportée et cela dévie les eaux de pluie et les concentre sur les maisons de l'impasse Julien Loupiac. Qu'en est-il ?

° Demande l'évacuation du remblai du terrain voisin, appartenant à Mme Tafani, en vue de préserver les vis-à-vis lors des constructions à venir, et de rétablir l'écoulement naturel de l'eau. (Remblai de 3m de haut).

° Pour la construction du centre commercial, 50 camions sont venus déposer sur le terrain de Mme Tafani de la terre de remblai. Cet apport a modifié l'hydrologie du terrain qui a entraîné les coulées de boue car l'eau s'écoulait avant librement sur le champ sans s'amasser dans le fossé du fond. Mener une étude pour éviter ces coulées de boue régulières et dévastatrices et construire des infrastructures adéquates.

° Demande le retrait de la terre de remblai (parcelle Calaria 11) de la zone AUc. Terre rapportée (haute de plusieurs mètres) et non stabilisée qui élève artificiellement et anormalement le niveau naturel du terrain ce qui dévie et concentre les eaux de pluie vers tous les terrains situés en contrebas d'où les coulées de boue du 28 mai 2016. La terre est issue d'une ancienne station-service suite à la construction de logements collectifs avenue des Pyrénées : c'est une terre polluée qui comporte des risques pour les habitants.

- Les eaux de pluie du chemin du Castelvial sont à gérer.
- La mairie n'entretient que très peu la voirie du lotissement. Comment imaginer densifier une aire qui n'est pas entretenue ? Avec les coulées de boue lorsqu'il pleut, les caniveaux et les bouches d'égout sont bouchés.
- STEP défectueuse et saturée.
- Y-a-t-il eu des changements dans la délimitation des zones inondables le long du chemin de l'Aliette ? En particulier sur la parcelle 28 où se trouve notre habitation.

8 – Les demandes de classement en zone constructible et réglementation

Constructibilité :

- Les requérants demandent la constructibilité et donc le changement de zonage des parcelles 5 et 7 situées en zone A au Barthas. Il y a à proximité tous les réseaux et c'est en bordure du bâti existant. Ils ont laissé le droit de passage sur leurs terres pour la maison de l'agriculteur située plus haut. Sur ces parcelles il y a un projet d'architecte (dossier déposé).
- Propriétaire des parcelles 29 et 30 sur le hameau le Coq dont il demande la constructibilité. Autrefois c'était constructible. Il s'agit de dents creuses entourées de maisons avec la desserte et tous les réseaux (assainissement individuel). Pourquoi ne pas déplacer les pixels du Cossignol, trop dense, vers le Coq qui refermerait une dent creuse ?
- Propriétaire de la parcelle 24 d'une superficie d'1ha, en zone A au lieu-dit « le Coq ». Demande la constructibilité pour les enfants d'une partie de cette parcelle qui constitue une dent creuse. Présence des réseaux. Il pourrait être transféré des pixels du Cossignol vers le Coq.
- Propriétaire d'une maison remarquable avec un pigeonnier sur la parcelle 24 qui sur 2 côtés est entourée d'espaces agricoles. Demande que, sur la parcelle 52, au bas de la 24, le trait de limite de zone soit légèrement reporté afin de pouvoir vendre ce terrain constructible (1500m² environ), comme cela apparaissait d'ailleurs dans le POS. Voir le plan joint.
- Demande la constructibilité de la parcelle 14 située à la Colomière, chemin de Capus. Sur les 1ha, demande 200m². Il y a tous les réseaux et l'assainissement collectif.
- Possède 400m² de terrain qui dans le POS disposait de 60% d'emprise au sol, avec le PLU c'est 10% comme la totalité de la route de la Gleyzette qui n'est pas étroite (4m) et qui possède tous les réseaux. Pourquoi ?

- Demande le changement de destination des bâtiments existants, à savoir transformer d'anciens bâtiments agricoles en habitations. Parcelles A28, A212, A29 et A27 et A211.

Réglementation :

- Le requérant possède une maison de 1940 à côté de laquelle se dresse un mur de 8m de haut et au-dessus de celui-ci une terrasse qui est accolée également à un mur. Il voudrait réaliser une véranda sur cette terrasse. Dans l'avenue des Pyrénées, beaucoup de maisons se sont construites ou agrandies.

Dans quelle zone se situe son bien dans le PLU ? Et en fonction de la réglementation applicable peut-il faire une véranda de 20m² maximum sur la terrasse existante et modifier les volets de son garage ?

- Demande que dans la zone UCa à la Gleyzette du n°79 au n°81 l'emprise au sol passe de 10% à 20% pour les terrains inférieurs à 2000m².

- Dans le règlement écrit à l'article UA 9 il est noté pour l'emprise au sol non réglementée. Qu'en est-il ?

- Sur la parcelle 84 en zone UA de Castelveil, si l'on veut faire une extension et que le bâtiment principal est en R+2 peut-on continuer sur du R+2 ?

- Quels sont les implantations du bâti par rapport aux limites séparatives en zone UAa ?

Déplacement de pixel :

- Proposition de déplacement du 2^{ème} pixel lors de la 2^{ème} phase du PADD en le morcelant et le répartissant sur les dents creuses de la zone « du Coq », sur une dent creuse parcelle 1 à la sortie du bourg et enfin sur la parcelle 62+une partie de la 17, route de la Gleyzette.

- Pourquoi des constructions sur le versant sud du Cossignol ne sont pas plutôt envisagées ? (Les champs derrière l'école n'ont pas les problèmes de coulées de boue et il y a moins de constructions).

- Pourquoi ne pas déplacer les pixels du Cossignol, trop dense, vers le Coq qui refermerait une dent creuse ?

9 – Autres questions sur le dossier

- En zone UB, impasse Calaria, un géomètre prend des mesures pour lotir et réaliser 7 maisons. Requérante opposée à ce projet pour 3 raisons : 1/ Un passage trop important de véhicules, en effet la voie d'accès à l'impasse Calaria est étroite même s'il est prévu de l'élargir lors de la réalisation de l'OAP de la zone AUc. Des maisons oui mais pas 7. 2/ Une perte de la qualité de vie : pas de trottoir, pas de clôture, c'est la campagne avec des sangliers et des chevreuils qui passent. 3/ Une dévalorisation du bien. Opposée à la construction de ce lotissement de 7 lots sur les 2 parcelles ceinturant la propriété.

- Proposition d'une résidence sénior (mixité intergénérationnelle) sur la partie centrale du hameau du Cossignol plutôt que de façon enclavée dans le bourg historique.

- Actuellement problème pour la 4G au-delà de la colline (Bouygues), derrière le centre commercial la 4G fonctionne (Orange). Problème aussi du câble électrique pour l'ADSL avec un débit très faible, ce qui est préjudiciable pour les salariés du télétravail qui n'arrivent pas à se connecter. Cela va être pire quand de nouveaux foyers vont se connecter sur le même réseau. Qu'en est-il ?

- Le débit internet est consternant.
- Le document dispense d'évaluation environnementale de la MRAe est arrivé tardivement sur le site en ligne de la mairie (samedi 1^{ier} juin), interrogation sur le fait que cet avis arrive à mi- enquête publique ?
- Sur l'aménagement des infrastructures et principalement celui des différents lieux d'accueil et d'éducation des enfants. Qu'est-il prévu ?
- Pourquoi l'espace de jeux pour les enfants est-il vétuste ? L'école n'est plus aux normes et la cour de récréation n'est pas adaptée.
- Un espace de vie autre que le parking saturé de Verte Campagne pourrait être aménagé afin de créer un vrai lieu de rencontre entre les habitants ? (ex : marché ouvert sous la halle du Ramier ou derrière Verte Campagne ?).

C – Questions et remarques du commissaire enquêteur

- Quel est la réponse de la commune à l'avis du SMEAT ?
- Quelle est la superficie de la zone UCb, route de Goyrans ?
- Dans l'OAP déplacements, quel est la différence entre les espaces publics à requalifier et la RD24 à traiter ?
- Est-il possible que la façon de travailler le champ qui surplombe le hameau du Cossignol participe aux coulées de boue ?
- Entre la zone UB de Castelveil haut et la zone A du château, sur cette limite des 2 zones du RG, il m'a été rapporté qu'il y avait un fossé départemental qui a été bouché. Il servait à évacuer les eaux de la route et protégeait cette zone. Qu'en est-il ? D'autant que le PPRN fait état à cet endroit et pour partie d'un aléa fort, que ce soit pour la zone UB que la zone A.
- Le lotissement du Castelveil peut-il être inondable ?
- Dans le rapport de présentation p 232, le sous-total du milieu physique n'est-il pas 5 ? Et p 154 remplacer Donneville par Lacroix-Falgarde.
- Dans le rapport de présentation, veiller à corriger les erreurs dans les écritures entre Cossignol et Cassignol.
- Dans le bilan de la concertation, « 2^{ème} RU publique le 5 juillet 2018 », et dans l'extrait du registre des délibérations du 28 novembre 2018 qui arrête le PLU, « vu la 2^{ème} RU publique le 1^{ier} juillet 2018 ». Est-ce le 1 ou le 5/07 ?



Envoyé en préfecture le 13/07/2019

Reçu en préfecture le 13/07/2019

Affiché le

SLO

ID : 031-213102593-20190710-AN3_E1900006_31-AU

Dossier n°: E19000006/31

Annexe 3

Réponse au procès-verbal des observations du public

Envoyé en préfecture le 13/07/2019

Reçu en préfecture le 13/07/2019

Affiché le

SLO

ID : 031-213102593-20190710-AN3_E1900006_31-AU



Réponses au procès-verbal du Commissaire enquêteur

Madame la Commissaire-Enquêteur,

Nous faisons suite à la remise de votre procès-verbal de synthèse des observations du public suite à l'enquête publique unique concernant l'élaboration du plan local d'urbanisme et le zonage d'assainissement de la commune de Lacroix-Falgarde. Ainsi, je vous prie de trouver ci-dessous nos éléments de réponse et propositions de modifications à éventuellement apporter à notre projet de PLU. J'attire votre attention sur le fait que certains points de relevant pas de l'élaboration de notre PLU, nous n'y avons pas donné suite. Il s'agit :

- Des points ne relevant pas du PLU (exemple : questions relatives au réseau 4G)
- Des problématiques techniques (exemple : aménagements routiers type mise en place de dos d'âne) qui seront étudiées ultérieurement, durant les expertises liées à la conception des projets

Dans l'attente de la réception de votre rapport et de vos conclusions, nous restons à votre disposition et vous prie de croire, Madame la Commissaire, en ma considération distinguée.

1 – La concertation et l'information du public

Pas de convocation officielle pour la concertation mais des réunions sans comptes rendus « officiels » Une quasi absence de communication (affichage discret et entrefilets épars dans les rares gazettes...). Aucune considération pour la proposition faite par l'association des riverains du hameau du Cossignol sur l'aménagement de l'OAP. Il s'agissait d'améliorer la qualité de vie des habitants en se basant sur le projet municipal. Trouver un compromis acceptable pour les 2 parties. Rien ni lors de la réunion publique. Aucune concertation sur les déplacements alors qu'il y a un engorgement routier, des pistes cyclables non connectées.... Enfin une volonté d'obstruction afin d'obtenir de la mairie ou du Sicoval certains documents publics ou des réponses officielles. C'est en passant par la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA) que certains ont pu être obtenus. Pas de réponse du Smeat aux courriers adressés.

Réponse :

La concertation et l'information du public ont été réalisées conformément aux modalités prévues dans la délibération lançant l'élaboration du PLU à savoir :

- Information documentaire évolutive consultable en mairie tout au long de la procédure,
- Information dans le bulletin municipal,
- Information par voie de presse ou d'affichage ou tout autre moyen d'information que Monsieur le Maire jugera utile,

- Mise à disposition du public d'un registre à feuillet non mobile pour consigner les observations tout au long de la procédure,
- Organisation d'au moins une réunion publique,
- La municipalité se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation qu'elle jugera nécessaire.

Le bilan de la concertation, présenté lors du conseil municipal qui a arrêté le PLU, détaille l'ensemble des moyens de concertation mis en place et montre que les modalités de concertation prévues dans la délibération lançant l'élaboration du PLU ont été respectées. Ce bilan montre notamment que les deux réunions publiques ont bien fait l'objet d'une convocation. La seconde a même fait l'objet d'un compte rendu mis en ligne, reprenant les questions de la population et les réponses apportées.

Cette concertation effectuée avant arrêt du PLU a justement permis de mettre en lumière certaines difficultés techniques (ex : répartitions logements individuels/ groupés dans les OAP, voies de circulations, liaisons douces, etc). Aux fur et à mesure des discussions effectuées avec la population et notamment avec l'association des riverains du Hameau du Cossignol, le dessin des OAP et leur retranscription dans le règlement a par exemple été affiné. Le thème des déplacements a plus particulièrement fait l'objet d'une réflexion approfondie comme le montre la mise en place d'une OAP thématique à ce sujet.

L'affichage a également été respecté, notamment en amont de l'enquête publique. En plus de l'affichage en mairie, neuf affiches au format réglementaire (de couleur jaune format A2) ont été réparties sur l'ensemble de la commune à partir du 19 avril 2019 et consultables jusqu'à la fin de l'enquête :

- ▶ Panneau d'affichage de la mairie, Place du Foyer Rural.
- ▶ Placette Route de FALGARDE.
- ▶ Panneau d'affichage de l'école, Chemin des PITCHOUNS.
- ▶ Les locaux de la Poste, au Centre Commercial de VERTE CAMPAGNE.
- ▶ Panneaux d'affichage, Centre Commercial de VERTE CAMPAGNE.
- ▶ Panneau d'affichage du Lotissement de BEAURIVAGE.
- ▶ Panneau d'affichage du Hameau du COSSIGNOL.
- ▶ Panneau d'affichage du Lotissement de LABASTIDE.
- ▶ Route de LA COTE DE GOYRANS.
- ▶ Chapelle et cimetière de la GLEYZETTE

2 - La densification de la zone UCb, sa réglementation et les diverses contraintes

Les requérants demandent à pouvoir réaliser 4 maisons sur leur parcelle située 26 chemin de la Colomière, en zone UCb, sachant qu'en 2014, ils ont obtenu un CU de 395m² de plancher pour 1500m² de terrain. Il y a tous les réseaux : assainissement collectif, gaz, électricité et enfin l'eau qui vient par l'impasse Calaria de Falgarde (et non pas par la route de Goyrans) et aussi par le château d'eau de Clermont Lefort. Sinon demande de réaliser sur 3000m², 2 tranches de travaux. Une 1^{ère} tranche de 1500m² de demande de construction et une 2^{ème} tranche de 1500m² à aménager plus tard.

- Désire savoir de combien de m² peut-on construire une maison en zone UCb quand on possède 1600m² de terrain ?
- Propriétaire de la parcelle 57 en zone UCb, route de Goyrans d'une superficie de 432m². Demande la possibilité de construire une maison de 70, 80m² en rez-de-chaussée.
- Propriétaire d'un terrain à vendre de 1628m² en zone UCb, de nombreux acquéreurs dont 3 sérieux qui se sont désistés pour cause de surface de construction insuffisante. Que faire ?
- Le CES à 5% et les problèmes d'eau potable et autres :

- ° Désire vendre terrain car trop grand mais impossible avec la règle de 5%.
- ° Interroge sur la règle des 5% en zone UCb qui limite la constructibilité de la zone. C'est une zone à faible densification du fait d'un problème d'alimentation en eau potable signalé par le Sicoval. Mais on peut s'interroger sur ce calcul du 5% d'emprise au sol. D'où sort-il ? Qu'en est-il, quelle justification ? De plus sur cette zone il n'y a pas le même réseau en eau potable. Jusqu'à la moitié de la route de Goyrans, le problème ne se pose pas. Aussi pourquoi ne pas définir 2 parties dans cette zone ?
- ° Pourquoi en zone UCb il n'est pas possible de densifier. Pourquoi les fameux 5% d'emprise au sol qui sont une façon détournée de rendre inconstructible les terrains. S'agissant de l'eau potable venant de Goyrans toute la zone n'est pas concernée. Il y a également des réducteurs de pression.
- ° Demande qu'en zone UCb, la constructibilité dépasse les 5% et que le Sicoval fasse le nécessaire afin de régler ces problèmes d'eau potable qui pénalisent tout ce secteur.
- ° Zone UCb des dispositions du RE contraignantes :
 - a/ article UC3 voiries nouvelles privées : A l'approche des moyens de défense de lutte contre l'incendie, de collecte des déchets ménagers et assimilés. Si la voirie a une pente \geq à 12%, la collecte au porte à porte ne pourra se faire. Ce qui est le cas pour la zone UCb, un espace container devra être aménagé en bordure du chemin de la Carrièrette. Qu'en est-il ?
 - b/ article UC4 desserte par les réseaux : alimentation en eau potable. Selon la commune c'est un point de blocage principal pour la limitation de l'emprise au sol car le Sicoval considère que la pression d'alimentation du secteur UCb est insuffisante pour assurer la distribution aux nouvelles constructions. Courrier du Sicoval du 11/03/19 qui précise que le « potentiel d'alimentation en eau potable route de Goyrans et Chemin de la Carrièrette est très limité de par les diamètres des canalisations et l'altimétrie des terrains, (qu'en est-il entre la route de Goyrans et le chemin de la Colomière ?). Les futurs projets alimentés par la canalisation dépendant du réservoir de Lacroix-Falgarde devront être situés sous la côte terrain naturel 200m. Il n'est pas possible en l'état actuel de développer l'urbanisation du secteur alimenté par le réservoir de Goyrans.... » Cette affirmation ne repose sur aucune étude sérieuse. La côte de la route de Goyrans est alimentée par le bas alors que le chemin de la Carrièrette est alimenté par le haut par la commune de Goyrans qui a renforcé il y a quelques années la pression du château d'eau en prévision des lotissements à venir. Donc pas de problème d'alimentation en eau à partir du chemin de la Carrièrette. De plus s'agissant de la côte de 200m, la réalité est tout autre puisque les projets en cours ou à venir sont à une côte altimétrique plus importante. Qu'en est-il ?
 - article UC9 : l'emprise au sol ne peut excéder pour les terrains de superficie inférieure à 1500m² : 5% de la surface du lot et pour les terrains entre 1500m² et 2000m² : 7,5%. Donc pour une parcelle de 1000m² il ne serait pas possible d'envisager une construction d'emprise au sol supérieure à 75m² (avec terrasses et allées). Autant dire que les terrains sont inconstructibles. Ces pourcentages sont inappropriés d'autant que la CA dans son avis constate que le « potentiel d'intensification semble sous-évalué ». Une emprise au sol à 25% serait satisfaisante avec une adaptation des constructions à la pente et un engagement pour un seul logement par parcelle qui permettrait de conserver des espaces verts.
 - ° Parcelle de 1500M² en UCb donc 7% d'emprise au sol. L'acquéreur ne veut plus acheter, d'autant qu'il faut décaisser et la hauteur ne peut dépasser 6m. Il faut faire une différence s'agissant du problème d'eau potable, entre l'eau venant du château d'eau de Goyrans par le chemin de la Carrièrette sur le haut et l'eau venant par le bas route de Goyrans (ça monte). De plus le Sicoval parle subitement du diamètre des canalisations ? Il y a un poste incendie donc l'eau doit bien arriver correctement. Enfin en 2011, un CU lui a été refusé avec comme raison STEP saturée ?
 - ° Le passage d'un COS de 25% à une emprise au sol de 7,5% sur le secteur UCb paraît difficilement soutenable d'autant que le PLU vise à densifier les secteurs déjà construits pour être en conformité avec le PADD et la loi ALUR qui préconise la densification de telles zones. Il paraît souhaitable que l'emprise au sol passe au minimum à 15% pour les parcelles de 1500 à 2000 m² du secteur UCb afin que la transition ne crée pas de disparité dans l'urbanisation de ce secteur.
 - ° Opposé au CES en fonction de la surface du terrain. En effet cette contrainte rend inconstructible des terrains qui dans les faits le sont (terrains inférieurs à 1500m², le CES est de 5%). Lors de la réunion du 28

février, le Sicoval indiquait « le Sicoval émet des doutes sur le système d'emprise au sol dépendant de la surface parcellaire et se demande si cela est bien adapté ». Aucune suite n'a été donnée à cette remarque. Si maintient, ce coefficient doit être revu à minima pour les terrains inférieurs à 2000m².

L'origine des contraintes imposées serait un problème d'alimentation en eau or ce problème d'alimentation en eau ne concerne que le haut de la route de Goyrans. Très récemment pour le bas, on a invoqué un problème de pression d'eau avec pour y répondre une nouvelle contrainte en termes d'altimétrie.

Ces problématique : alimentation, pression etc.... sont toujours évoquées sans éléments probants qui pourraient les expliquer.

Les problématiques entre le haut et le bas de la route de Goyrans ne sont pas les mêmes. Il serait souhaitable de diviser la zone en 2 secteurs distincts.

° La décision de fixer dans le PLU pour de nouvelles constructions, l'emprise au sol à 5% pour les surfaces constructibles inférieures ou égales à 1500m² en zone UCb, chemin de la Carrièrette, paraît incohérente et injustifiable au regard des préconisations du PADD. L'argument du Sicoval sur le débit de l'eau potable, ne peut être recevable. Serait-il dans l'incapacité d'assurer une infrastructure de même qualité dans tous les sites de la commune ? Qu'en est-il des discussions du Sicoval et de la mairie ? Quelles sont leurs responsabilités et leurs intentions réciproques ?

Réponse :

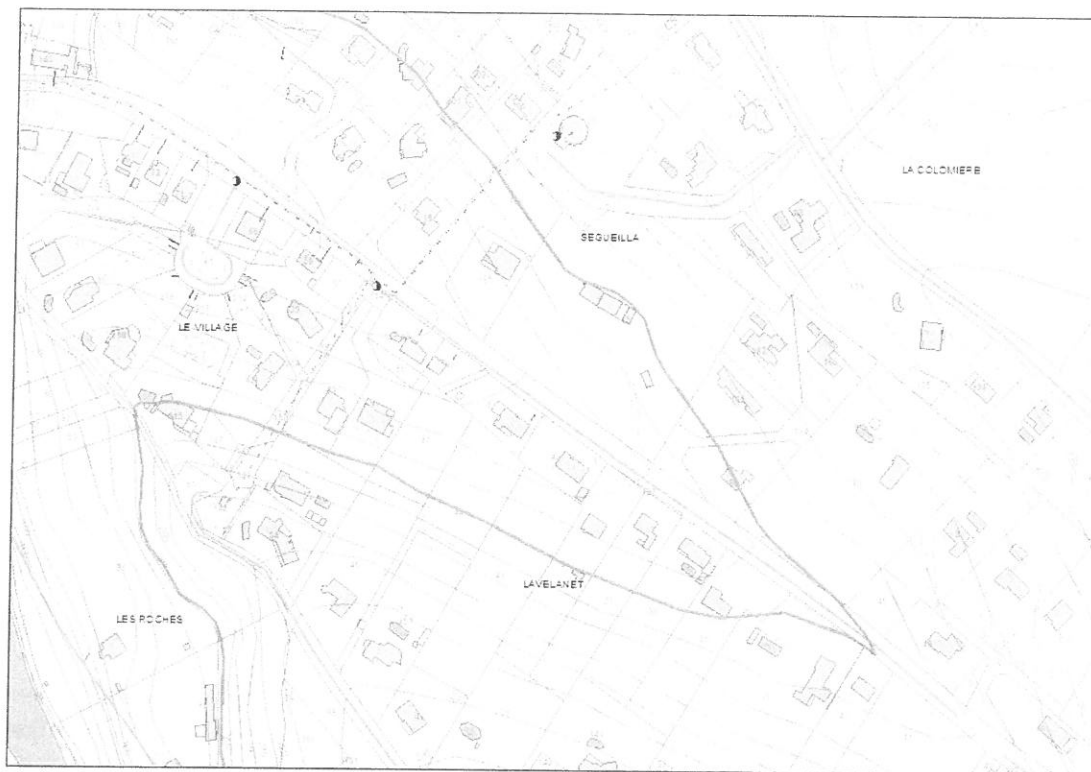
La volonté communale de mettre en œuvre une densification douce dans le secteur de la route de Goyrans est apparue dans la phase d'élaboration du PADD. En effet, cette stratégie de densification modérée est issue d'une réflexion aboutie relative à la configuration des terrains en forte pente, l'éloignement du cœur de village, la préservation de cœurs d'îlot verts en lien avec la proximité de la continuité écologique de l'Ariège. Le secteur de la Route de Goyrans n'apparaissait ainsi pas comme un secteur de densification prioritaire. En cohérence avec cette stratégie, le PADD précise : « *La commune souhaite recentrer son développement autour du cœur de ville et favoriser la densification du bâti existant. Cette densification sera ainsi privilégiée sur le secteur de Castelvieu, de par la proximité du centre du village et du fait de ses disponibilités foncières. (...) La densification dans les quartiers périphériques au centre villageois s'opérera de manière plus douce, adaptée à la localisation et aux caractéristiques des terrains (desserte par les réseaux, accessibilité, structure parcellaire, sensibilités environnementale et paysagère...).* »

Cette volonté politique a été par la suite confortée par des problèmes de saturation du réseau d'eau potable, induisant de limiter le potentiel de constructibilité. En effet, comme indiqué dans l'avis du Service Eau et Assainissement du Sicoval, les capacités du réseau en eau potable sur le secteur Route de Goyrans sont très limitées :

- Secteur 1 : Canalisation située Route de Goyrans (partie vers le village) dépendant du réservoir de Lacroix Falgarde :

Les futurs projets dont le terrain est situé au-dessus de la cote de terrain naturel 200 m ne peuvent pas se raccorder sur le réseau de la Route de Goyrans. En effet, du fait de l'altimétrie du réservoir, la pression pour alimenter en eau potable les habitations par le réseau présent Route de Goyrans ne serait pas suffisante. Une pression de service minimale doit être délivrée au robinet de l'abonné et le service Eau et Assainissement ne pourra pas émettre un avis favorable pour des demandes de permis de construire au-delà de la cote NGF de 200 m avec raccordement sur cette canalisation.

Altimétrie sur le secteur Route de Goyrans



NB : La courbe de niveau en gras correspond à la cote NGF de 200m

- Secteur 2 : Canalisations situées Route de Goyrans, chemin de la Carrière et chemin de la Colomière dépendants du réservoir de Goyrans :

Il n'est pas possible en l'état actuel de développer l'urbanisation du secteur alimenté par le réservoir de Goyrans. En comptabilisant les 7 logements de la zone UCC, concernée par l'OAP, le maximum admissible serait de 5 logements supplémentaires. A noter que des projets en cours de dépôt seront à déduire de ce potentiel restant. Au-delà, la modélisation hydraulique des réseaux fait apparaître une dégradation des conditions de débit et de pression en amont sur la commune de Goyrans.

Les règles du PLU ont donc été adaptées pour encadrer au mieux la densification :

- Le classement en zone U apparaissait comme la seule possibilité de classement sur ce secteur. En effet, le code de l'urbanisme précise que « *Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation* ». Ne peuvent pas être classées en zone AU des parcelles qui sont déjà partiellement urbanisées. Il n'était donc pas envisageable de classer ce secteur en zone à urbaniser.
- L'emprise au sol a été déterminée de manière à encadrer au mieux les divisions parcellaires au vu de la capacité du réseau d'alimentation en eau potable (5% pour des terrains de superficie strictement inférieure à 1500 m² ; 7,5% pour des terrains de superficie supérieure ou égale à 1500 m² et strictement inférieure à 2000 m² ; 10% sans pouvoir dépasser 300 m² d'emprise au sol pour des terrains de superficie supérieure ou égale à 2000 m²). Un pourcentage d'espaces verts minimum de 30% et une distance minimale d'implantation de 3 m par rapport aux limites séparatives ont par ailleurs été mis en place.

En raison de la superficie des terrains, il a été estimé qu'environ 20 nouveaux logements pourraient théoriquement être réalisés dans le secteur en appliquant les règles du PLU. Ce chiffre est cohérent avec l'étude du potentiel de densification incluse dans le rapport de présentation qui précise également que « *le réseau eau potable du secteur arrivant à saturation, la réalisation de ces logements ne sera certainement possible qu'après renforcement du réseau eau potable* » (p.217).

Cependant, au regard de simulations d'implantation réalisées sur cette zone depuis l'arrêt du PLU et suite à certaines remarques émises lors de l'enquête publique, des modifications du règlement semblent nécessaires pour faciliter l'implantation satisfaisante des projets de construction jugés possibles. Dans le cas des terrains dont la superficie est comprise entre 1500 et 2000 m², l'emprise au sol de 7,5% ne permet pas d'aménager de façon optimale et satisfaisante ces terrains. En effet cette zone présente des terrains avec de fortes pentes pour lesquels l'implantation des constructions en pallier est préférable.

Il est ainsi proposé de modifier les règles d'emprise au sol et de fixer un coefficient d'emprise au sol maximale de 9%, sans pouvoir dépasser 300 m² d'emprise au sol. Il est par ailleurs proposé d'augmenter le coefficient d'espaces verts, la distance minimale d'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives et la distance minimale d'implantation des constructions sur une même propriété (50% minimum d'espace vert, distance de 6 mètres minimum d'implantation par rapport aux limites séparatives, distance de 5 mètres minimum entre constructions d'une même propriété). En raison de la superficie des terrains, le potentiel théorique de constructions serait d'une trentaine de logements. Toutefois, au vu des contraintes physiques des terrains évoquées ci-dessus (pente), ce potentiel paraît surévalué.

En conclusion, l'augmentation proposée à 9% d'emprise au sol permet de simplifier les futures instructions de demandes d'autorisation de construire sans remettre en cause la volonté politique initiale et le PADD.

Afin de permettre la densification du secteur, des travaux de renforcement du réseau d'eau potable sont donc à réaliser dans un premier temps. Ce renforcement du réseau concerne un secteur plus vaste que la route de Goyrans à Lacroix-Falgarde, des travaux plus structurants devant être réalisés en amont à partir du réservoir sur la commune de Goyrans. Le SICOVAL n'a pour le moment pas d'échéances à communiquer pour ces travaux. Une modification du PLU pourra être envisagée suite à ces travaux, pour donner davantage de droits à construire. Les modifications apportées devront toutefois être cohérentes avec les objectifs de production de logements affichés dans le PADD.

Il est par ailleurs à préciser que le règlement du PLU permet l'adaptation des constructions existantes. En effet, la construction d'annexes et l'extension des constructions existantes sont admises et encadrées.

3 –Les déplacements et les questions de sécurité

- S'agissant des transports, il y a du danger et des nuisances au quotidien pour les personnes. Trop de voitures sur la RD24 et cela va augmenter avec la densification.
- Question de la sécurité pour amener les enfants à l'école. Un allègement du trafic de la RD24 est nécessaire car il y a déjà un transit important et le matin à 7h15 file de voitures. Vitesse élevée et risque d'accident au niveau du rond-point en face de l'école. Pourquoi y concentrer les constructions ?
- Il doit y avoir d'après le Scot une cohérence du développement urbain avec les déplacements. Dans le PLU les voies douces ne sont pas interconnectées, elles ne sont pas engageantes à un déplacement « alternatif ». 200 habitants pour 2020 et 300 de plus entre 2025 et 2030 vont faire converger les véhicules sur un unique petit rond-point, en pente et sans visibilité face à la crèche, aux écoles.
- Il a été envisagé un accès reliant la rue Aignan Serres au chemin de la Colomière. Cela apparaît fortement dangereux vu le trafic que cela générerait dans le quartier.
- S'agissant de la sécurité des habitants, quel serait l'impact d'une augmentation sensible de la circulation routière sur la rue Aignan Serres, rue principale du lotissement ? Les projets actuels envisagent une

ouverture du quartier sur la route de Lacroix-Falgarde. Dans ce contexte, comment éviter que la rue Aignan Serres ne devienne un itinéraire bis. Au regard du danger que constitue chaque traversée sur les passages piétons de la RD24, il paraît évident qu'ouvrir la rue Aignan Serres à la circulation représenterait un risque majeur.

- M. Eychenne, maître d'œuvre pour le lotissement Les Laques, ayant évoqué de réaliser une entrée à l'ouest du projet sur l'OAP afin de soulager le rond-point du lotissement existant, un nouveau plan est proposé avec cette entrée. Souhaitable si cela convient de le stipuler sur le PLU comme coulée verte servant également de rétention des EP par l'intermédiaire de noues et une bande végétalisée.

- Concernant les déplacements doux :

° L'OAP déplacement est un tissu de banalités, les déplacements doux sont repris 15 à 20 fois. Une piste cyclable qui partirait du Cossignol grimperait sur la colline vers l'antenne pour redescendre dans Lacroix est une utopie.

° Pour la piste cyclable prévue, personne n'ira. Pour les pistes cyclables ou piétonnes, elles doivent être connectées. Connexion de la piste cycles-piétons route d'Aureville avec celle qui sera entre Falgarde et le rond-point de l'école qui sera à sécuriser.

° Il manque des pistes cyclables. Aucun moyen pour se rendre à la gare de Pins-Justaret autrement qu'en voiture. Pourquoi ?

° Quelle est la voie douce prévue pour aller du Hameau du Cossignol jusqu'au centre commercial et aux bâtiments publics ?

° Quid de la réhabilitation du pont en fer qui permettrait un passage piétons et cycles avec Pinsaguel ?

- Les parkings :

° Les parkings du centre commercial et autour des écoles sont souvent saturés. Le mercredi les parents se garent au Cossignol. Qu'en sera-t-il avec la densification ? Nécessairement une augmentation des risques.

° Quid des parkings sécurisés ?

Réponse :

- L'OAP «déplacements» a été élaborée afin de répondre à l'objectif, affiché dans le PADD, d'amélioration des liaisons inter quartiers. Elle est l'aboutissement d'une réflexion communale visant à donner une place plus conséquente aux déplacements doux afin de proposer une alternative à la voiture. Par ailleurs, l'OAP est la traduction d'une étude du CEREMA (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) réalisée en 2017 pour la mise en place d'un schéma communal des déplacements doux sur la commune.

L'OAP «déplacements» a pour principaux objectifs :

- la valorisation de liaisons douces existantes et la création de nouvelles voies de circulation pour les modes doux (piétons et deux-roues) permettant de connecter les espaces de centralité entre eux ;
- la sécurisation des déplacements (tous modes), notamment aux abords de la RD4 et de la RD24 ;
- d'apporter une réflexion d'ensemble afin de connecter tous les modes de déplacements entre eux.

Plusieurs éléments ont pu être traduits réglementairement (emplacements réservés, inscription des principes de liaisons douces dans les OAP des zones à urbaniser).

D'autres éléments comme la requalification de la RD24, la sécurisation de carrefours, l'aménagement d'une liaison douce sur le pont de la RD4f ont une portée opérationnelle plus limitée, mais montrent la vision globale de la commune en termes d'amélioration des déplacements et sont des bases pour des études plus approfondies et échanges futurs avec les acteurs institutionnels.

Par ailleurs, l'implantation des secteurs de développement est cohérente avec l'esprit de la loi ALUR, du SCoT et du PADD communal, dont l'objectif est notamment la maîtrise du développement urbain et la

polarisation de celui-ci. Les secteurs de Serres et de Laques, de par leur localisation en entrée de village et à proximité du pôle d'équipements, contribue au renforcement de cette polarité.

- Le stationnement sur la commune est également un véritable sujet d'étude, afin de répondre à la problématique générale actuelle qui se pose dans beaucoup de communes dont la population et la fréquentation augmentent. Des groupes de travail sont en cours de réflexion pour proposer des solutions visant à fluidifier les flux. Plus spécifiquement sur le secteur Serres, l'OAP permet l'implantation d'un espace de stationnement en entrée d'opération afin de s'adapter aux besoins générés par l'urbanisation du secteur. Un renforcement du stationnement du centre commercial est également envisagé.
- Concernant le pont en fer, des échanges sont en cours avec le Conseil départemental et la commune de Pinsaguel pour son aménagement en piste piétonne et cyclable.
- Pour répondre à l'interrogation relative à la connexion de la piste cycles-piétons route d'Aureville avec celle qui sera entre Falgarde et le rond-point de l'école, l'OAP Déplacements prévoit la sécurisation du carrefour en entrée de ville.
- Concernant enfin l'accès entre la rue Aignan Serres et la Colomière, ce chemin est existant. L'OAP Déplacements prévoit de le conforter.

- Le PLU prévoit la traversée du lotissement depuis l'impasse Calaria. Cela aura comme conséquence de dévier la circulation de la RD24 et d'augmenter le risque d'accident. Le lotissement ne doit pas être traversé et un accès aux nouvelles constructions directement depuis la RD24 (via un rond-point ?) permettrait de couper le flot et la vitesse des véhicules provenant d'Aureville.

- Une unique impasse dessert le hameau du Cossignol avec une forte pente et des virages à angles droits qui limitent la visibilité. Cette route débouche sur un rond-point en pente sur la RD24. Est-il raisonnable d'ajouter encore 200 véhicules ayant pour exutoire unique le rond-point, face aux écoles/dojo/médiathèque ? Pourquoi ne pas diviser les flux de véhicules en mettant un rond-point sur Calaria ? Pourquoi ne pas diviser les flux de véhicules en ouvrant le chemin de Ladevan à la circulation ?

- Il vaudrait mieux prévoir 2 ronds-points dont un au Moulin.

Réponse :

- Concernant la traversée du lotissement du Cossignol depuis l'impasse Calaria : suite à l'avis du Conseil départemental dans le cadre de la consultation des personnes publiques, il est prévu de modifier l'OAP sur le secteur Moulin-Calaria pour créer un bouclage interne (cf. réponses aux avis des PPA).
- Concernant le traitement du carrefour RD24/impasse Calaria, un emplacement réservé est prévu dans le règlement graphique afin d'élargir l'impasse Calaria et de traiter le carrefour. Suite à l'avis du Conseil départemental, il a été proposé d'élargir l'emplacement réservé au droit du carrefour pour agrandir son aménagement. Le type d'aménagement à réaliser devra faire l'objet d'études plus abouties du Conseil Départemental.

- Proposition pour désengorger la RD24 : Un sens unique du rond-point de l'école jusqu'à Falgarde et de Falgarde jusqu'à la RD4, en sens unique, sur le chemin de Ladevan. Garder en double sens du rond-point du centre commercial jusqu'à l'école.

- Pourquoi ne pas réaliser une déviation chemin de Ladevan ? Cela permettrait de désengorger la traversée de Falgarde et du Cossignol qui est dangereuse.

Réponse :

Concernant l'aménagement d'une déviation chemin de Ladevan : dans le POS, figurait un emplacement réservé au droit du chemin de Ladevan au bénéfice du Conseil Départemental pour créer une déviation de la RD24. Le Département a souhaité supprimer cet emplacement réservé, le projet étant aujourd'hui abandonné. Créer un sens unique Aignan Carrière et dévier le flot des véhicules par le chemin de Ladevan n'est pas une solution adaptée. Les travaux de l'élargissement et de la sortie sur la RD4 hors agglomération représenteraient un coût colossal. De plus l'afflux de véhicules occasionnerait des ralentissements supplémentaires à l'entrée et la sortie de la commune.

- Transports en commun :

° Il y a les transports en commun mais le TADD ne passe plus toutes les 30mn mais toutes les 40mn et il met 48mn le matin pour aller à Toulouse.

° Insuffisance des transports en commun. Il y a même une dégradation du niveau de service de Tisséo, ce qui va à l'encontre de la p8 du PADD. Alors qu'en sera-t-il avec une augmentation de la population ? Modification à la baisse des départs du TAD. Va-t-on vers une ligne fixe ? Et dans ce cas seul l'axe principal serait concerné. Donc l'ouverture des nouvelles zones d'urbanisation ne s'est pas faite en lien avec l'amélioration des transports collectifs. Sur les RU organisées par Tisséo ou par la mairie de Vigoulet Auzil sur l'évolution du TAD, la mairie de Lacroix Falgarde toujours absente.

° Il y a un engorgement routier, des pistes cyclables non connectées....mais la question c'est le TAD qui va être transformé en ligne fixe. Le tracé de cette nouvelle ligne est un enjeu majeur en termes de desserte des habitants mais aussi en termes de parcours. Le 23 mai une réunion de concertation à l'initiative du maire de Vigoulet-Auzil sur les projets de Tisséo où se sont rendus d'autres maires ou élus mais pas de Lacroix-Falgarde.

° Pourquoi ne pas mettre un transport qui amènerait les gens et en particulier les personnes âgées et les lycéens jusqu'à la gare SNCF de Pins Justaret.

Réponse :

Concernant Tisséo et le TAD, la volonté de la municipalité est :

- D'une part le maintien du TAD 119 dans les conditions précédentes : trajets rapides vers le métro de Ramonville, avec une fréquence de 30 minutes. Ainsi, lors d'une réunion du 6 juin 2019 entre les communes et Tisséo, il a été décidé du rétablissement le matin, en heures de pointe, de la fréquence à 30 et 35 minutes dès la rentrée de septembre 2019.
- De plus nous sommes demandeur d'une amélioration des liaisons du TAD 119 avec notamment une connexion avec la gare de Pins-Justaret dont le temps de trajet sur Toulouse est d'une vingtaine de minutes en moyenne. Cependant, lors de cette même réunion du 6 juin dernier, Tisséo a jugé cette proposition insuffisante pour une mise en place à court terme.

D'autres réunions de groupe de travail sur le suivi et l'évolution du TAD 119 entre Tisséo et les communes auront lieu.

4 – les OAP des zones AU : Serres – Laques – Moulin-Calaria.

- Les infrastructures, les réseaux, les poubelles, la STEP doivent être prévus et dimensionnés avant toute construction.

- Prendre en compte les problèmes d'évacuation des eaux descendant des champs situés au-dessus.

Réponse :

- Il est proposé de phaser l'urbanisation des 3 secteurs d'extension. Ainsi l'urbanisation de la zone AUa (secteur de Laques) serait conditionnée à l'urbanisation de la zone AUb (secteur de

Serres). L'urbanisation de la zone AUc (secteur de Moulin-Calaria) aurait lieu dans un dernier temps.

- Afin de lutter contre les phénomènes de coulées de boue, il est proposé de mettre en place un emplacement réservé en lisière du lotissement du Cossignol existant. Cet emplacement réservé sera destiné à la mise en place d'une bande végétalisée permettant de gérer les eaux pluviales. L'aménagement concret de cette bande sera réalisé au regard d'expertises techniques, entreprises notamment vis-à-vis de la loi sur l'Eau, dans le cadre des futures constructions. Les OAP sur les 3 secteurs d'extension prévoient par ailleurs un système de noues et de bandes plantées pour gérer les eaux pluviales. Il est proposé de renforcer ces dispositions. Il est enfin proposé d'intégrer dans le règlement graphique un EBC à créer sur les parcelles agricoles en amont, afin de favoriser la création d'une haie permettant de ralentir les coulées de boue.

Secteur Moulin-Calaria

- Combien de logements sont prévus en individuel sur ce secteur Moulin Calaria ? Des maisons doubles avec garage accolé ?
- Calaria le Moulin n°11. Pourquoi en 3^{ème} étape de construction alors que le terrain jouxtant est en 1^{ère} étape ?
- Dans l'OAP Moulin Calaria, lorsque l'on parle de haie vive à préserver, il faut surtout entretenir et en particulier les chênes.
- Souhaite que les constructions futures de la zone AUc, située entre la rue Aignan Serres et l'impasse Calaria soient de l'habitat individuel dans un souci de continuité et d'homogénéité du quartier et des habitations existantes.
- Favorable à de l'habitat individuel en zone AUc comme le reste du quartier.
- La densité prévue dans l'OAP est correcte, refus de l'augmenter.
- Refus d'une densification des constructions. La réalisation d'habitations sur la parcelle 11 de la zone AUc qui est un champ surélevé causerait pour les riverains un préjudice direct en raison d'une perte d'ensoleillement. Même avec le retrait du remblai, demande à ce que les maisons construites du côté des parcelles 33, 32 et 31 soient des maisons de plain-pied et que la construction en limite séparative avec ces 3 parcelles soit impossible car avec des constructions hautes de 6m ou de 3m en limite, les maisons en contrebas seront toujours à l'ombre d'où augmentation de la consommation de chauffage l'hiver (pas écologique) et vis-à-vis excessifs.
- De la RD24 jusqu'au n°11 le Moulin, il y a un chemin qui est une servitude pour les terrains de Tafani, Biau et Coste depuis 1840 (cadastre). Il est bordé de chênes.

Réponse :

La densité mise en place sera d'environ 9 logements par hectare. Le secteur occupant 3 ha environ, 30 logements environ seraient réalisés. Les constructions seront à dominante d'habitat individuel. Ainsi le règlement du PLU prévoit que « *toute construction doit être implantée à une distance des limites séparatives d'au moins 3 mètres. L'implantation sur une limite séparative est possible à condition que la hauteur sur ladite limite ne dépasse pas 3 mètres* ». La réalisation de garage ou d'annexe en limite séparative sera donc possible. Cependant, le schéma de l'OAP fait apparaître une bande végétale longeant les parcelles 31 à 35 incluses dans le lotissement du Hameau du Cossignol, ainsi qu'une liaison douce. Les limites séparatives des parcelles 31 à 35 seront donc préservées de toute urbanisation.

De par son emplacement, l'urbanisation de ce secteur devra permettre de créer une couture entre le lotissement du Cossignol et le tissu peu dense de l'impasse Calaria. C'est pourquoi la densité mise en

place sur ce secteur est plus faible. La typologie d'habitat envisagé (habitat individuel) est par ailleurs cohérente avec les formes bâties du tissu urbain environnant.

Un phasage de l'urbanisation sur les zones AU a été mis en place afin d'assurer un accueil de population échelonné dans le temps.

A titre informatif, suite aux avis des PPA, la répartition des logements à prix abordable a été revue pour les répartir sur les trois zones qui seront urbanisées.

Secteur de Serres (le hameau du Cossignol)

- Densification :

- ° Proposition consistant à une densification équivalente sur toutes les parcelles et ne dépassant pas 14 logs/ha = 30 habitants/ha. Ce qui correspond au Scot. Donc densifier davantage le Moulin ce qui permet d'homogénéiser et répartir les nouveaux habitants et par conséquent les nuisances et les flux routiers.
- ° Constatation d'une répartition non-homogène et inéquitable de l'habitat. Il n'y a pas une harmonisation du développement urbain par rapport à la surface constructible et le fait que le « Moulin » soit plus éloigné du centre du village (de 140m) ne justifie pas un tel écart d'autant que le « Moulin » est hors de la zone à risque de coulée de boue et mouvement de terrain. Demande 14 logements/ha correspondant à 30 habitants/ha.
- ° Densité prévue trop importante pour la sortie sur le rond-point face à l'école. Songer aux enfants et à la perte de qualité de vie.
- ° Pourquoi le PLU prévoit-il de densifier fortement uniquement la zone du hameau alors que d'autres zones constructibles sont préservées (Calaria, route de Goyrans) ?
- ° En opposition avec le Scot la faible densité sur la parcelle « moulin » située hors centre bourg. Cette parcelle est située à 140m de celle de « Serres » qui accueillera le triple de densité. Donc un éloignement du centre bourg inférieur à 10% se répercute en une chute de densité de construction de 80% ?
- ° Seulement 30 logements devraient être implantés sur la parcelle Serres et non 40. Pour atteindre les objectifs du PLH propre au Sicoval, est-il justifiable et acceptable que des zones déjà excessivement denses soient encore densifiées au-delà des prescriptions ? Et concernant Moulin Calaria comment justifier qu'un éloignement de 10% du centre se traduise par une perte de densité de 80% ?
- ° Demande une densification moins forte que celle prévue par le projet pour ne pas créer d'embouteillage au feu de Lacroix le matin, forte affluence lors du dépôt des enfants à l'école.
- ° Avec l'ouverture des zones AU, il y aura des travaux qui seront source de nuisances pour le voisinage. Il y a un manque de considération globale des habitants. Ensuite qu'est ce qui justifie un écart de densification entre les zones AUb et AUc alors que la distance avec le centre bourg est assez similaire (la distance entre la zone AUb et AUc est de 140m) même si l'école est plus proche ? Une telle différence de densification n'est pas légitime et au moins que l'effort de densification soit partagé entre les riverains. C'est très important cette notion d'effort partagé.

- Dans le hameau du Cossignol à la fin de l'impasse Georges Bondant, propriétaire au n°7 d'un terrain concerné par les OAP Serres Laques. Est-ce que la voie de desserte va passer derrière le terrain ou sur le terrain ? Des sangliers passent sur ce terrain, est-ce que cela va continuer ? Dangereux.

- L'impasse Julien Loupiac qui va avec l'OAP, devenir une rue et entraîner un trafic routier et du danger pour les enfants. Demande à rester en impasse.

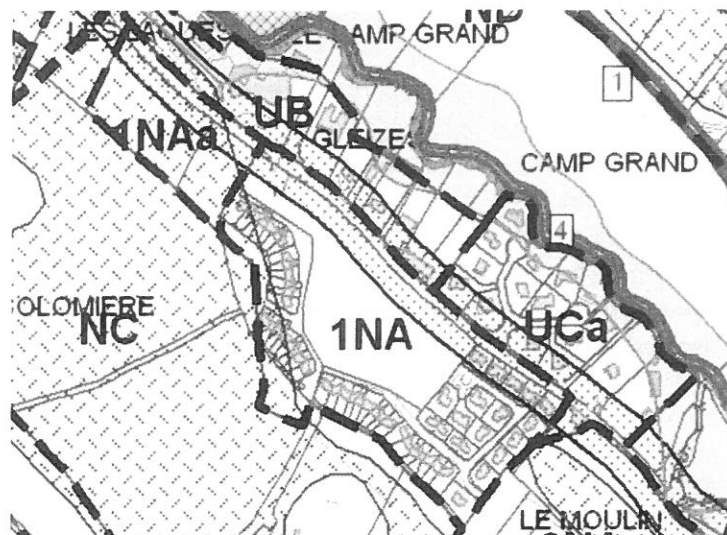
- Opposition à l'ouverture éventuelle de l'impasse Julien Loupiac et à sa transformation en rue car il en va de la garantie d'un trafic routier modéré, sécurisé et de la tranquillité des riverains et de leurs enfants. La transformation en rue conduirait à la dévalorisation des maisons de l'impasse et à un préjudice financier.

- Les maisons du lotissement du Hameau du Cossignol sont en contrebas des terrains de l'OAP Moulin Calaria (zone AUc2). Revoir le règlement de l'article 10 afin qu'en bordure des maisons de l'impasse Julien Loupiac il y ait du plain-pied pour la lumière, le chauffage, le vis-à-vis...et ensuite favorable à la hauteur de 6m.
- Quelles seront les règles de construction et en particulier les hauteurs ?

Réponse :

- La commune souhaite recentrer son développement autour du cœur de ville et son pôle d'équipements. La densification est ainsi privilégiée sur le secteur de Castelvieu, de par la proximité du centre du village et du fait de ses disponibilités foncières. La densification dans les quartiers périphériques au centre villageois s'opérera de manière plus douce, adaptée à la localisation et aux caractéristiques des terrains (desserte par les réseaux, accessibilité, structure parcellaire, sensibilités environnementale et paysagère...).
- Le secteur de Serres est inséré dans le lotissement du Cossignol, au un tissu urbain relativement dense. La densité sur le lotissement du Cossignol est en effet de 19 logements/ha environ. La densité affichée dans les OAP sur la future extension de Serres (14 logements/ha) est donc cohérente. Le secteur se situant à proximité du pôle d'équipements publics, son développement contribuera à renforcer ce pôle de proximité. Il est par ailleurs à souligner que le lotissement du Cossignol existant et le secteur à urbaniser de Serres étaient dans une même zone à urbaniser (1NA). Seul le lotissement du Cossignol a été réalisé.

Extrait du règlement graphique de l'ancien POS



- Le secteur de Moulin Calaria se situe à l'interface entre le lotissement de Cossignol et un tissu urbain lâche à l'Est (6 logements/ha environ). Il a été choisi de mettre en place une densité intermédiaire sur la future extension de Moulin Calaria (9 logements/ha) afin que cette future opération assure une transition avec le lotissement du Cossignol et les logements situés à l'Est de l'opération.

En vue des futures opérations d'habitat, l'OAP traitant des déplacements prévoit la requalification de la RD24 afin d'améliorer les conditions de circulation pour tout mode de déplacement. Le Conseil Départemental, qui gère les RD et leurs accès, a été associé à la démarche d'élaboration du PLU et notamment à l'élaboration des OAP. Celui-ci n'a pas émis d'avis défavorable concernant l'urbanisation du secteur de Serres.

Secteur de Laques

- M. Eychenne, maître d'œuvre pour le lotissement Les Laques qui joint un courrier avec un plan de l'aménagement de l'OAP Laques. Met une réserve : tenir compte de la loi sur l'eau.

Demande la modification de l'emprise de l'OAP afin de prendre en compte la loi sur l'eau sans pour autant remettre en question les 15 logs/ha et pour créer une zone verte et aménager des noues dans la coulée verte attenante à l'OAP.

Un piétonnier est prévu dans le périmètre du lotissement et longe la RD24 en haut du talus, ce qui limite la dangerosité.

La desserte du lotissement, sortie comme entrée, se fait toujours au même rond-point. Une proposition : il est possible de faire un élargissement sur la coulée verte pour pouvoir faire une entrée aux frais du lotisseur et la sortie serait toujours au même rond-point. Donc une entée différente de la sortie permettrait de limiter légèrement le flux de véhicules. Car on ne peut pas faire sortir directement sur la RD24 qu'il faudrait réaménager, ce qui n'est pas possible.

Adapter en conclusion le trait au Sud du projet OAP avec la courbe de niveau pour ramener les eaux pluviales jusqu'à la coulée verte où seront les noues. Donc un fossé plus ou moins large selon l'étude de la loi sur l'eau et en dessous de ce fossé la coulée verte pour faire la liaison entre l'urbain et l'agricole, non constructible. Demande que cela soit stipulé expressément dans le règlement du PLU. Il s'agit de participer à la protection des coteaux.

Dans le plan joint, il est proposé un autre chemin piétonnier, liaison douce avec le centre du village avec un parcours santé et une aire de pique-nique. Les pentes seront au-dessous de 15%.

- Nouveau plan de M. Eychenne,, intégrant dans l'aménagement de l'OAP Laques une nouvelle entrée. Modification également du tracé du piétonnier ? A valider dans le PLU.

Réponse :

Le schéma de l'OAP Laques propose déjà une connexion sur l'Avenue de Falgarde pour créer une entrée (cf. flèche rouge) et un chemin piétonnier.

Cependant, toute proposition technique permettant de limiter les phénomènes de coulées de boue est intéressante. C'est pourquoi il est donc proposé effectivement d'élargir le périmètre de l'OAP avec une largeur minimale de bande végétalisée précisée dans l'OAP. Cet aménagement sera à étudier plus précisément au regard des expertises techniques qui seront faites dans la phase de conception du projet.

5 – L'OAP de la zone UA Castelvial

- Favorable à la voie structurante à sens unique car l'important c'est d'éviter un surplus de circulation qui nuirait à la qualité des riverains et augmenterait la pollution. Donc une voie qui dessert uniquement les riverains et ne soit pas une voie de délestage de la circulation de la RD4. De plus peut-être procéder à des aménagements : borne, rond-point fermé, dos d'âne etc. toujours dans un souci de sécurité et de qualité de vie. Mais quelle va être exactement le sens de circulation ?

- Le piétonnier est intéressant pour accéder au centre commercial.

- Y aura-t-il des places de stationnement sur cet axe principal ? De plus du côté de la rue de Montségur la voie est positionnée sur un lieu de stationnement. Qu'en est-il ?

- Est-ce que le chemin de Castelvial sera en sens unique ? Et si non le rendre en sens unique de façon à limiter la circulation et l'impact de l'OAP Castelvial.

- Sur l'OAP, mettre la voie multimodale traversante en impasse. Préserver le parking existant rue de Montségur et sur l'impasse ainsi créée, laisser un emplacement de stationnement temporaire pour permettre aux véhicules de se croiser dans l'impasse.

Créer une voie unique à sens double avec zones de dégagement avec des panneaux comme à Pinsaguel.

- Qu'entend-t-on par sécurisation du carrefour de Castelvieu ? Ne pas mettre des bandes ralentissantes qui font beaucoup de bruit surtout la nuit. Il vaut mieux un dos d'âne avant le carrefour, ce qui permet de mieux voir la priorité à droite existante.

Réponse :

L'OAP donne les grands principes d'aménagement de la voie traversante qui sera aménagée, à savoir :

- Une voie de circulation en sens unique pour véhicules motorisés,
- Un cheminement pour piétons et cycles séparé de la chaussée,
- Un système permettant une gestion alternative des eaux pluviales (noue paysagée par exemple),
- Des espaces de stationnement longitudinal,
- Une bande verte accueillant des espaces plantés et végétalisés, constituant un lieu de détente et d'échanges. Le traitement végétal de l'espace public devra être en osmose avec le traitement des espaces extérieurs commun de l'opération.

Les détails des aménagements et le sens de circulation feront l'objet d'études plus précises lors de la conception du projet, le PLU ne pouvant traiter des points techniques relatifs aux aménagements, tels que la mise en place d'une borne, de dos d'âne, de bande ralentissante, etc.

- Il est prévu dans l'OAP Castelvieu une bande non constructible de 5m par rapport aux limites à préserver. OK mais prévoir une végétation avec des arbres assez hauts afin de protéger les vis-à-vis et les maisons avec piscine. Qu'en est-il ?

- Favorable également à la flèche orange à savoir le principe d'un accès individuel pour riverain à préserver. En effet c'est nécessaire car sinon les Fourcassier seraient enclavés n'ayant aucun accès à la RD4. Mais pourquoi ne pas faire en sorte que cet accès profite aux autres riverains Mourrut et Bergamelli. Est-ce que les 2 riverains attenants pourraient profiter de ce passage ?

- Dans la mesure où un accès est prévu pour désenclaver le 35 avenue des Pyrénées (M. et Mme Fourcassier), pourquoi ne pas desservir avec cet accès le 37 (Bergamelli) et le 39 (Mourrut) et leur éviter de devoir sortir sur l'avenue des Pyrénées (la RD4) compte-tenu de l'accroissement de la circulation. Précision un portail permet un accès en fond de parcelle du n°39, utilisé lors de travaux de réhabilitation.

- OAP Castelvieu : la parcelle 94 est partie intégrante de l'OAP. Les requérants ont fait savoir en 2017, dans le cadre de la procédure de concertation, qu'ils ne souhaitent pas céder une superficie aussi importante dans la profondeur de la parcelle. Ce qui est toujours le cas. Il n'y a pas en l'état un accord sur le périmètre de l'étude. Demande de réduire le périmètre de l'OAP en supprimant le haut de la parcelle 94 accolée à la parcelle 93 (ramener le périmètre de l'OAP au niveau des liaisons douces à créer).

Ils sont prêts à céder uniquement 390m² sur la parcelle 94. Les 3 points qu'ils souhaitent sur l'OAP : a/ le désenclavement de l'unité foncière par la parcelle 94 car aucune sortie possible sur l'avenue des Pyrénées, b/ implantation du bâti en limite séparative à 3m minimum, c/ le périmètre de l'OAP doit tenir compte de la superficie qui est à céder soit 390m² et informer l'opérateur.

- Contacté pour donner un avis sur la réalisation d'un projet OAP au Castelvieu, le requérant souhaite réaliser sur la parcelle 195 une construction individuelle. Mais une partie de cette parcelle est prise dans l'OAP et elle est supérieure au souhait exprimé lors de différentes consultations. Demande de réduire la partie prise dans l'OAP.

Le 17 mai 2016, lors d'une 1^{ère} réunion, les limites de l'OAP Castelvieu avaient été définies. Le requérant proposait de céder sur la parcelle 195, 600m². Dans le projet OAP, la superficie est de 800m², ce qui compromet le souhait initial. Demande le retour à la proposition du 17 mai 2016 et donc la réduction du projet.

Réponse :

- Concernant les limites faisant l'objet d'un recul de non constructibilité, il ne semble pas opportun d'ajouter d'autres dispositions relatives à la végétation.
- Concernant la parcelle 195, l'OAP prévoit en limite de propriété un espace végétalisé, permettant une jonction douce entre les deux secteurs. Il n'est donc pas prévu de réduire le périmètre de la parcelle inclus dans l'OAP.
- Concernant la parcelle 94, l'OAP prévoit déjà un principe d'accès individuel à préserver pour désenclaver la parcelle. Il est proposé de préciser dans l'OAP qui pourra s'agir d'un accès mutualisé pour les parcelles voisines.
- Par ailleurs, conformément aux échanges qui ont eu lieu entre le propriétaire et la commune, 400 m² de la parcelle sont intégrés dans le secteur UAa qui fera l'objet d'une opération d'aménagement d'ensemble. Le morceau de parcelle identifié comme un cœur d'îlot vert à préserver dans l'OAP ne fera pas partie de l'opération. Le schéma de l'OAP distingue en effet le périmètre du secteur UAa qui fera l'objet d'une opération d'aménagement d'ensemble et un périmètre étendu faisant l'objet d'orientations d'aménagement. L'OAP précise : *« En dehors du périmètre de l'opération d'aménagement d'ensemble (en dehors du secteur UAa du règlement graphique), les fonds de jardins des parcelles riveraines identifiées dans le schéma d'orientation seront à préserver en espace de pleine terre afin de constituer un cœur d'îlot vert contribuant à préserver des espaces de respiration dans le tissu urbain et à limiter l'effet d'îlot de chaleur urbain. Ce cœur d'îlot vert couvrira au moins 500 m². »*

- Le PLU prévoit une OAP sur le secteur Castelvial dit UAa. D'autres OAP, en face de l'école, portent les lettres AU. Cela semble être les mêmes opérations mais avec des noms différents. Comment cela se fait-il ? Est-ce normal ? Est-ce que le secteur Castelvial sera immédiatement constructible contrairement aux autres zones ?

Réponse :

La possibilité de reclasser le secteur en zone AU sera étudiée. (COMPLEMENT A APPORTER)

6 – L'assainissement et le réseau pluvial

- Sur la parcelle 57 en zone UCb, il y a tous les réseaux et même le raccordement au tout à l'égout. Demande de modifier dans le dossier PLU dans les annexes sanitaires le plan de zonage d'assainissement collectif, afin d'intégrer dans les réseaux les parcelles 57, 55, 88 qui sont raccordées. Idem pour les documents graphiques du dossier assainissement.
- Pluvial : Les eaux de pluie du chemin de Castelvial inonde le fond du jardin de Mme Defrain : à quel moment la voirie sera-t-elle refaite et surtout car cela commence à dater, gérer l'écoulement des eaux de pluie de la voirie ?
- La station d'épuration :
 - ° Quid de l'impact de l'arrivée de centaines de familles sur la capacité de traitement de la station d'épuration du Castelvial ? En 2005 le Sicoval avait informé les habitants que cette station était en limite de capacité. Comment seront traités les rejets associés aux nouvelles constructions ?
 - ° Pourquoi ne dit-on pas explicitement que le transfert des effluents de la station d'épuration de Lacroix-Falgarde ira vers la STEP de Pins Justaret ? Lors de la réunion publique du 14/03/2019 ce projet a été retenu par l'Agence de l'eau Adour Garonne, les services de la préfecture, le SIVOM SAGE et le Sicoval.
 - ° Vétusté de la station d'épuration qui arrive à saturation. Un mauvais fonctionnement de la station depuis la fermeture des bassins de décantation.

- ° Le dossier zonage d'assainissement est assez vide. Sur la station d'épuration et sa capacité à recevoir les projets d'urbanisation prévus à court terme par le PLU, on peut avoir des doutes car cette station prend aussi les effluents d'Aureville qui bâtit de très nombreux logements (environ une centaine). Au départ il y avait des roseaux et cela n'a pas fonctionné, après des disques bios qui ont été démontés donc aujourd'hui l'assainissement n'est sûrement pas correct et serait d'ailleurs reporté sur Pins Justaret. Visiblement le plan d'assainissement n'est pas consolidé et malgré tout l'urbanisation est en cours.
- ° Quel avenir pour la Station d'épuration défectueuse ?
- ° Comment va-t-on faire pour les effluents de la STEP ? Pourquoi ne pas se diriger vers Portet et ensuite vers Cugnaux par un tubage à partir de Lacroix-Falgarde ? (Il existe bien un tubage d'Aureville jusqu'à Lacroix-Falgarde).
- ° La dispense d'évaluation environnementale de la MRAe ; ce rapport qui fait état d'avis plus administratifs que techniques ne paraît pas cohérent au vu des constats de dysfonctionnement de la STEP actuelle (odeurs, bassins vides, bruits de machine aberrants...).
- ° Est-il raisonnable d'urbaniser massivement avant que la solution de traitement alternative à la STEP soit effective ? (Selon la SATESE le fonctionnement de la STEP est insuffisant).
- ° Quid de la préconisation du Scot qui demande à ce que l'assainissement soit assuré au préalable de l'urbanisation ? Après renseignement auprès de la SATESE il apparaît que la station ne peut absorber plus d'habitants et que déjà ses effluents polluent l'Ariège en zone Natura 2000 en amont du captage Grand Toulouse (la SATESE fait état de l'absence des 2/3 des boues attendues alors même que les matières en suspension dépassent toutes les normes...).

Réponse :

- Cf. courrier du Sicoval et avis PPA pour la partie Assainissement
- Concernant la gestion des eaux pluviales sur le secteur Castelvial, les aménagements techniques eu égard à la voirie et aux surfaces imperméabilisées seront étudiés au stade technique de conception du projet.

7 – L'environnement et les risques

- TVB :

- ° Une trame verte et bleue est placée par le Scot au niveau du hameau du Cossignol, passage fréquent de la faune sur tout le périmètre du hameau. Qu'en est-il ?
- ° Il y a une trame verte et bleue qui passe sur le hameau du Cossignol actuel ? C'est là où sont placées les intentions d'urbanisation en zone PPRN qui vont interrompre le passage faunistique intense qui permet aux animaux de passer de Goyrans à la réserve naturelle 2000 et de rejoindre le bois classé. Qu'en est-il des continuités écologiques et des espaces naturels à reconquérir ?
- ° Que deviendra la coulée verte en bordure du lotissement du Cossignol ?
- Coulées de boue au Cossignol :**
- ° De plus PPRN avec coulées de boue, effondrements de talus et voir la liste des accidents et catastrophes naturelles inventoriés sur la commune. Il y a un réel danger.
- ° Le Cossignol est concerné par les coulées et encore dans la semaine du 13 mai il y a eu d'énormes coulées de boue ; voir la dépêche du lundi 13 mai 2019. Comment peut-on autant densifier ?
- ° Il est prévu dans le PADD une future urbanisation 2025-2030 sur une parcelle dont la pente moyenne est de 20% (classée forte pente) et en zone PPRN glissement de terrain et coulées de boue. Ces aléas sont une réalité et récurrents (6 coulées sur l'année) et la dernière le 10 mai qui a fait l'objet de vidéos et de constats d'huissier ainsi qu'un article de la Dépêche. Qu'en est-il de cette localisation sachant que le Scot préconise de préserver les biens et les personnes et de maîtriser les écoulements avant toute

urbanisation et qu'il recommande de classer en réserve les terrains à pente \geq à 15% pour éviter les aléas

- ° Demande que des solutions efficaces soient envisagées (bassins de rétention, buses suffisamment dimensionnées, fossé d'évacuation plus importants...) pour palier à ce problème des boues, récurrent en cas de champs fraîchement labourés.

- ° Secteur Cossignol. PPRN « coulées de boue et glissement de terrain ». Les aléas y sont fréquents.... Est-il raisonnable d'imperméabiliser d'avantage cette zone pentue ? Pourquoi ne pas classer en réserve la zone arrière très pentue qui sert de passage à la faune ?

- Remblai du Cossignol :

- ° Sur le terrain de Mme Tafani, parcelle 11, au Moulin Calaria sur lequel est placé une OAP, il y a de la terre de remblai, issue d'une station-service donc polluée et qui n'est pas stabilisée car c'est de la terre rapportée et cela dévie les eaux de pluie et les concentre sur les maisons de l'impasse Julien Loupiac. Qu'en est-il ?

- ° Demande l'évacuation du remblai du terrain voisin, appartenant à Mme Tafani, en vue de préserver les vis-à-vis lors des constructions à venir, et de rétablir l'écoulement naturel de l'eau. (Remblai de 3m de haut).

- ° Pour la construction du centre commercial, 50 camions sont venus déposer sur le terrain de Mme Tafani de la terre de remblai. Cet apport a modifié l'hydrologie du terrain qui a entraîné les coulées de boue car l'eau s'écoulait avant librement sur le champ sans s'amasser dans le fossé du fond. Mener une étude pour éviter ces coulées de boue régulières et dévastatrices et construire des infrastructures adéquates.

- ° Demande le retrait de la terre de remblai (parcelle Calaria 11) de la zone AUc. Terre rapportée (haute de plusieurs mètres) et non stabilisée qui élève artificiellement et anormalement le niveau naturel du terrain ce qui dévie et concentre les eaux de pluie vers tous les terrains situés en contrebas d'où les coulées de boue du 28 mai 2016. La terre est issue d'une ancienne station-service suite à la construction de logements collectifs avenue des Pyrénées : c'est une terre polluée qui comporte des risques pour les habitants.

- Les eaux de pluie du chemin du Castelvieu sont à gérer.

- La mairie n'entretient que très peu la voirie du lotissement. Comment imaginer densifier une aire qui n'est pas entretenue ? Avec les coulées de boue lorsqu'il pleut, les caniveaux et les bouches d'égout sont bouchés.

- STEP défectueuse et saturée.

- Y-a-t-il eu des changements dans la délimitation des zones inondables le long du chemin de l'Aliette ? En particulier sur la parcelle 28 où se trouve notre habitation.

Réponse :

- Le SCoT identifie 2 continuités écologiques sur Lacroix-Falgarde (cf. cartographie du ci-dessous). La première continuité écologique est l'Ariège qui borde plusieurs communes du Sicoval. La seconde continuité se trouve en limite Est et suit le ruisseau de Réganel.

Le SCoT identifie par ailleurs 2 liaisons vertes et bleues qui sont des continuités paysagères et chemins verts qui assurent un rôle de connexion entre des espaces de nature remarquable et participent également à renforcer la place du végétal en ville. L'une des 2 liaisons vertes et bleues est à associer à la RD24 (cf. avis du SMEAT). Le SMEAT n'a pas soulevé de point d'incompatibilité entre le projet de PLU et le SCOT.

Le maillage vert et bleu du SCoT



- Points relatifs aux coulées de boue : cf. réponse à la partie 4 – les OAP des zones AU : Serres – Laques – Moulin-Calaria.
- Concernant le PPRI, celui-ci n'a pas fait l'objet de modification.

8 – Les demandes de classement en zone constructible et réglementation

Constructibilité :

- Les requérants demandent la constructibilité et donc le changement de zonage des parcelles 5 et 7 situées en zone A au Barthas. Il y a à proximité tous les réseaux et c'est en bordure du bâti existant. Ils ont laissé le droit de passage sur leurs terres pour la maison de l'agriculteur située plus haut. Sur ces parcelles il y a un projet d'architecte (dossier déposé).

Réponse :

Une extension de l'urbanisation sur le secteur de Barthas ne répondrait pas à la logique de polarisation du développement urbain. Ce secteur est en effet excentré et ne dispose par ailleurs pas de pixel.

- Propriétaire des parcelles 29 et 30 sur le hameau le Coq dont il demande la constructibilité. Autrefois c'était constructible. Il s'agit de dents creuses entourées de maisons avec la desserte et tous les réseaux (assainissement individuel). Pourquoi ne pas déplacer les pixels du Cossignol, trop dense, vers le Coq qui refermerait une dent creuse ?

- Propriétaire de la parcelle 24 d'une superficie d'1ha, en zone A au lieu-dit « le Coq ». Demande la constructibilité pour les enfants d'une partie de cette parcelle qui constitue une dent creuse. Présence des réseaux. Il pourrait être transféré des pixels du Cossignol vers le Coq.

Déplacement de pixel :

- Proposition de déplacement du 2^{ème} pixel lors de la 2^{ème} phase du PADD en le morcelant et le répartissant sur les dents creuses de la zone « du Coq », sur une dent creuse parcelle 1 à la sortie du bourg et enfin sur la parcelle 62+une partie de la 17, route de la Gleysette.

- Pourquoi des constructions sur le versant sud du Cossignol ne sont pas plutôt envisagées ? (Les champs derrière l'école n'ont pas les problèmes de coulées de boue et il y a moins de constructions).

- Pourquoi ne pas déplacer les pixels du Cossignol, trop dense, vers le Coq qui refermerait une dent creuse ?

Réponse :

- Le hameau du Coq est constitué de quelques habitations et se situe à l'écart de l'urbanisation existante. Le PADD affiche l'objectif de limiter l'étalement des constructions et hameaux isolés et de recentrer le développement de l'urbanisation autour du cœur de ville et du pôle d'équipements. C'est pourquoi le hameau du Coq n'apparaît pas comme un secteur propice de développement et a été classé en zone agricole.

Le SCoT inscrit des pixels dans une stratégie de « *polarisation, d'équilibre entre Ville intense et Développement mesuré et de diminution de la consommation foncière* » (extrait du DOO du SCoT). Le SCoT permet le déplacement de pixel sous réserve de maîtrise de l'étalement urbain et de polarisation de l'accueil (centralité sectorielle, centre urbain, pôle de services...). Le hameau du Cop ne répondant pas à cette stratégie de polarisation, le développement de pixel n'y est pas envisageable.

Cette question sera éventuellement à rediscuter dans les années à venir dans le cadre de la révision du SCOT en cours.

- Il n'est pas envisageable d'urbaniser les champs derrière l'école, ceux-ci étant en zone inondable.
- Propriétaire d'une maison remarquable avec un pigeonnier sur la parcelle 24 qui sur 2 côtés est entourée d'espaces agricoles. Demande que, sur la parcelle 52, au bas de la 24, le trait de limite de zone soit légèrement reporté afin de pouvoir vendre ce terrain constructible (1500m² environ), comme cela apparaissait d'ailleurs dans le POS. Voir le plan joint.
- Demande la constructibilité de la parcelle 14 située à la Colomière, chemin de Capus. Sur les 1ha, demande 200m². Il y a tous les réseaux et l'assainissement collectif.

Réponse :

Une extension de l'urbanisation sur ces secteurs excentrés ne répondrait pas à la logique de polarisation du développement urbain et à la volonté communale de réduire l'étalement urbain.

- Possède 400m² de terrain qui dans le POS disposait de 60% d'emprise au sol, avec le PLU c'est 10% comme la totalité de la route de la Gleyzette qui n'est pas étroite (4m) et qui possède tous les réseaux. Pourquoi ?

Réglementation :

- Demande que dans la zone UCa à la Gleyzette du n°79 au n°81 l'emprise au sol passe de 10% à 20% pour les terrains inférieurs à 2000m².

Réponse :

Dans le secteur à l'extrémité de la route de la Gleyzette, les règles mises en place visent en effet à encadrer la densification, ce secteur n'étant pas apparu pas comme un secteur de densification à privilégier. Ce secteur est composé en majeure partie de parcelles de 2000² à 3000 m² relativement étroites, qui n'apparaissent pas propices aux divisions parcellaires du fait de l'éloignement du centre, du risque de multiplication des accès sur une voirie relativement étroite, et d'un point de vue de l'insertion paysagère (risque de multiplication des divisions parcellaires en second rideau ou en drapeau dans un secteur d'urbanisation linéaire, donnant directement sur l'espace agricole).

- Le requérant possède une maison de 1940 à côté de laquelle se dresse un mur de 8m de haut et au-dessus de celui-ci une terrasse qui est accolée également à un mur. Il voudrait réaliser une véranda sur cette terrasse. Dans l'avenue des Pyrénées, beaucoup de maisons se sont construites ou agrandies. Dans quelle zone se situe son bien dans le PLU ? Et en fonction de la réglementation applicable peut-il faire une véranda de 20m² maximum sur la terrasse existante et modifier les volets de son garage ?
- Dans le règlement écrit à l'article UA 9 il est noté pour l'emprise au sol non réglementée. Qu'en est-il ?
- Sur la parcelle 84 en zone UA de Castelvieu, si l'on veut faire une extension et que le bâtiment principal est en R+2 peut-on continuer sur du R+2 ?
- Quels sont les implantations du bâti par rapport aux limites séparatives en zone UAa ?

Réponse :

- Concernant la demande de véranda, le terrain se situe en zone rouge (aléa fort) du PPRI. La constructibilité y étant très limitée, il convient de se reporter aux dispositions du PPRI.
- En zone UA :
 - L'emprise au sol n'est pas limitée.
 - La hauteur de toute construction est limitée à 6,50 mètres à la panne sablière ou à l'acrotère. Cette règle s'applique aux extensions de construction existante. Il ne sera ainsi pas possible de réaliser une extension en continuité de l'existant pour les constructions dépassant aujourd'hui la hauteur autorisée dans le PLU.
- Dans le sous-secteur UAa, toute construction doit être implantée :
 - soit à l'alignement ou avec un recul minimum de 3 mètres par rapport aux limites séparatives
 - soit à une distance minimale de 5 mètres par rapport aux limites séparatives identifiées dans « l'orientation d'aménagement et de programmation » du PLU.

Toutefois, comme le précise l'article R.123-10-1 du Code de l'Urbanisme, « *dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le plan local d'urbanisme sont appréciées au regard de l'ensemble du projet, sauf si le règlement de ce plan s'y oppose.* »

Les règles d'implantations précitées s'appliquent donc sur le terrain d'assiette du projet et non sur les futurs lots issus de la création du lotissement.

- Demande de la part de M. Jackson concernant l'identification d'une construction en zone agricole pour permettre le changement de destination.

Réponse : La commune est favorable à cette demande.

C – Questions et remarques du commissaire enquêteur

- Quel est la réponse de la commune à l'avis du SMEAT ?
- Quelle est la superficie de la zone UCb, route de Goyrans ?
- Dans l'OAP déplacements, quel est la différence entre les espaces publics à requalifier et la RD24 à traiter ?
- Est-il possible que la façon de travailler le champ qui surplombe le hameau du Cossignol participe aux coulées de boue ?
- Entre la zone UB de Castelvieu haut et la zone A du château, sur cette limite des 2 zones du RG, il m'a été rapporté qu'il y avait un fossé départemental qui a été bouché. Il servait à évacuer les eaux de la route et

protégeait cette zone. Qu'en est-il ? D'autant que le PPRN fait état à cet endroit et pour partie d'un aléa fort, que ce soit pour la zone UB que la zone A.

- Le lotissement du Castelveil peut-il être inondable ?
- Dans le rapport de présentation p 232, le sous-total du milieu physique n'est-il pas 5 ? Et p 154 remplacer Donneville par Lacroix-Falgarde.
- Dans le rapport de présentation, veiller à corriger les erreurs dans les écritures entre Cossignol et Cassignol.
- Dans le bilan de la concertation, « 2^{ème} RU publique le 5 juillet 2018 », et dans l'extrait du registre des délibérations du 28 novembre 2018 qui arrête le PLU, « vu la 2^{ème} RU publique le 1^{ier} juillet 2018 ». Est-ce le 1 ou le 5/07 ?

Réponse :

- Le SCOT prévoit pour les communes non soumises à la loi SRU une participation de logements locatifs sociaux à hauteur de 10% sur l'ensemble du parc de logements.

La commune de Lacroix-Falgarde dispose de 50 logements locatifs sociaux au 1^{er} janvier 2018 soit 6 % de son parc de logements.

Les dispositions du PLU ont pour objectif de permettre la réalisation d'au moins 10% de logements locatifs sociaux et de près de 20% de logements en accession à prix abordable à l'échelle de la production neuve. Ses dispositions permettront de faire progresser la part de logements sociaux à 7% environ suite à l'urbanisation des différents secteurs de développement envisagée à l'horizon 2025. La commune s'engage à poursuivre l'accueil de logements sociaux engagé dans le PLU, lors des futures extensions envisagées dans le PADD à l'horizon 2030, pour lesquelles une révision simplifiée du PLU sera nécessaire.

Le SMEAT invite également la commune à s'assurer que les dispositions prévues pour l'extension du centre commercial, telles qu'indiquées au PADD, permettront de répondre aux modalités définies par le SCoT (pixel).

Le PADD prévoit une extension du centre commercial qui se fera à long terme et nécessitera une révision simplifiée du PLU. Aucun pixel n'est aujourd'hui identifié dans ce secteur. Toutefois, le SCoT permet le déplacement de pixel sous réserve :

- de maîtrise de l'étalement urbain. L'urbanisation doit s'inscrire en continuité urbaine et ne porte pas atteinte aux espaces protégés
- de polarisation de l'accueil (centralité sectorielle, centre urbain, pôle de services...)

L'extension du centre commercial concernera des espaces agricoles (non protégés au SCoT) et contribuera à renforcer ce pôle commercial. Un déplacement de pixel sera donc envisageable.

Pour finir, le SMEAT relève également que les éléments qui concourent à la caractérisation d'une véritable centralité (réorganisation des équipements administratifs et associatifs, renforcement de la polarité des équipements scolaires et culturels, valorisation des équipements sportifs, confortement du dynamisme économique) sont en cohérence avec les densités affichées au sein des OAP de Serres et de Laques et pourraient, toutefois, illustrer plus explicitement le principe de polarisation défini par le SCoT par l'affirmation et la délimitation de ce centre-bourg.

Il est proposé de compléter les justifications du rapport de présentation concernant l'articulation du PLU avec le SCoT en définissant les différentes polarités (centre commercial, pôle d'équipements scolaires et sportifs,...) et la mixité de fonctions qui contribuent à la délimitation d'une centralité.

- Le secteur UCb couvre 44,5 ha.
- Dans l'OAP déplacements, les espaces publics à requalifier correspondent aux aménagements aux abords de la RD24 allant du pôle d'équipements au pôle commercial permettant les déplacements

des piétons et cycles tandis que la requalification de la RD concerne les aménagements de la chaussée.

- La façon de travailler le champ qui surplombe le hameau du Cossignol peut anticiper le phénomène de coulée de boue. Le Lauragais, où les champs sont très pentus, est un secteur où les céréales occupent la majeure partie de l'espace agricole. La production s'y organise en rotations entre cultures d'été et cultures d'hiver. Le blé qui est semé en octobre et qui pousse en hiver ne pose pas de difficulté parce que la terre est couverte de végétation lorsqu'arrivent les orages. Mais les cultures d'été telles que le tournesol, le maïs, le soja ont besoin d'un lit de semence très fin et très friable. De ce fait dès la première pluie, le sol se détrempe. Si les précipitations se poursuivent, cela entraîne des coulées de boue.

L'une des solutions serait d'utiliser des méthodes de culture qui permettraient de maintenir la matière organique en surface. D'autres méthodes existent également : maintenir un couvert végétal, travailler les sols en travers de la pente, partager les parcelles en deux cultures pour casser les pentes et créer des bandes enherbées, des talus et des fossés pour collecter les eaux de surface.

- Le lotissement existant de Castelvieu est en grande partie en zone bleue du PPRI. L'extrémité du lotissement est en zone violette (zone déjà construite, ne présentant pas de dents creuses).

La zone bleue du PPRI correspond à un aléa moyen à faible. Les constructions nouvelles à destination d'habitation sont autorisées sous réserve que le premier plancher soit situé au-dessus de la crue de référence.

La zone violette correspond à un aléa fort. Les constructions nouvelles à destination d'habitation sont autorisées pour des situations très particulières (dents creuses) et sous réserve que le premier plancher soit situé au-dessus de la crue de référence.

Comme indiqué plus haut, les aménagements techniques qui seront réalisés dans le cadre de l'opération sur Castelvieu prévoiront un écoulement correct des eaux pluviales tenant compte des besoins engendrés par l'opération.

La commune n'a pas connaissance d'un fossé départemental entre la zone UB de Castelvieu et la zone A du château, et de son comblement. Ce fossé n'est pas répertorié dans les cartographies. Par ailleurs, son existence n'aurait pas forcément eu des incidences sur le zonage du PPRI. En effet, il n'est pas garanti que les dimensions du fossé auraient eu des incidences sur la modélisation des crues qui a permis de déterminer les aléas du PPRI.

- Les erreurs matérielles évoquées seront corrigées.



Michel CHALIE
Maire

Complément de réponse au procès-verbal du commissaire-enquêteur

5 – L'OAP de la zone UA Castelvieu

- Le PLU prévoit une OAP sur le secteur Castelvieu dit UAa. D'autres OAP, en face de l'école, portent les lettres AU. Cela semble être les mêmes opérations mais avec des noms différents. Comment cela se fait-il ? Est-ce normal ? Est-ce que le secteur Castelvieu sera immédiatement constructible contrairement aux autres zones ?

Réponse :

Le secteur Castelvieu classé en zone UAa est constitué de fonds de parcelles dépourvus de constructions et qui feront l'objet d'une opération d'aménagement d'ensemble. Par ailleurs, l'OAP du secteur prévoit la réalisation d'une voie traversante qui desservira l'ensemble de l'opération.

Or un classement en zone urbaine implique la desserte des parcelles par une voie et les réseaux d'eau et d'électricité, et le cas échéant, par le réseau d'assainissement collectif. Du fait de l'absence de voirie et de la nécessité d'étendre les réseaux, l'opération n'est aujourd'hui pas réalisable sans travaux d'équipements.

Par ailleurs, si les terrains situés en zone UB (rue Gaston Phoebus) et limitrophes à la voirie traversante envisagée, faisaient l'objet de divisions parcellaires et de demandes d'autorisation de construire, les pétitionnaires pourraient demander une desserte de leur terrain (accès, réseau eau potable..) depuis les équipements du secteur Castelvieu. Cette desserte est aujourd'hui impossible, le secteur Castelvieu n'étant pas équipé.

Le secteur Castelvieu n'étant pas équipé et n'accueillant aucune construction, son classement en zone à urbaniser plutôt qu'en zone urbaine apparaît plus adapté. La commune est donc favorable à cette modification de classement.



Michel CHALIE
Maire

Envoyé en préfecture le 13/07/2019

Reçu en préfecture le 13/07/2019

Affiché le

SLO

ID : 031-213102593-20190710-AN3_E1900006_31-AU

Belberaud, le

**Direction Infrastructures et Réseaux
Service Prospective et Gestion du Domaine Public
Tél. : 05 62 24 29 30**

**Madame Isabelle ROUSTIT
Commissaire Enquêteur**

N/Réf : PGDP/KV / 2019.139

Objet : Zonage Assainissement – Lacroix Falgarde

Madame,

Le SICOVAL, par sa compétence gestion des eaux usées, a souhaité actualiser le zonage d'assainissement de la commune de Lacroix Falgarde pour le mettre en cohérence avec le PLU en projet.

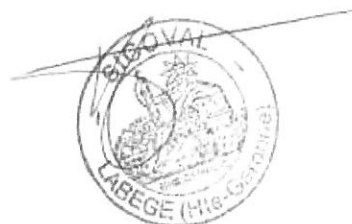
Suite à l'enquête publique unique concernant l'élaboration du plan local d'urbanisme et le zonage d'assainissement de la commune de Lacroix Falgarde, nous avons reçu le procès-verbal de synthèse des observations du public

Sur les observations sur la gestion des eaux usées, nous pouvons vous apporter les précisions suivantes :

- La parcelle AM 57 n'est pas desservie par le réseau public de collecte des eaux usées. Le réseau qui dessert les parcelles AM 55 et AM 56 est un réseau privé. Ces parcelles n'ayant pas d'accès sur la route de Goyrans, leur desserte par le réseau public d'eaux usées dépend donc de l'obtention des servitudes entre propriétaires.
- La station d'épuration de Castelveil, d'une capacité de 1800 EH est aujourd'hui chargée à 75 % de sa charge organique. Elle permettra donc de desservir les projets d'urbanisation envisagés dans le zonage du PLU à court terme (horizon 2025).
- Concernant le fonctionnement de la station, elle n'a pas fait l'objet, à ce jour, d'une quelconque mise en demeure de la part des services de l'Etat.
- Pour les projets à moyen et long terme, le SICOVAL étudie avec le SIVOM SAGE la possibilité de traiter les effluents qui arrivent aujourd'hui sur Castelveil sur une autre unité d'épuration.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

**La Vice Présidente Déléguée,
Michèle GARRIGUES**



Envoyé en préfecture le 13/07/2019

Reçu en préfecture le 13/07/2019

Affiché le

SLO

ID : 031-213102593-20190710-AN3_E1900006_31-AU

Envoyé en préfecture le 12/07/2019

Reçu en préfecture le 12/07/2019

Affiché le

SLO

ID : 031-213102593-20190710-E19000006_31_2-AU

Dossier n°: E19000006/31

C – CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Envoyé en préfecture le 12/07/2019

Reçu en préfecture le 12/07/2019

Affiché le

SLO

ID : 031-213102593-20190710-E19000006_31_2-AU

Dossier n°: E19000006/31

I.-.CONCLUSIONS GENERALES

L'enquête publique unique portant **sur le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et sur la révision du zonage d'assainissement de la commune de Lacroix-Falgarde**, prescrite par arrêté municipal N°AM-20190418 du 18 avril 2019, s'est déroulée **du mardi 7 mai 2019 à 9h00 au vendredi 7 juin 2019 à 18h00**.

Elle s'est déroulée sans incident.

1 - Rappel des 2 objets de l'enquête unique.

La présente enquête publique concernant la commune de Lacroix-Falgarde est une enquête publique unique qui comporte deux objets :

- l'élaboration du PLU arrêtée par décision du conseil municipal du 28 novembre 2018.
- La révision ou mise à jour du zonage d'assainissement par décision du Conseil Communautaire du Sicoval du 11 mars 2019.

L'élaboration du PLU :

La commune a engagé l'élaboration de son PLU par la délibération du 15 novembre 2014. Actuellement la commune est couverte par le RNU (POS rendu caduc).

Le projet de PLU vise à permettre un développement harmonieux de la commune, dans un souci d'équilibre, de centralité, de respect du paysage et de l'environnement, tout en observant ; entre autres, les prescriptions du SCOT et du PLH. La commune envisage un développement démographique avec un accueil progressif et maîtrisé. D'où un accueil de population en 2 temps. A l'horizon 2025 il est prévu d'atteindre environ 2350 habitants, soit 300 habitants supplémentaires (2043 habitants en 2014). A l'horizon 2030, la commune prévoit d'atteindre 2650 habitants.

La commune étant traversée par un site Natura 2000, une évaluation environnementale doit être réalisée.

L'actualisation du zonage d'assainissement :

En application de la loi sur l'eau, les communes ont l'obligation de délimiter, après enquête publique, des zones d'assainissement collectif et non collectif. C'est le bureau d'étude SIEE qui avait réalisé en 2004 l'étude concernant l'assainissement de la commune de Lacroix-Falgarde et le plan de zonage avait été établi et validé après enquête publique en 2005.

La révision du zonage d'assainissement vise à mettre en cohérence ce document avec le projet de PLU et surtout les prévisions d'urbanisme, essentiellement en délimitant le zonage d'assainissement collectif.

Au terme de la procédure, le conseil municipal se prononcera par délibération sur l'approbation du PLU et le Sicoval qui possède la compétence assainissement pour la commune délibèrera sur la révision du zonage d'assainissement.

2 – Considérations générales communes aux 2 objets de l'enquête publique unique

Le commissaire enquêteur désigné par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulouse, a étudié le dossier du projet PLU et zonage d'assainissement, a examiné les observations qui ont été formulées pendant l'enquête et a arrêté son avis en fonction des informations qu'il a recueillies lors de ses investigations et des dispositions réglementaires.

2.1 Sur la régularité de la procédure

Le commissaire enquêteur a constaté le respect des obligations réglementaires concernant la préparation et le déroulement de l'enquête, notamment sur les points suivants :

Δ La production du dossier d'enquête publique unique établi par et avec l'appui technique du Sicoval;

Δ La réalité des mesures de publicité, en particulier la publication dans la presse de l'avis d'ouverture de l'enquête publique unique ainsi que l'affichage de cet avis à la mairie, ainsi qu'en tous lieux habituels d'affichage. Il a été également publié sur le site internet de la commune: <http://www.lacroixfalgarde.fr/>.

Δ La mise à disposition du public des pièces du dossier et de 3 registres d'enquête à la mairie de Lacroix-Falgarde, ainsi que la possibilité de consulter le dossier sur le site internet de la commune : <http://www.lacroixfalgarde.fr/elaboration-plan-local-durbanisme>

Δ La possibilité pour le public d'adresser ses observations par messagerie électronique à : enquetepublique@lacroixfalgarde.fr

Δ L'accueil du public lors des 5 permanences du commissaire enquêteur.

Δ La remise en mains propres au responsable du projet, du procès-verbal de synthèse des observations.

Δ La réponse au procès-verbal de synthèse des observations du public

2.2 Sur le dossier

Le dossier soumis à l'enquête publique a été décrit et analysé dans le rapport d'enquête joint aux présentes conclusions.

Le commissaire enquêteur constate que le dossier comprend les pièces prévues par la réglementation. Il émet les observations suivantes :

■ Sur la forme

Dans l'ensemble le dossier d'enquête est de bonne facture, compréhensible et accessible au public. Certaines erreurs matérielles ont cependant été constatées qui seront à corriger mais qui n'ont pas d'incidence sur la compréhension du document.

Le rapport de présentation est particulièrement bien présenté avec les nombreuses cartes, photographies, illustrations, plans et graphiques qui facilitent la lecture. Le CE a particulièrement apprécié dans l'analyse de l'état initial de l'environnement, en fin de partie

les petits résumés avec les enjeux pour le PLU. Le document zonage d'assainissement est assez général et plutôt réglementaire. Enfin le CE a apprécié le petit dossier « Annexes au mémoire de synthèse des avis des PPA » qui permet de bien percevoir et de façon claire les évolutions du projet PLU suite aux Avis.

■ Sur le fond

La lecture des documents met bien en relief le but poursuivi par l'enquête publique. Le public pouvait s'informer correctement du projet d'aménagement territorial de la commune, des principaux enjeux environnementaux avec les mesures proposées pour en limiter les impacts et appréhender les lieux futurs de densification. Donc au premier abord les enjeux et les choix de la commune sont clairement affichés. Cependant, en cours d'enquête, et suite aux observations des requérants, il apparaît que certains points méritaient d'être plus développés, explicités et même beaucoup mieux posés. On peut citer la densification par intensification, la station d'épuration qui n'est pas aussi correcte que celle décrite dans le dossier et enfin de certains incidents naturels tels que des coulées de boue récurrentes qui, si elles sont mentionnées, n'ont pas fait l'objet de propositions afin d'y remédier.

2.3 Sur les observations formulées pendant l'enquête

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur a constaté une bonne et correcte participation du public qui a permis de faire ressortir certains éléments du dossier qui auraient mérité d'être mieux explicités et même traités.

Le CE a reçu 47 personnes lors des 5 permanences, 17 requérants ont formulé leurs observations par messagerie électronique; 25 requérants ont déposé leurs observations sur les 3 registres d'enquête ouverts et enfin il y a 3 observations par courrier.

22 documents ont été remis au CE qui ont été annexés aux registres d'enquête dont 1 dossier d'une association.

Un total de participation de 92 contributions avec très fréquemment plusieurs points abordés.

Envoyé en préfecture le 12/07/2019

Reçu en préfecture le 12/07/2019

Affiché le

SLO

ID : 031-213102593-20190710-E19000006_31_2-AU

Envoyé en préfecture le 12/07/2019

Reçu en préfecture le 12/07/2019

Affiché le

SLO

ID : 031-213102593-20190710-E19000006_31_2-AU

Dossier n°: E19000006/31

II - CONCLUSIONS ET AVIS SUR L'ELABORATION DU PLU

1 – Motivation de l’Avis

La commune de Lacroix-Falgarde, située à 14 km de Toulouse, est une commune résidentielle au carrefour des zones d’emplois et des pôles d’équipements et de services du sud toulousain : Castanet, Auzeville, Ramonville-Saint-Agne ; mais aussi Portet-sur-Garonne et Roques-sur-Garonne. Avec son centre commercial en entrée de ville, elle joue également le rôle de pôle de proximité pour les communes alentour. Membre du Sicoval et en territoire de développement mesuré du Scot, elle s’étend entre la vallée de l’Ariège et une zone de coteaux. Sa population en 2015 était de 2029 habitants. Les dispositions applicables pour gérer la commune sont celles du RNU et le projet de PLU est arrêté par délibération du conseil municipal le 28 novembre 2018.

Les enjeux et objectifs visés par le PLU consistent à améliorer et maîtriser l’urbanisation dans un souci d’équilibre, de centralité, de respect du paysage et de l’environnement. Aussi le développement est phasé en 2 temps pour un accueil progressif de population compatible avec le bon fonctionnement des équipements publics : jusqu’à 2025, il est prévu d’atteindre environ 2350 habitants, soit 300 habitants supplémentaires, et de 2025 à 2030, sont prévus 300 habitants de plus. Le projet PLU mis à l’enquête publique concerne la première étape. S’agissant des extensions urbaines, il est fait état de 3 zones AU avec OAP pour une superficie totale de 8,3 ha qui se situent le long de la RD24. Ce PLU vise aussi à améliorer les déplacements en développant les liaisons douces et en sécurisant les routes départementales et entrées de ville. En effet 2 axes structurants contribuent à la vie locale, la RD4 qui traverse le centre villageois et où se situe la mairie et la RD24, support des extensions urbaines du centre (les zones AU) et des grands équipements publics (école, médiathèque etc.). Une OAP sur les conditions de desserte et de déplacement est intégrée au PLU. Enfin près de 75% du territoire communal est classé en zones naturelle et agricole. L’avis du Sicoval est favorable au regard de la compatibilité avec le PLH et le Smeat reconnaît que les liaisons et continuités écologiques sont identifiées et traduites dans le PADD.

Ainsi le parti d’aménagement communal me convient dans son ensemble, il est conforme à la réglementation, aux prescriptions du Scot et il semble adapté à la taille de la commune, à ses contraintes et à l’histoire de son urbanisation. J’ai répondu dans la partie rapport du présent document aux différentes observations du public en les regroupant en 9 thèmes.

S’agissant des observations du public, je tiens à préciser l’excellent travail fait par la commune pour y répondre. Et dans la plupart des cas, suite aux explications fournies et développées, j’ai suivi la position communale.

Afin de dégager les avantages et inconvénients du projet d’aménagement de la commune je souhaite aborder certains thèmes qui résument bien l’ensemble des enjeux du projet PLU. Je tiens au préalable à préciser, qu’au cours de l’enquête, j’ai été interpellée par 3 types

d'observations posés par le public : la capacité et le fonctionnement de la station d'épuration afin de recevoir les projets d'urbanisation prévus à court terme, la densification de la zone UCb et enfin le problème récurrent des coulées de boue.

- La densification

La densification se fait, pour l'essentiel, par extension urbaine sur 3 secteurs concernés par une OAP : Laques, Serres, et Moulin Calaria et par intensification avec 2 secteurs, celui de Castelveil et celui de Colomière concernés également par une OAP.

Le secteur de Colomière en périphérie du noyau villageois (zone UCc), tout au bout de la route de Goyrans, d'une superficie d'1ha, ne pose pas de problème en soi. Il se situe dans un tissu urbain peu dense constitué de villas implantées sur de grandes parcelles. 6 logements environ sont prévus.

S'agissant des 3 secteurs AU situés le long de la RD24, ils permettent de relier Lacroix à Falgarde, d'étoffer l'urbanisation dans la continuité existante face aux pôles d'équipements, de répondre aux objectifs de diversification de l'offre en logements, de développer des liaisons douces, et de préserver la coulée verte aux abords de la RD24. Seul le secteur Moulin-Calaria, plus excentré, connaît une densité moindre par rapport aux 2 autres. J'ai pris acte du phasage de ces secteurs par la commune et des réponses qu'elle apporte s'agissant des choix sur les densités pour chacune des zones. Ces zones AU couvrent une superficie de 8,3ha.

Afin de limiter le phénomène des coulées de boue, et suite aux propositions du maître d'œuvre sur le secteur Laques, la commune propose d'élargir le périmètre de l'OAP avec une largeur minimale de bande végétalisée. J'y suis favorable.

S'agissant du secteur Castelveil, en zone UAa. Au-delà des questions individuelles, sur lesquelles d'ailleurs j'ai mis certaines recommandations, et des questions techniques sur les détails de l'aménagement de l'OAP, et sur lesquels la commune précise qu'ils feront l'objet d'études plus précises lors de la conception du projet, il est demandé le changement de zonage pour un passage en AU. La commune y est favorable aux motifs ; de l'absence de voirie, de la nécessité d'étendre les réseaux (dont celui de l'assainissement collectif sous la nouvelle voie), de l'absence de construction. Le classement en AU lui paraît finalement plus adapté. Aussi je ne m'y oppose pas d'autant que la station d'épuration présente quelques défauts de fonctionnement. Je demande à la commune de veiller à conserver les dénominations des zones AUa (Laques), AUb (Serres), et AUc (Moulin-Calaria). Ces 3 zonages figuraient au dossier d'enquête mis à la disposition du public, autant que ce dernier s'y retrouve. Ces 3 zones AU ont fait l'objet d'un phasage, qu'en sera-t-il pour la zone AU du Castelveil ? C'est en effet sur le secteur du Castelveil, situé dans le centre villageois, que la majeure partie du potentiel de densification est identifiée à court terme et son développement constitue « l'opportunité du renforcement de la centralité du village par une opération mixte de qualité » (rapport présentation p211). C'est l'accueil de personnes âgées, de jeunes couples, de personnes seules, avec la réalisation de 30 logements dont une majorité de T2 et T3. L'OAP permet également d'assurer une connexion directe aux équipements et services. Ce qu'apprécie la CCI Toulouse qui considère dans son avis « que le projet de densification du secteur de Castelveil, ..., devrait renforcer l'attractivité économique du centre commercial ». Donc je recommande de mettre en place un phasage pour cette OAP. Cela étant la priorité, malgré tout, reste une bonne gestion du pluvial, un assainissement performant et conforme ainsi qu'une bonne intégration du projet avec sa voie structurante dans le tissu existant.

La densification de la zone UCb. Au-delà des demandes de constructibilité ponctuelles des requérants, il y a 2 types de questions sur cette zone UCb : d'une part le choix d'urbanisation et la problématique de l'eau et d'autre part le choix du coefficient d'emprise au sol.

1/le choix de l'urbanisation et la problématique de l'eau.

Je prends acte de la réponse de la commune dans son choix d'urbanisation, à savoir conforter son noyau villageois et mettre en œuvre une densification douce dans le secteur de la route de Goyrans du fait des terrains à forte pente, de l'éloignement du cœur du village, et de la préservation de cœurs d'îlots verts. Cette zone UCb, d'environ 44 ha, urbanisée, avec de grands terrains, n'est donc pas, dans un 1^{er} temps, une priorité pour la commune pour accueillir des développements urbains supplémentaires « malgré une configuration propice à la densification » aux dires de la DDT (voir son avis). Ce potentiel de constructibilité est aussi très limité par la saturation du réseau d'alimentation en eau potable. Le Sicoval précise, dans son avis du 11/03/19, « qu'il n'est pas possible en l'état actuel de développer l'urbanisation alimenté par le réservoir de Goyrans. En comptabilisant les 7 logements de la zone UCc, concernée par l'OAP, le maximum admissible serait de 5 logements supplémentaires. A noter que des projets en cours de dépôts seront à déduire de ce potentiel restant. » La première impression est que le potentiel de construction est plus que limité. (On retrouve la formulation du Sicoval dans les annexes du dossier d'enquête à eau potable avec une erreur matérielle sur la zone qui est indiquée UCc au lieu de UCb).

Les explications fournies par la commune dans sa réponse étaient nécessaires car pour les requérants et d'ailleurs pour moi aussi, il y avait une certaine incompréhension. Il faut dire que les textes dans le dossier d'enquête relatifs à l'eau potable sont assez succincts. En effet beaucoup de pétitionnaires ont fait savoir que leur eau potable ne venait pas du réservoir de Goyrans et donc cela ne justifiait pas la limitation de la constructibilité. Donc avec les explications c'est plus clair, il y a finalement 2 secteurs sur cette zone UCb avec une alimentation en eau potable provenant de 2 canalisations différentes avec des problématiques associées différentes.

Cela étant une alimentation en eau potable n'est pas une contrainte insurmontable, aussi j'apprécie que la commune demande à ce que des travaux de renforcement du réseau d'eau potable soient réalisés afin de permettre la densification correcte du secteur, tout en acceptant pour les raisons évoqués plus hauts, une densification mesurée. Mais il y a quand même une différence de grandeur entre l'impossibilité et un certain équilibre. Finalement la décision dépend du Sicoval.

Je demande en recommandation de compléter le rapport de présentation et l'annexe eau potable avec les précisions sur les 2 canalisations.

2/ Le choix du coefficient d'emprise au sol.

Suite à ces problèmes d'alimentation en eau potable et à la volonté de mettre en place une densification douce, et afin donc de limiter la constructibilité, des CES ont été instaurés. Entre autres les fameux 5%, tant décriés par le public. Pour une superficie strictement inférieure à 1500 m², le CES est de 5%. Donc sur un terrain à Lacroix-Falgarde de 1499m², en 1^{ière} couronne de Toulouse et proche des pôles d'emploi, la possibilité de construire une maison est de 5% d'ES soit 75 m². Les requérants estiment que la zone est carrément inconstructible et je ne peux que leur donner raison. On est quand même en zone U sur des parcelles relativement grandes. Ensuite selon la superficie des terrains, le CES est de 7,5 et 10%. La commune fait d'ailleurs remarquer dans sa réponse qu'un CES à 7,5% « ne permet pas d'aménager de façon optimale et satisfaisante ces terrains ».

J'apprécie donc la réflexion de la commune suite aux observations du public et aux simulations réalisées. J'approuve sa proposition de « modifier les règles d'emprise au sol et de fixer un CES maximal de 9% sans pouvoir dépasser 300m² d'ES ». De même, je suis favorable à l'augmentation proposée « du coefficient d'espaces verts, de la distance minimale d'implantation des constructions sur une même propriété (50% minimum d'espaces verts, distance de 6m minimum d'implantation / aux limites séparatives, distance de 5m minimum entre construction d'une même propriété). En effet, cela est justifié dans la mesure où les terrains, sur cette route de Goyrans sont pentus, on monte sur les coteaux, d'une superficie conséquente, excentrés du centre bourg (zone UC) et en zone bleue du PPRN.

Cette augmentation du CES, tout en maintenant les choix initiaux de la commune, permet un développement de ce secteur en cohérence avec son zonage UCb excentré, et répond dans une certaine mesure aux avis des PPA comme la DDT ou Chambre d'Agriculture qui s'interrogeaient sur ce potentiel en intensification.

Ces changements feront l'objet d'une réserve dans l'avis final afin de modifier le rapport de présentation et le règlement écrit.

- Les déplacements et les questions de sécurité

L'OAP déplacement est un apport très significatif dans ce dossier non seulement au vu des questions du public sur ce sujet mais encore du fait que les 2 routes départementales structurantes de la commune, la RD4 et RD24, connaissent un trafic important qui va augmenter avec l'urbanisation prévue par le PLU. D'où la nécessité de sécuriser ces voies principales aux abords des principaux équipements. De plus il était indispensable de relier les anciens et nouveaux quartiers, de développer les modes doux. Car, comme le fait remarquer Tisséo, « la configuration de la commune et son modèle pavillonnaire favorise l'usage de l'automobile. La question des déplacements est donc un enjeu du projet communal. » Il faut ajouter à ce constat les trajets domicile-travail pour la commune et aussi pour les communes voisines qui empruntent ces itinéraires.

Je prends acte des réponses et des éclaircissements apportées par la commune aux observations des requérants, que ce soit sur le stationnement et le TAD, le pont de fer, la sécurisation du carrefour en entrée de ville, et suite à l'avis du département, la modification de l'OAP Moulin-Calaria pour créer un bouclage interne et l'élargissement de l'ER prévue impasse Calaria. Je note également la réponse de la commune sur l'aménagement d'une déviation chemin de Ladevan et surtout du coût que cela représenterait. Cela étant Le Smeat dans son avis fait remarquer que le Scot identifie, dans son volet « relier », 2 itinéraires de maillage à préserver à long terme, « correspondant à la RD4 d'une part, et au chemin du Ladevan puis à la RD24 d'autre part ». Aussi la possibilité d'aménager le chemin du Ladevan reste d'actualité, malgré la suppression de l'ER au bénéfice du département. Aujourd'hui le projet de PLU ne prévoit pas la requalification de ce chemin mais quand sera-t-il dans le futur si cela s'avérerait nécessaire ? Le chemin du Ladevan dans le PLU mis à l'enquête est protégé de toute construction, il traverse une zone agricole inconstructible.

La desserte du secteur Laques, comme Serres se fait au même rond-point, au niveau du lotissement du Cossignol, en face de l'école. Il est proposé de faire une entrée différente de la sortie permettant de limiter légèrement le flux de véhicules. Car on ne peut pas sortir directement sur la RD24 qu'il faudrait réaménager, ce qui n'est pas possible. Suite à tout ce questionnement autour d'une entrée à partir de la RD24 sur le secteur de Laques, je considère qu'il est important de travailler ces points dans la mesure où la RD24 fait l'objet d'une OAP déplacement liée aux enjeux de sécurité, et également pour la fluidité de la

circulation à l'intérieur des nouveaux lotissements. Enfin, un chemin piétonnier est envisagé afin de rejoindre le centre-ville (voir sur l'OAP déplacement secteur des abords de la RD24), veiller à considérer la pente sinon c'est un chemin de randonnée et cela rien à voir avec une connexion inter-quartier. Ces remarques feront l'objet d'une recommandation.

- L'assainissement et le réseau pluvial

S'agissant de la station d'épuration, le dossier d'enquête comme les avis constatent que les ressources et les équipements structurants existants de la STEP de Castelvieu permettent de desservir les projets d'urbanisation envisagés dans le zonage du PLU à court terme. Il est cependant précisé par le Sicoval, qui a la compétence assainissement, que cette station devrait être désaffectée « dès les accords arrêtés avec le SIVOM SAGE pour un rejet dans la STEP de Pins Justaret ».

A l'enquête, de très nombreuses observations ont contesté l'état de la station d'épuration existante et sa capacité à recevoir les nouveaux effluents générés par l'urbanisation prévue dans le PLU. En réponse au PV de synthèse, le Sicoval écrit que d'une part, la station d'une capacité de 1800EH, chargée à 75% de sa charge organique, permet de desservir les projets d'urbanisation envisagés horizon 2025 ; et d'autre part que son fonctionnement « n'a pas fait l'objet, à ce jour, d'une quelconque mise en demeure de la part des services de l'Etat ». La réponse du Sicoval ne me satisfait pas. Aussi au vu des renseignements fournis par les requérants et dans un souci de précaution, j'ai mis une réserve dans mes conclusions sur le zonage d'assainissement concernant le fonctionnement de la station qui d'après moi connaît une non-conformité au titre local qui serait aggravé avec les effluents supplémentaires prévus par le PLU. Des nuisances et pollutions seraient susceptibles d'en découler.

S'agissant du ruissellement des eaux de pluie, des questions ont été émises, essentiellement sur le secteur Castelvieu sur lequel est positionnée l'OAP. Cette zone est concernée par l'Ariège et le PPRI et le lotissement existant du Castelvieu est en grande partie en zone bleue du PPRI et l'extrémité du lotissement en zone violette sans dents creuse. C'est pourquoi j'insiste sur le système de gestion des eaux pluviales. La commune dans sa réponse au PV de synthèse assure que « les aménagements techniques eu égard à la voirie et aux surfaces imperméabilisées seront étudiés au stade technique de conception du projet ». Il y a un véritable travail de gestion des eaux pluviales sur ce secteur, d'autant que le PADD précise : « que la densification sera privilégiée sur ce secteur de Castelvieu de par la proximité du centre du village et du fait de ses disponibilités foncières. Cela fera l'objet d'une recommandation.

- L'environnement et les risques

Il a été fait état à l'enquête d'un problème de coulées de boue récurrentes. J'ai apprécié que cette question soit prise avec sérieux par la commune et que des solutions soient envisagées car cela ne pouvait plus durer. Le rapport de présentation fait état p 33 d'un certain nombre de catastrophes naturelles dont des inondations et coulées de boue. Des PPRN ont été approuvés mais il n'empêche qu'il y a régulièrement des coulées de boue aux abords d'habitations. J'ai vu des photos. Elles sont sur le registre d'enquête. Les OAP indiquent seulement : « l'OAP donne des orientations en faveur d'une gestion alternative des eaux pluviales au regard des problèmes de ruissellement que rencontre la commune ». Durant l'enquête publique, le phénomène s'est produit avec article dans la Dépêche + les vidéos apportées par des pétitionnaires. Je ne pouvais accepter que rien ne soit entrepris pour faire cesser ces événements. On parle quand même d'urbanisation et d'aménagement du

territoire, de la prise en compte de l'environnement dans les projets, du développement durable et de la qualité du cadre de vie. Ce sont les zones AU, secteur d'urbanisation par extension privilégié par la commune, en face de l'école, la médiathèque, donc proche du centre-ville et des commerces, qui sont concernées. Dans le dossier d'enquête, le sujet est simplement abordé. Dans les avis rien.

Aussi je suis très favorable aux différentes propositions de la commune : inscrire un *ER* en lisière du lotissement du Cossignol pour la mise en place d'une bande végétalisée afin de gérer les eaux de pluie ; renforcer les dispositions sur les noues et les bandes plantées des OAP et enfin intégrer dans le RG un EBC sur les parcelles agricoles en amont, pour favoriser la création d'une haie. Cela fera l'objet d'une réserve.

Suite à toutes ces coulées de boue, je me suis demandé si la façon de travailler le champ qui surplombe le hameau du Cossignol participait aux coulées de boue ? La réponse de la commune (voir PV de synthèse questions CE) : « la façon de travailler le champ ... peut anticiper le phénomène de coulée de boue. ... Les cultures d'été telles que le tournesol, le maïs, le soja ont besoin d'un lit de semence très fin et très fiable. De ce fait dès la 1^{ière} pluie, le sol se détrempe. Si les précipitations se poursuivent, cela entraîne des coulées de boue. L'une des solutions serait d'utiliser des méthodes de culture qui permettraient de maintenir la matière organique en surface. D'autres méthodes existent : maintenir un couvert végétal, travailler les sols en travers de pente, partager les parcelles en 2 cultures pour casser les pentes et créer des bandes enherbées, des talus et des fossés pour collecter les eaux de surface ». Il serait peut-être nécessaire que la commune rencontre l'agriculteur !

Dans le paragraphe enjeux p34 du rapport de présentation, on peut lire, « Au regard des aléas identifiés et des risques définis sur la commune, il est fondamental de prendre en compte ces données dans la construction du PLU. Il en va de la sécurité des biens et des personnes et il en est de la responsabilité communale. » Je partage cet avis et ne saurais mieux dire.

Les observations du public ont souligné l'existence d'un remblai situé à Moulin-Calaria, qui participerait aux mauvais écoulements des eaux. Il n'y a pas de réponse de la commune sur cette question. Est-ce un oubli ? Quoiqu'il en soit la question sera à prendre en considération lors de l'aménagement de ces zones AU. Cela fera l'objet d'une recommandation.

En conclusion il ressort de ces considérations que le projet communal (hors assainissement qui fait l'objet d'une enquête publique distincte), malgré des inconvénients bien réels qui dans de nombreux cas peuvent être réduits, voire supprimés suite à l'enquête publique, présente de nombreux avantages pour la commune : un cadre réglementaire affirmée et reconnue, un urbanisme maîtrisée avec un accroissement et un renouvellement de population dans les zones d'accueil mixte, une limitation de l'étalement urbain et des hameaux isolés, une préservation des atouts environnementaux et agricoles.

2 – Avis du commissaire enquêteur

Vu le dossier soumis à enquête et après étude détaillée de l'ensemble des pièces le composant,

Vu les divers documents remis,

Vu les avis des personnes publiques associées,

Vu les observations recueillies et leur étude dans la partie rapport de ce document,

Vu les entretiens avec le maître d'ouvrage et après étude du mémoire en réponse,

Le Commissaire enquêteur donne, en toute indépendance,

Un Avis Favorable

Sur le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lacroix-Falgarde, objet de la présente enquête publique.

Assorti de réserves

1. Modifier le rapport de présentation et le règlement écrit afin d'inscrire le nouveau coefficient d'emprise au sol concernant la zone UCb qui sera dorénavant de 9% quelle que soit la superficie des terrains sans pouvoir dépasser 300m² d'emprise au sol. Introduire également les modifications apportées sur le coefficient d'espaces verts et la distance minimale d'implantation des constructions sur une même propriété.
2. Inscrire un ER en lisière du lotissement du Cossignol pour la mise en place d'une bande végétalisée afin de gérer les eaux de pluie ; renforcer les dispositions sur les noues et les bandes plantées des OAP des zones AU en extension et enfin intégrer dans le règlement graphique un EBC sur les parcelles agricoles en amont, pour favoriser la création d'une haie.
3. Respecter les réponses faites aux avis des PPA.

Assorti de recommandations

1. Dans les OAP, traiter de l'accueil des différents types d'habitat dans le respect du voisinage immédiat.
2. Préciser dans l'OAP Castelvieu que sur la parcelle 94, l'accès sera mutualisé pour les parcelles voisines.
3. Procéder au changement de zonage de la zone UAa en AU du Castelvieu et phaser l'OAP par rapport aux autres OAP.
4. Compléter le rapport de présentation et l'annexe eau potable avec les précisions sur les 2 canalisations de la route de Goyrans.
5. Réfléchir à une entrée à partir de la RD24 sur le secteur de Laques dans un souci de sécurité et de fluidité de la circulation à l'intérieur des nouveaux lotissements.

6. Veiller à considérer la pente pour le chemin piétonnier envisagé afin de rejoindre le centre-ville à partir des abords de la RD24.
7. Travailler à la gestion des eaux pluviales sur le secteur Castelveil.
8. Prendre en considération lors de l'aménagement des zones AU, l'existence d'un remblai sur Moulin-Calaria.
9. Rencontrer l'agriculteur exploitant la zone A en amont des zones AU afin de lui faire part des problèmes de coulées de boue et de l'éventualité d'une aggravation du fait de la façon de travailler le champ.
10. Vérifier dans le rapport de présentation p 232 que le sous-total du milieu physique ne soit pas 5, p 154 remplacer Donneville par Lacroix-Falgarde, et veiller à corriger les erreurs dans les écritures entre Cossignol et Cassignol. Que la date de la 2^{ème} réunion publique soit la même entre le bilan de la concertation et l'extrait du registre des délibérations du 28 novembre 2018. Remplacer dans l'annexe eau potable en conclusion UCc par UCb.

Envoyé en préfecture le 12/07/2019

Reçu en préfecture le 12/07/2019

Affiché le

SLO

ID : 031-213102593-20190710-E19000006_31_2-AU

Dossier n°: E19000006/31

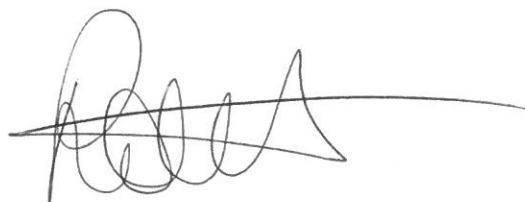
En conséquence,

Le commissaire enquêteur transmet le rapport et ses conclusions motivées portant sur chacun des objets de l'enquête, ainsi que les registres d'enquête au maire de Lacroix-Falgarde.

Le rapport et les conclusions motivées à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulouse,

Fait à Lavalette le 10 juillet 2019

Isabelle Roustit

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Envoyé en préfecture le 12/07/2019

Reçu en préfecture le 12/07/2019

Affiché le



ID : 031-213102593-20190710-E19000006_31_2-AU

Envoyé en préfecture le 12/07/2019

Reçu en préfecture le 12/07/2019

Affiché le

SLO

ID : 031-213102593-20190710-E19000006_31_2-AU

Dossier n°: E19000006/31

III - CONCLUSIONS ET AVIS SUR L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

1 – Motivation de l'Avis

La commune de Lacroix-Falgarde élabore son PLU suite à la décision du conseil municipal du 28 novembre 2018. Le Sicoval, qui assure la gestion de l'assainissement ainsi que la mission du SPANC, a souhaité actualiser le plan de zonage validé en 2005, afin de le mettre en cohérence avec les prévisions d'urbanisme. Aussi un nouveau zonage d'assainissement est établi.

L'actualisation du zonage d'assainissement porte essentiellement sur la mise à jour du plan du réseau d'eaux usées et du cadastre suite aux constructions réalisées depuis 2005 et sur l'établissement du programme de travaux suite au diagnostic de réseau énoncé par le bureau d'études SAGEGE en 2018.

Le Sicoval, dans la délibération du 11 mars 2019 approuvant le zonage d'assainissement, indique d'une part que dans le projet de PLU, les zones ouvertes à l'urbanisation ou à urbaniser sont desservies par le réseau public de collecte des eaux usées à l'exception du secteur de l'OAP de Castelveil où une extension sera à prévoir, et d'autre part que la station d'épuration d'une capacité de 1800 EH est chargée à 75%, elle peut recevoir les projets d'urbanisation à court terme du PLU. Approchant de la saturation à moyen terme plusieurs solutions sont à l'étude: soit la création d'une nouvelle station d'épuration soit le raccordement via un nouveau poste de refoulement en lieu et place de la station actuelle vers une station d'épuration voisine.

Dans la délibération également du 11 mars 2019 portant avis sur le PLU, le Sicoval, concernant les eaux usées indique que « les ressources et équipements structurants existants permettront de desservir les projets d'urbanisation envisagés à court terme. La station d'épuration actuelle sera désaffectée avec la création d'une nouvelle station permettant de répondre aux besoins à long terme. »

Enfin le Sicoval, direction Infrastructures et réseaux, dans son avis, toujours du 11 mars 2019, reprend la formulation de la délibération en précisant que : « la station d'épuration actuelle sera désaffectée dès les accords arrêtés avec le SIVOM SAGE pour un rejet sur la STEP existante de Pins Justaret ».

La MRAe (Mission Régionale d'Autorité environnementale), suite à sa décision de dispense d'évaluation environnementale considère, entre autres, « - que le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale et que la MRAe n'a pas émis d'observations dans le délai imparti ; - que la commune prévoit un accueil de 306 nouveaux habitants à l'horizon 2025 ; - que les zones à urbaniser identifiées dans le projet de PLU sont rajoutées à la zone d'assainissement collectif ; - que la station de traitement des eaux usées intercommunale (Lacroix-Falgarde et Aureville) existante, conforme en équipement et performance, d'une capacité de 1800 équivalent-habitants, dispose d'une réserve de capacité permettant de traiter les effluents supplémentaires générés par la mise en place du projet d'urbanisation à échéance 2025 ... ». Enfin « au regard des éléments fournis, le projet de zonage d'assainissement limite les probabilités d'incidences sur la santé et l'environnement ».

A l'enquête, de très nombreuses observations ont contesté l'état de la station d'épuration existante et sa capacité à recevoir les nouveaux effluents générés par l'urbanisation prévue dans le PLU. Vétusté, mauvais fonctionnement de la station depuis la fermeture des bassins de décantation, limite de capacité, défectueux, dysfonctionnement de la STEP actuelle, etc. Et même selon la SATESE le fonctionnement de la STEP pour l'année 2017 est insuffisant. Le maire de la commune, lors de la réunion de remise du PV de synthèse, reconnaissait que les bassins de décantation ne fonctionnaient pas et qu'il y avait effectivement des odeurs.

Je me suis interrogée entre des textes et avis concluant que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes et une réalité bien différente. On parle quand même de rejets, d'environnement, de traitement d'eaux usées, de pollution.

En réponse aux questions du public, le Sicoval indique : « concernant le fonctionnement de la station, elle n'a pas fait l'objet, à ce jour, d'une quelconque mise en demeure de la part des services de l'Etat. ». Cette réponse a le mérite de l'honnêteté dans la mesure où il n'est pas affirmé que les performances soient conformes. J'ai voulu en savoir davantage et j'ai contacté la police de l'eau de la DDT qui m'a expliqué que la station est conforme au titre de la directive européenne mais que peut-être il pouvait y avoir une non-conformité au titre local.

Aussi au vu des renseignements fournis par les requérants (en particulier le rapport de la SATESE obtenu sous injonction de la CADA), dans un profond ressenti et dans un souci de précaution, je considère qu'il y a quelque chose qui ne fonctionne pas très bien dans cette station d'épuration. Je ne pense pas, comme il est écrit dans le dossier d'enquête, que les performances locales soient conformes. J'estime qu'ajouter les effluents supplémentaires générés par la mise en place du projet d'urbanisation, plus ceux d'Aureville qui lotît, ne ferait qu'aggraver le problème. Des nuisances et pollutions seraient susceptibles d'en découler. De plus les rejets de la station se font dans l'Ariège dont elle est d'ailleurs très proche géographiquement. Il me paraît nécessaire que l'assainissement, et en particulier dans le cas présent, le fonctionnement de la station d'épuration soit correctement assuré avant toute nouvelle urbanisation ou plus précisément avant des apports supplémentaires. Aussi je mets une réserve concernant le fonctionnement de cette station d'épuration.

J'ai pris acte de la capacité de la station d'épuration à traiter les nouveaux effluents générés par le PLU, sans oublier ceux d'Aureville ! De la même manière, j'ai bien noté qu'à moyen terme des solutions appropriées seront trouvées pour une nouvelle STEP, ce dont je ne doute pas. Finalement le problème sur cette station ce n'est pas la capacité mais le fonctionnement et cela à court terme.

Le zonage d'assainissement définissant la limite entre l'assainissement collectif et l'assainissement non collectif me convient. En assainissement collectif : toutes les parcelles construites ou constructibles qui sont actuellement desservies par le réseau d'assainissement ou qui le seront dans le futur, et en assainissement non collectif : les autres parcelles constructibles et habitations existantes non retenues dans le zonage assainissement collectif (éloignés du bourg et/ou la topographie ne permet pas leur desserte).

Le respect de la réglementation propre à chacun des modes d'assainissement collectif ou non collectif est exigé.

2 - Avis du commissaire enquêteur

Vu le dossier soumis à enquête et après étude détaillée de l'ensemble des pièces le composant,

Vu la décision de dispense d'évaluation environnementale, après examen au cas par cas,

Vu les observations recueillies et leur étude dans la partie rapport de ce document,

Vu les réponses fournies par le Sicoval aux observations du public

Le Commissaire enquêteur donne, en toute indépendance,

Un Avis Favorable

à l'actualisation du zonage d'assainissement de la commune de Lacroix-Falgarde , objet de la présente enquête publique.

Assorti d'une réserve

Faire en sorte que le fonctionnement de la station d'épuration soit correctement assuré avant d'y apporter des effluents supplémentaires surtout ceux des zones AU du PLU approuvé final.

Dossier n°: E19000006/31

En conséquence,

Le commissaire enquêteur transmet le rapport et ses conclusions motivées portant sur chacun des objets de l'enquête, ainsi que les registres d'enquête au maire de Lacroix-Falgarde.

Le rapport et les conclusions motivées à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulouse,

Fait à Lavalette le 10 juillet 2019

Isabelle Roustit

